

RAPPORT ANNUEL 2014



Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé environ 16,6 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 445 millions de personnes*. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

* À la date de publication, juin 2015



Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
36 projets

- Arménie 1
- Azerbaïdjan 1
- Bosnie-Herzégovine 1
- Djibouti 1
- Égypte 3
- Gaza et Cisjordanie 1
- Géorgie 1
- Jordanie 1
- Kirghizistan 2
- Liban 1
- Maroc 3
- Ouzbékistan 1
- République arabe syrienne 2
- République de Moldova 2
- Soudan 5
- Tadjikistan 2
- Tunisie 2
- Turquie 2
- Yémen 4

Asie et Pacifique
56 projets

- Afghanistan 2
- Bangladesh 5
- Bhoutan 1
- Cambodge 2
- Chine 5
- Inde 10
- Indonésie 3
- Kiribati 1
- Maldives 2
- Mongolie 1
- Myanmar 1
- Népal 4
- Pakistan 2
- Papouasie-Nouvelle-Guinée 1
- Philippines 3
- République démocratique populaire lao 3
- Sri Lanka 3
- Timor-Leste 1
- Tonga 1
- Viet Nam 5

Bureaux de pays du FIDA

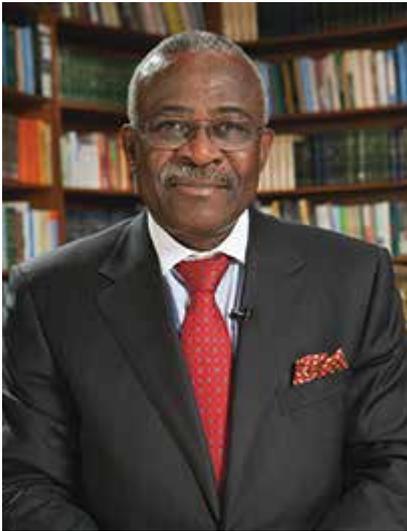
- 2014
- prévus au 31 janvier 2015

Table des matières

Avant-propos du Président	2
Programme de travail en 2014	6
Principales initiatives et nouveaux programmes	29
Mesurer et améliorer les résultats	38
Données relatives au financement et mobilisation des ressources	47
Récompenses	60

Rapport annuel 2014 – CD-ROM

Avant-propos du Président



Pour le FIDA, 2014 a été une année charnière, caractérisée par une avancée significative sur le chemin qui conduit à la transformation du monde rural. Nous avons continué à mobiliser des ressources auprès de nos États membres et d'un éventail croissant de partenaires, afin de financer nos investissements dans les populations rurales. Nous avons mené à terme avec succès, dans le courant de l'année, la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Les États membres ont approuvé un objectif de nouvelles contributions de 1,44 milliard d'USD pour le financement d'activités au cours de la période 2016-2018 (voir page 47).

L'appui et l'engagement de nos États membres se manifestent aussi de manière évidente dans le maintien à un niveau élevé du cofinancement apporté par les pays aux projets financés par le FIDA: dans les projets approuvés en 2014, plus de 70% du cofinancement provient de contributions nationales (voir page 51).

L'objectif fixé pour FIDA10 nous permettra de maintenir le programme de prêts et de dons au niveau des 3 milliards d'USD, atteint au cours des périodes FIDA8 et FIDA9. Il nous permettra aussi d'élargir notre champ d'action, pour toucher jusqu'à 130 millions de ruraux. De 40 à 50% de ces nouvelles ressources seront allouées à l'Afrique subsaharienne.

Pour mettre en œuvre un programme de travail d'environ 1 milliard d'USD par an, l'institution doit être souple, mais avoir en même temps des fondations solides. Le FIDA d'aujourd'hui repose sur quatre piliers qui le différencient de l'organisation qu'il était en 2009, lorsque j'ai pris mes fonctions. Le premier de ces piliers est notre nouveau modèle opérationnel, davantage axé sur les pays et moins "romanocentré".

D'ores et déjà, 40 bureaux de pays sont en activité, et dix autres bureaux, dont la création a été approuvée, seront bientôt ouverts.

Le deuxième pilier du nouveau FIDA est la réforme interne de nos processus, de notre gestion et de nos structures, ainsi que de nos ressources humaines. Le troisième pilier est constitué par la création, au FIDA, d'un Département de la stratégie et des savoirs qui nous donne les moyens de formuler et de partager des idées nouvelles, des données factuelles et des outils pour transformer les zones rurales et les vies de leurs habitants.

Le quatrième pilier, enfin, consiste en un renouvellement significatif de nos modalités de financement. Nous avons œuvré, au cours des dernières années, à l'élargissement de notre base, en élaborant de nouveaux instruments de financement qui nous permettent d'avoir recours à des emprunts souverains, venant s'ajouter aux contributions traditionnelles apportées sous forme de dons par les États membres.

Nous avons conclu, en 2014, un accord innovant avec la Banque allemande de développement KfW, aux termes duquel le FIDA a accès, en 2014 et 2015, à un montant allant jusqu'à 400 millions d'euros pour des emprunts souverains. Ces fonds serviront à financer des prêts à des conditions ordinaires, permettant ainsi d'allouer une plus grande part des ressources ordinaires du FIDA à des conditions particulièrement favorables aux pays qui y sont éligibles.

L'emprunt souverain transforme notre modèle opérationnel: là où nous ne disposions auparavant que d'une source de financement sous forme de dons provenant de nos États membres et limitée par leurs contraintes budgétaires, nous avons aujourd'hui

une nouvelle source de financement. Bien que les contributions sous forme de dons demeurent l'élément central, l'emprunt souverain nous offre de la souplesse, une crédibilité accrue pour agir en tant qu'institution financière internationale et, plus important encore, nous rend davantage capables d'investir dans la transformation du monde rural.

Les défis actuels et les populations rurales

Le monde est aujourd'hui confronté à deux grands défis, très différents, et qui affectent de manière particulièrement sévère les populations pauvres dans les zones rurales: le virus Ebola et le changement climatique. Alors que j'écris ces lignes, l'épidémie d'Ebola continue de provoquer de dévastatrices pertes de vies humaines, encore que certains signes donnent à penser que le pire est peut-être passé. La maladie et ses effets indirects ont également un impact catastrophique sur les économies et les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles. La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont été le foyer de l'épidémie. Outre les nombreuses vies perdues et les souffrances humaines dont elle a été la cause, l'épidémie a aussi restreint les mouvements de populations, de biens et d'argent, réduisant sévèrement les échanges, les revenus et les disponibilités alimentaires.

Les projets appuyés par le FIDA poursuivent leurs activités dans les trois pays, bien que le personnel ne puisse pas se rendre dans les zones touchées. Les activités des projets sont en cours de réorientation, pour permettre aux producteurs de faire face aux plus urgents de leurs besoins. En Guinée, par exemple, les restrictions aux échanges représentent pour les paysans une perte estimée à 6,5 millions d'USD, et nombre d'entre eux éprouvent des difficultés à rembourser leurs prêts. Un projet de filière appuyé par le FIDA met par conséquent à leur disposition des fonds afin qu'ils puissent acheter les intrants nécessaires à la prochaine campagne agricole.

Au Libéria, l'épidémie a mené l'économie au bord de l'effondrement. Plus de 80% des paysans interrogés ont déclaré que leur récolte en 2014 était inférieure à celle de l'année précédente, principalement à cause du virus. Le FIDA a actuellement deux programmes en cours dans le pays et coopère avec d'autres donateurs pour limiter l'extension de la maladie.

En Sierra Leone, où le FIDA finance trois programmes, la maladie est présente dans tous les districts et dans Freetown, la capitale. Nous avons fourni aux paysans et au personnel du projet des équipements de protection et nous travaillons avec les partenaires pour dispenser une formation en matière d'hygiène. Le FIDA collabore aussi avec le Ministère de l'agriculture à l'élaboration d'un plan pour favoriser la relance du secteur agricole une fois que la crise de l'Ebola sera terminée.

Le changement climatique s'est retrouvé plusieurs fois à la une des médias tout au long de l'année 2014, qui a par la suite été officiellement déclarée l'année la plus chaude jamais enregistrée. Le FIDA gère la plus importante source mondiale de financement ayant pour mandat exclusif d'appuyer l'adaptation des petits exploitants agricoles pauvres au changement climatique. Le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) a approuvé, en 2014, des financements sous forme de dons pour un montant total de 83 millions d'USD – présentés de manière plus détaillée dans le chapitre consacré au Programme de travail (voir page 6). À la fin de 2014, la valeur totale des travaux en cours financés par l'ASAP était de 190,9 millions d'USD.

Évaluation de l'impact

Une mesure exacte de l'impact de nos interventions est essentielle pour que nous puissions en démontrer l'efficacité en matière de développement et la responsabilité financière, et pour motiver un apprentissage continu au sein de l'organisation. Vingt-six évaluations de l'impact *ex post* sont actuellement en cours de réalisation en vertu de nos engagements au titre de FIDA9 (voir page 39). Dans le cadre d'une initiative distincte, des études de référence sont en voie d'achèvement pour les activités financées par l'ASAP, afin de garantir la possibilité d'une mesure détaillée de leur impact (voir page 39).

Nous accueillons aussi avec satisfaction les évaluations externes grâce auxquelles nous pouvons améliorer notre performance. En 2014, le Canada a procédé à un Examen de l'efficacité du FIDA en matière de développement, qui vient compléter les évaluations réalisées en 2013 par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN) et par le Ministère britannique du développement international (DFID). L'examen entérine l'alignement du FIDA sur les objectifs de développement des États membres, et reconnaît que les programmes appuyés par le FIDA atteignent avec succès les objectifs annoncés. Il note également les améliorations de la performance dans le domaine de l'égalité entre les sexes, et dans celui de la gestion des ressources naturelles et du changement climatique. Des marges d'amélioration ont été relevées dans plusieurs domaines, et nous envisageons avec intérêt la poursuite de la collaboration avec le Canada et d'autres partenaires dans notre progression.

Années internationales, plaidoyer et nouveaux États membres

2014 était l'Année internationale de l'agriculture familiale, et le FIDA a joué, tout au long de l'année, un rôle clé dans la prise de conscience croissante de la contribution essentielle des producteurs familiaux à la sécurité alimentaire mondiale. Nous avons financé

des actions visant à faire en sorte que les politiques nationales soient plus favorables aux petits exploitants agricoles pour leur permettre des conditions de vie décentes (voir page 29). Le FIDA a aussi joué un rôle important dans les activités de plaidoyer entourant l'accord concernant les objectifs de développement durable pour l'après-2015, et a réussi à mettre en évidence la nécessité d'inclure l'investissement dans la transformation du monde rural parmi les nouveaux objectifs (voir page 29). Nous avons, en outre, accueilli la session de printemps du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, au cours de laquelle ils ont examiné, entre autres, les objectifs de développement durable et la transition vers le programme de développement pour l'après-2015.

Les petits États insulaires en développement ont aussi été le thème d'une Année internationale en 2014. Ces pays sont confrontés à des défis économiques et environnementaux significatifs et sans équivalent ailleurs, parmi lesquels l'effondrement des pêches de capture et le changement climatique. Le FIDA appuie actuellement, dans ces États insulaires, 19 projets touchant environ 5 millions de personnes, avec un financement de 139 millions d'USD (voir, à la page 18, le récit recueilli sur le terrain à Fidji). Au cours de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs, en février 2015, nous avons accueilli parmi nos membres deux nouveaux États insulaires du Pacifique, les États fédérés de Micronésie et la République des Palaos. Au total, cinq États insulaires du Pacifique sont devenus membres du FIDA depuis

2013, témoignage de notre intérêt pour leurs besoins spécifiques. Le Monténégro, petit État du sud-est de l'Europe, est également devenu membre du FIDA en février 2015, portant à 176 le nombre total des pays membres.

Je voudrais, pour conclure, souligner deux thèmes qui constituent les fils conducteurs du Rapport annuel 2014: l'engagement du FIDA en faveur de la jeunesse et de l'égalité entre les sexes. Le chômage des jeunes constituant un immense défi mondial, nous finançons de nombreuses activités spécialement adaptées à leurs besoins (voir page 33). En matière d'autonomisation des femmes rurales, le FIDA est reconnu comme un leader. Le rapport de cette année place également sous les projecteurs l'encadrement des ménages – une nouvelle approche réussie de l'égalité entre les sexes, qui transforme la dynamique au sein du foyer. Lisez l'histoire de Ninsiima et Kasija, et découvrez pourquoi Ninsiima déclare "Notre relation a également changé. (...) Nous avons des objectifs pour notre avenir" (voir page 13).



KANAYO F. NWANZE

Président du FIDA



GRAIN RWANDA

50 KGS

Programme de travail en 2014

Afrique de l'Ouest et du Centre

24 pays: Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo

Vue d'ensemble

De nombreux indicateurs montrent que l'Afrique de l'Ouest et du Centre a réalisé d'importants progrès. Dans la plus grande partie de la région, les exportations sont en plein essor, l'investissement étranger est en hausse, les niveaux de vie augmentent, les taux de pauvreté reculent, et les résultats s'améliorent dans les domaines de l'éducation et de la santé. Dans le même temps, les réformes de la gouvernance font lentement progresser la démocratie, la transparence et la responsabilité, donnant aux Africains davantage d'occasions d'exercer une influence sur les décisions ayant un impact sur leur vie.

Toutefois, les niveaux de pauvreté restent élevés, surtout en milieu rural. En réalité, et bien que le pourcentage de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté (avec moins de 1,25 USD par jour) ait régulièrement diminué au cours des deux dernières décennies – passant de 58% en 1990 à 48% en 2012 –, le nombre de personnes extrêmement pauvres a

augmenté du fait de la croissance démographique. Par conséquent, la région n'a pas progressé assez vite pour atteindre le premier des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), celui de réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015.

L'Afrique de l'Ouest et du Centre compte quelque 500 millions d'habitants, vivant et travaillant en majorité dans les zones rurales, en tant que petits exploitants agricoles. Au Burkina Faso, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger, de 80 à 90% des personnes d'âge actif vivent et travaillent sur des exploitations familiales dont les rendements et les bénéfices sont très inférieurs à leur potentiel. Dans la région, l'agriculture devient de plus en plus vulnérable aux fluctuations des prix mondiaux et au changement climatique. Les températures minimales augmentent plus vite qu'au niveau mondial, et les précipitations sont moins abondantes et de plus en plus imprévisibles.

Dans l'ensemble, il existe une importante marge de progrès dans les domaines de l'inclusion, de l'égalité entre les sexes et de la viabilité environnementale. L'exclusion des possibilités économiques et sociales, ou l'inégalité d'accès à ces possibilités, continue de freiner les progrès dans les domaines des droits humains, de l'amélioration des moyens de subsistance, et du renforcement des capacités productives de larges segments de la population, en particulier les femmes et les jeunes. Les défis liés à l'environnement – changement climatique, diminution des ressources naturelles et accès limité à l'énergie – sont aussi des obstacles au développement humain durable. La récente épidémie de la maladie à virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone fait peser une lourde charge supplémentaire sur les économies ouest-africaines.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 47 programmes et projets en cours à la fin de 2014, en partenariat avec 22 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 076,5 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 157,8 millions d'USD approuvé en 2014 pour 6 nouveaux programmes et projets au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, à Sao Tomé-et-Principe, au Tchad et au Togo.

Travaux et résultats en 2014

En 2014, notre programme de travail en Afrique de l'Ouest et du Centre a été principalement axé sur les secteurs suivants:

- accès au marché et développement de filières;
- finance rurale;
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- les jeunes.

Accès au marché et développement de filières

Des filières à caractère inclusif sont essentielles si l'on veut que le secteur de l'agriculture parvienne, en Afrique de l'Ouest et du Centre, à créer des emplois et à stimuler la croissance économique dans les zones rurales, aussi bien sur les exploitations qu'en dehors de ces dernières. Des filières moins exclusives réduiraient également les inégalités en intégrant les jeunes et les femmes dans la vie sociale et économique de leurs communautés.

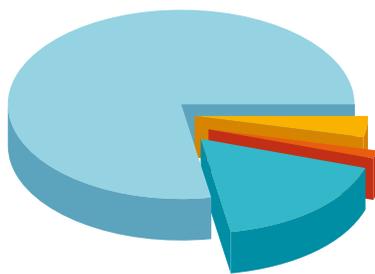
Au Ghana, le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, appuyé par le FIDA, a permis à environ 50 000 petits exploitants agricoles de bénéficier, pour leurs produits, de contrats avec des acheteurs et des transformateurs privés. Un appui technique a également contribué à une hausse significative de la productivité, les rendements du maïs et du soja augmentant de bien plus de 200%. Depuis le démarrage du programme, en 2008, les petits paysans ont produit et commercialisé plus de 30 000 tonnes de produits divers, et notamment du sorgho, des noix de karité, du mil, du maïs et du soja. Les communautés participantes ont aussi bénéficié de nouvelles routes de desserte, d'entrepôts et de périmètres d'irrigation qui contribuent à attirer de nouveaux investissements privés (voir page 9 le récit recueilli sur le terrain).

Dans des zones choisies du bassin arachidier du Sénégal, un projet financé par le FIDA a apporté un appui à quelque 32 000 ménages. Des services de vulgarisation et des semences de bonne qualité ainsi que d'autres intrants ont stimulé la productivité des paysans, accru leur sécurité alimentaire et amélioré leur qualité de vie. En outre, l'appui à l'élevage de volaille et la relance des petits jardins potagers ont permis aux femmes d'obtenir leurs propres revenus. Prenant pour base les résultats positifs obtenus à ce jour, le FIDA étend ses activités à l'ensemble du bassin arachidier.

Au Libéria, environ 1 000 petits exploitants agricoles ont bénéficié d'un partenariat entre le FIDA, le Ministère de l'agriculture et un exportateur privé de cacao et de café. Le projet a remis en état les réseaux de routes rurales pour assurer aux populations locales un meilleur accès aux marchés. Il a renforcé les liens entre les petits exploitants et le secteur privé afin d'accroître la quantité et la qualité des produits, et a permis à trois coopératives agricoles d'améliorer leur pouvoir de négociation. Les partenaires envisagent maintenant de régénérer 15 000 hectares supplémentaires de plantations de cacao et de café, dont bénéficieront 15 000 autres petits paysans.

GRAPHIQUE 1a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2014^a

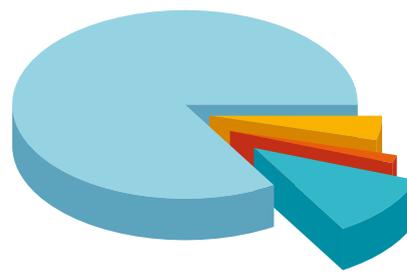
Sur un montant total de 2 857,9 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 1b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2014^a

Sur un montant total de 1 557,8 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Finance rurale

Dans de nombreuses zones rurales, les petits exploitants luttent pour avoir accès à l'épargne et aux prêts. Des microprêts à faible taux d'intérêt octroyés par des institutions financières rurales peuvent toutefois donner aux paysans les moyens d'investir dans leurs entreprises sans devoir passer par les conditions exorbitantes des prêteurs au marché noir qui ne font que les enfoncer encore davantage dans leur situation d'endettement.

Au Nigéria, le FIDA et ses partenaires renforcent les capacités d'institutions financières rurales afin qu'elles puissent offrir des services de dépôt, de prêt et de transfert de fonds à 345 000 familles rurales pauvres, en particulier des ménages dirigés uniquement par des femmes, des jeunes ou des personnes handicapées. Ce programme septennal, auquel participent 36 autorités locales, a créé à ce jour 7 000 groupes villageois d'épargne. Dans les 12 États participants, l'amélioration de l'accès aux services financiers a permis au programme d'extraire de la pauvreté plus de 27 000 participants.

Lorsque la guerre civile s'est achevée en Sierra Leone, en 2002, l'absence d'accès au crédit a été reconnue comme l'un des principaux obstacles au redressement et au développement du monde rural. Entre 2008 et 2014, un projet appuyé par le FIDA a contribué à la mise en place d'environ 50 associations de services financiers et de 17 banques communautaires, permettant aux membres des communautés rurales d'investir dans l'agriculture ou dans d'autres petites entreprises. Plus de 50 000 ménages en ont bénéficié directement, et les banques communautaires et les associations de services financiers sont désormais pleinement intégrées à la politique nationale.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Comme indiqué dans la vue d'ensemble, le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont des défis de première importance pour la région. Dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), lancé par le FIDA, dix pays de la région, principalement dans le Sahel, bénéficient d'un financement climat et environnement spécifique. Des dons d'un montant de 22,0 millions d'USD ont été octroyés au titre de l'ASAP au cours de l'année 2014, portant à 46,9 millions d'USD le montant total du financement de l'ASAP dans la région à la fin de l'année. Le FEM a également approuvé des dons d'une valeur de 7,3 millions d'USD, portant à 36,7 millions d'USD le montant total du financement par le FEM.

Dans la région de Maradi, au Niger, un projet appuyé par le FIDA et axé sur la sécurité alimentaire

et nutritionnelle fait fond sur les expériences d'un projet antérieur et reproduit à plus grande échelle des activités de régénération des terres. Plus de 6 000 hectares de terres sylvopastorales dégradées ont été régénérés, et les plantes adventices envahissantes ont été éradiquées sur plus de 5 000 hectares, activités dont ont bénéficié plus de 13 000 ménages depuis 2012. Le projet a aussi reproduit avec succès à plus grande échelle la régénération naturelle assistée appliquée aux jeunes arbres, et travaille avec plus de 21 000 paysans qui pratiquent cette technique sur environ 55 000 hectares. Ces interventions ont eu un impact démontré sur la productivité agricole, la génération de revenus, la résilience et la durabilité environnementale. Le Projet de petite irrigation Ruwanmu, appuyé par le FIDA, fait fond sur ces expériences par le biais d'une étroite collaboration avec le projet conduit dans la région de Maradi.

En Mauritanie, un projet de développement des oasis, appuyé par le FIDA et récemment achevé, a mis l'accent sur la fixation des dunes, réalisée en deux étapes. Dans la première, les dunes ont fait l'objet d'une protection mécanique, sous la forme de construction de barrières et de clayonnages en branches de palmier pour empêcher le sable de progresser. Dans la seconde étape, des arbres pérennes et des espèces herbacées ont été utilisés comme moyens de protection biologique pour bloquer, en dernier lieu, la progression du sable. En 2014, les travaux de fixation des dunes ont concerné environ 154 hectares, portant à plus de 240 hectares la superficie totale fixée. La fixation des dunes a protégé plus de 600 hectares de palmeraie comptant plus de 117 000 palmiers, exploités par environ 3 500 producteurs.

Les îles de Sao Tomé-et-Principe sont un paradis pour la biodiversité, mais la pauvreté contraint souvent les paysans à abattre des arbres, soit pour obtenir du bois de feu, soit pour dégager des espaces cultivables. Un programme financé par le FIDA a aidé les paysans à produire du cacao, du café et du poivre dans des conditions plus durables – à l'ombre des arbres – et répondant aux normes de culture éthique et biologique, et à celles du commerce équitable.

Ces améliorations ont été rendues possibles par un partenariat établi, par l'intermédiaire du FIDA, entre des coopératives locales et quatre opérateurs privés ayant leur siège en Europe et qui achètent, à des conditions agréées, la production des paysans et leur fournissent un savoir-faire, une technologie et un appui financier extrêmement précieux. En conséquence, les coopératives créées par le programme produisent désormais de manière durable environ 50% du total des fèves de cacao négociées par Sao Tomé-et-Principe sur les marchés

Récit recueilli sur le terrain

Aider les femmes à se connecter aux filières dans le nord du Ghana

Dans le nord du Ghana, les femmes tirent un revenu de la production et de la vente de beurre de karité. Ce beurre entre dans la préparation des aliments en Afrique, et dans celle des cosmétiques ailleurs. Les gains des femmes étaient généralement marginaux, à cause de la qualité médiocre de leur beurre et du manque de marchés. Le Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord, appuyé par le FIDA, qui s'attache à améliorer les moyens de subsistance ruraux et à autonomiser les femmes, s'est fixé comme but d'aider les femmes à améliorer la qualité de leur beurre et à développer des marchés.

La première étape a consisté à aider les femmes – qui constituent les deux tiers des participants au programme – à s'insérer dans une filière agricole. Le programme a aidé les femmes à créer des coopératives et à établir des liens entre elles et les marchés et les services financiers.

Rose Zang, veuve avec cinq enfants, fait partie du groupe de femmes Zuwonye Vielong. Ce groupe est enregistré comme coopérative, et participe à l'association villageoise d'épargne et de prêt grâce à laquelle Rose a obtenu des prêts pour l'aider dans son commerce de beurre de karité.

“Lorsque j'ai démarré, je transformais habituellement un sac de noix de karité par semaine”, dit-elle. “Maintenant, avec l'appui du programme, je suis capable d'en transformer cinq sacs. Et je peux prendre soin de moi et de mes enfants.”

Roy Ayariga, le coordonnateur du programme, fait observer que la collaboration avec les structures existantes est essentielle. “Nous avons travaillé avec les assemblées de district et les autorités traditionnelles,

les chefs, parce que ce sont eux qui contrôlent les moyens économiques”, dit-il. “Et les assemblées peuvent adopter des règlements qui protégeront les femmes et en libéreront le potentiel.” Le programme a obtenu, en 2013, un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes, récompensant ses innovations en matière d'autonomisation des femmes.

L'appui à cette initiative a permis aux femmes de sortir de leurs rôles traditionnels. L'une d'entre elles, Hamida Iddrissu, est devenue négociante en intrants agrochimiques, fonction dans laquelle les hommes jouent un rôle prédominant.

“Grâce à la filière, je suis populaire”, dit-elle. “J'ai rencontré tous les agriculteurs, les chefs de service et les directeurs. Parfois, je suis la seule femme. Mais je peux parler. Je peux répondre sans crainte à n'importe quelle question.”

Plantation d'un karité – grâce aux liaisons avec les marchés, les agricultrices tirent désormais de bons revenus du beurre de karité
Ghana: Programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord

©FIDA/Amina Alhassan Bin Sallih



internationaux, et 100% des grains de café et du poivre. Les producteurs nationaux ont ainsi accru leurs revenus de manière significative.

Le FIDA a aussi appuyé la construction, dans la région de Monté Café, d'une installation pilote de production de biogaz par la transformation des déchets animaux en gaz pour la cuisine – technologie qui protège l'environnement, réduit la charge de travail des femmes et améliore les conditions de vie dans le foyer.

Les jeunes

La recherche d'emplois est une priorité pour le nombre croissant de jeunes vivant dans les zones rurales, en Afrique de l'Ouest et du Centre, comme dans d'autres régions du monde. Au cours des dernières années, de nombreux jeunes ruraux ont migré vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie, mais ils sont maintenant de plus en plus nombreux à rester dans leurs villages pour devenir des agroentrepreneurs ruraux. À l'appui de ce mouvement, le FIDA a consenti d'importants investissements pour la création d'un environnement dans lequel les jeunes puissent s'épanouir dans les zones rurales.

Au Sénégal, où les personnes de moins de 15 ans représentent 47% de la population, le FIDA s'attache, par l'intermédiaire d'associations sportives et culturelles villageoises, à donner aux jeunes les moyens d'élaborer des propositions d'activités en rapport avec l'agriculture. À ce jour, plus de 4 000 jeunes, femmes et hommes, membres de 45 associations, ont reçu un financement pour devenir agroentrepreneurs au sein de leurs propres communautés, contribuant ainsi à endiguer la vague de la migration.

Le Consortium Créer des opportunités pour les jeunes ruraux, lancé en 2014 avec l'appui du FIDA, sème des graines pour la prochaine génération de femmes et d'hommes entrepreneurs au Bénin, au Cameroun, en Gambie et au Nigéria. Ce projet triennal vise à offrir à quelque 2 800 jeunes agroentrepreneurs ruraux et à plus de 43 000 jeunes entrepreneurs une formation dans les domaines de l'entrepreneuriat, du mentorat, des services de développement des entreprises et du microcrédit.

Afrique orientale et australe

22 pays: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Seychelles, Soudan du Sud, Swaziland, Zambie et Zimbabwe

Vue d'ensemble

Tout comme l'Afrique subsaharienne dans son ensemble, les pays de l'Afrique orientale et australe ont continué de bénéficier, en 2014, d'une bonne croissance économique. Selon le Fonds monétaire international, la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne a été proche de 5% en 2013, et devrait augmenter encore davantage en 2014.

Comme dans d'autres régions, toutefois, les bénéfices de la croissance sont inégalement répartis, et la hausse des niveaux de PIB ne s'est pas traduite par une forte réduction de la pauvreté. La robuste croissance enregistrée au cours de la décennie écoulée en Afrique subsaharienne n'a réduit l'extrême pauvreté que de 7% depuis 2002 – valeur inférieure de 20 points de pourcentage à celle prévue par les OMD et très inférieure à celle d'autres régions. La croissance économique a également peu contribué à la réduction de la faim: les niveaux de malnutrition n'ont baissé que de 5 points de pourcentage par rapport à 1990. Cinq des cibles définies par les OMD ne seront pas atteintes en Afrique subsaharienne.

L'agriculture n'a joué qu'un rôle mineur dans la croissance régionale. Peu de choses ont changé depuis les années 1990, qu'il s'agisse du pourcentage de personnes actives dans le secteur agricole ou de la modeste contribution de l'agriculture au PIB. Plusieurs obstacles limitent l'amélioration de la productivité agricole en Afrique subsaharienne: médiocre fertilité du sol, sols vulnérables à l'érosion, variabilité du climat et faible potentiel d'irrigation. L'isolement géographique, le manque de routes et d'électricité, la faiblesse des niveaux d'éducation, l'insuffisance des investissements dans l'agriculture et les questions de gouvernance sont autant de facteurs ayant aggravé le désavantage compétitif dont souffre la région, en particulier dans les zones rurales.

L'ensemble de l'Afrique subsaharienne entre actuellement dans une période de "dividende démographique". La population d'âge actif devrait presque doubler, passant de 460 millions de travailleurs en 2010 à 800 millions en 2030. Si des emplois ne sont pas créés pour cette main-d'œuvre de plus en plus jeune, la conséquence pourrait prendre la forme d'une instabilité sociale.

Au cours des cinq dernières années, plusieurs pays de l'Afrique orientale et australe ont mis en place des programmes de filets de protection sociale, comportant des transferts monétaires, des programmes de travaux publics, et des systèmes d'apprentissage rémunéré et d'assurance maladie. Les rapports de la Banque mondiale font état d'un volume croissant de données concrètes démontrant les avantages de ces programmes.

Travaux et résultats en 2014

Le programme de travail du FIDA en Afrique orientale et australe a porté principalement sur les points suivants:

- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- renforcement du capital humain et social;
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- accès au marché et développement de filières.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

L'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire est l'un des grands axes d'intervention du FIDA dans la région, et constitue un quart de nos financements régionaux. Nous appuyons des activités visant à renforcer les services de vulgarisation, à développer des techniques et à améliorer l'accès aux marchés des intrants, parallèlement aux initiatives de production et de multiplication des semences.

C'est ainsi que nous avons financé, depuis 2008, une formation aux pratiques de production végétale et animale pour plus de deux millions de personnes. Dans l'est du Rwanda, un projet appuyé par le FIDA a mis l'accent sur la remise en état de bassins versants dégradés, a formé 10 000 paysans, et a annoncé une augmentation de 200 à 300% des rendements de la riziculture, passés de 2-3 à 6-8 tonnes par hectare.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 43 programmes et projets en cours à la fin de 2014, en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 212,9 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 94,9 millions d'USD approuvé en 2014 pour 4 nouveaux programmes et projets au Burundi, au Lesotho, en Ouganda et en Zambie;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour Madagascar.

En République-Unie de Tanzanie, un programme financé par le FIDA aide les paysans à accroître la production de bétail et à améliorer la commercialisation. Intervenant dans le cadre des fermes-écoles, l'initiative a formé plus de 227 000 personnes aux pratiques de gestion végétale et animale, avec notamment le choix des variétés appropriées, la préparation du sol, les techniques de plantation, les espacements adéquats et l'utilisation d'engrais organiques. Les riziculteurs travaillant dans la zone du programme ont multiplié leur production par cinq, passant de moins de 1 tonne à 5 tonnes par hectare. Les rendements du manioc ont aussi augmenté, passant de quatre sacs de 50 kg à 26 sacs par acre, cependant que le rendement des bananes passait de 5-8 kg à 30-40 kg par régime.

Renforcement du capital humain et social

Le renforcement des compétences est essentiel pour le progrès et la résilience des personnes et des communautés. Dans la région, le FIDA se concentre sur les approches du développement impulsées par la communauté et sur le renforcement des capacités locales.

Dans le district de Kirihe, dans le sud-est du Rwanda, une initiative appuyée par le FIDA encourage la participation tant des dirigeants communautaires que des paysans à l'élaboration des plans de gestion des bassins versants. Le projet appuie également des investissements visant à développer des filières et à intensifier la production végétale et animale par le biais de comités locaux de gestion et de supervision. Plus de 90% des participants au projet sont membres de groupes à assise communautaire ou d'organisations paysannes, ce qui renforce les connexions existantes appuyant un développement durable. En 2014, un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes a récompensé le projet pour le travail novateur effectué pour atteindre et autonomiser les femmes. Le projet a adopté une stratégie d'appui à l'équilibre entre les sexes, grâce à laquelle les femmes représentent plus de 40% des participants dans toutes les activités.

Également au Rwanda, un autre projet appuyé par le FIDA a formé plus de 28 000 personnes dans plusieurs domaines: services financiers, alphabétisation fonctionnelle, et compétences en matière de gestion et de commercialisation. Au Kenya, un projet financé par le FIDA a appuyé la construction de plus d'une centaine de centres d'apprentissage accueillant plus de 6 000 personnes. En conséquence, les taux d'alphabétisation ont augmenté de 20 points de pourcentage, atteignant 75% parmi les participants.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

La gestion durable des ressources naturelles est, pour les paysans pauvres, une composante essentielle de l'amélioration des moyens de subsistance. Son importance est même croissante, étant donné que les paysans pauvres sont souvent les plus durement touchés par les impacts du changement climatique. Le FIDA appuie plusieurs projets – principalement dans le secteur de l'irrigation – qui encouragent une gestion responsable des ressources.

Depuis 2008, le FIDA a financé la construction ou la remise en état de périmètres d'irrigation sur près de 32 000 hectares de terres dans la région. Au cours de la même période, plus de 126 000 hectares ont bénéficié de pratiques améliorées de gestion des terres. Plus de 100 000 personnes ont été formées à la gestion des ressources naturelles.

Le programme ASAP du FIDA finance, au Mozambique et au Rwanda, des initiatives visant à accroître la résilience des filières face au changement climatique. L'ASAP a aussi pour but de réduire l'impact du changement climatique sur la productivité et la rentabilité des petites exploitations, en favorisant les meilleures pratiques et technologies. Au Mozambique, les activités comprennent l'installation de stations météorologiques destinées à améliorer l'information et la prévision relatives aux risques climatiques, et l'introduction de petites infrastructures, comme des serres à coût réduit, pour aider les paysans à produire en utilisant moins de produits agrochimiques au cours de la saison chaude, qui l'est de plus en plus.

Au cours de l'année 2014, des dons d'un montant de 17,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 28,8 millions d'USD la valeur totale des financements de l'ASAP dans la région à la fin de l'année.

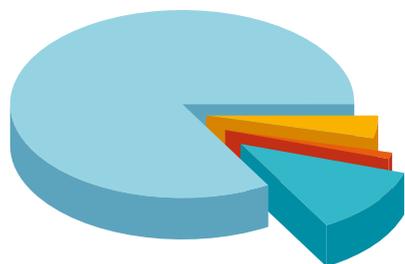
Plusieurs projets financés par le FEM dans la région montrent des effets et des résultats prometteurs. La valeur totale de ces projets est de 20,9 millions d'USD. Aux Comores, une initiative de gestion durable des terres a formé plus de 6 000 paysans aux techniques d'entretien des haies. Plus de 500 hectares de terres ont été entourés de haies pour en interdire l'accès aux animaux et minimiser la perturbation des travaux de reboisement. En outre, un peu plus de 350 hectares de terres dégradées ont été reboisés.

En Érythrée, un projet de gestion du paysage appuyé par le FIDA a conduit à l'adoption d'un plan de gestion des ressources naturelles à assise communautaire. Près de 2 millions de jeunes plants d'arbres ont été distribués en vue du reboisement de parcours communaux dégradés qui avaient été fermés pour encourager leur restauration. Parmi les activités de lutte contre l'érosion sur les terres communautaires, on peut citer l'aménagement de près de 1 500 kilomètres de terrasses et la construction de 19 000 mètres cubes de barrages de retenue destinés à ralentir le ruissellement des eaux d'orage.

En Éthiopie, un projet appuyé par le FIDA a encouragé les communautés à utiliser des techniques de conservation du sol et de l'eau hors exploitations pour lutter contre l'érosion et remettre en état les

GRAPHIQUE 2a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2014^a

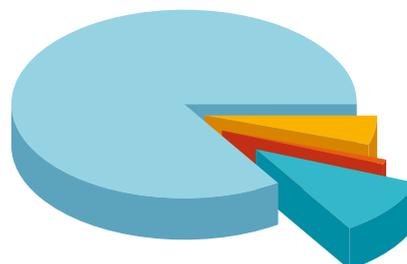
Sur un montant total de 2 970,4 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

GRAPHIQUE 2b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2014^a

Sur un montant total de 1 987,9 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire, à l'exclusion du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Récit recueilli sur le terrain

Atteindre les plus pauvres par le biais de l'encadrement des ménages

Il est parfois difficile d'atteindre sur une grande échelle les plus pauvres parmi les ruraux pauvres. En Ouganda, toutefois, le FIDA a conduit une expérience pilote au moyen d'un outil efficace pour apporter le développement jusqu'aux ménages les plus vulnérables. Dans le cadre du Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts, l'encadrement des ménages a permis aux familles pauvres d'améliorer rapidement et sensiblement leurs conditions de vie.

Les conseillers d'encadrement des ménages sont des volontaires qui effectuent, sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans, des visites régulières auprès d'un certain nombre de familles pauvres. Les conseillers transmettent des savoirs et des compétences pour une meilleure gestion du ménage, et pour une amélioration des pratiques agricoles et de la génération de revenus. Leur but est d'assurer la sécurité alimentaire des ménages et de faire en sorte qu'ils dégagent des excédents leur permettant d'obtenir un supplément de revenu.

Les conseillers s'attachent aussi à faire évoluer l'état d'esprit des ménages, dans le sens d'un partage, afin que les décisions et la planification soient effectuées conjointement au sein du ménage. Les femmes et les hommes sont encouragés à adhérer aux groupes d'épargne et à d'autres groupes d'intérêt commun, et à définir les objectifs du ménage. En reconnaissance de son action en faveur de l'autonomisation des femmes, le programme a été récompensé en 2013 par l'un des Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes.

Imaculata Ninsiima et son mari, William Simon Kasija, des paysans du district de Kamwenge, dans l'ouest de l'Ouganda, vivaient dans une situation d'extrême pauvreté. Leur conseiller les a encouragés à accroître la superficie qu'ils cultivaient et à planter des

caféiers pour augmenter leurs revenus. Ayant acquis de nouvelles compétences et obtenu un petit prêt de la part du programme, le couple n'est plus dans une activité de subsistance et obtient un revenu grâce à son excédent de production. Ils ont adhéré à un groupement local d'épargne et de crédit.

"Notre relation a également changé", déclare Ninsiima. "Maintenant, nous faisons des projets ensemble, et nous savons combien chacun de nous gagne. Nous avons des objectifs pour notre avenir. Nous voulons construire une maison en brique, finir de payer l'éducation des enfants, et ensuite acheter quelques têtes de bétail."

"L'encadrement constitue le début d'un processus d'inclusion sociale", explique Judith Ruko, sociologue rurale auprès du programme. "Les ménages isolés commencent à évoluer vers davantage d'activités générales au sein de la communauté et peuvent, à partir de là, être reliés à toute une gamme d'appuis et de services."

L'encadrement, en tant qu'outil, est maintenant en cours de reproduction à plus grande échelle dans d'autres projets appuyés par le FIDA en Ouganda, ainsi que par les autorités locales. En matière d'égalité entre les sexes et d'inclusion sociale, les méthodologies axées sur les ménages ont aussi été utilisées par d'autres organisations en Éthiopie, au Nigéria, au Rwanda et en Zambie, et par des programmes appuyés par le FIDA au Malawi et en Sierra Leone, avec des résultats prometteurs. (Pour en savoir plus: <http://www.ifad.org/story/feature/household.htm>)

Ce jeune couple, qui a participé au programme d'encadrement des ménages, pose avec ses enfants devant sa maison, dans le district de Luwero
Ouganda: Programme d'appui aux moyens de subsistance dans les districts

©FIDA/Clare Bishop Sambrook



zones endommagées. D'importants investissements consentis par les communautés participantes se sont traduits, entre autres améliorations, par l'aménagement d'environ 2 300 kilomètres de terrasses sur les pentes des collines. Plus de 70 000 hectares de terres arables sont désormais gérés suivant des méthodes améliorées.

Accès au marché et développement de filières

Le caractère rural de cette région fait que le manque d'accès à des marchés rentables a longtemps constitué un obstacle à l'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire. Le FIDA appuie par conséquent des activités ayant pour but d'améliorer l'accès et d'aider les petits exploitants agricoles à s'intégrer à des filières agro-industrielles compétitives. Notre appui porte, en particulier, sur l'amélioration du transport et de l'infrastructure, les études de marché et la formation, et la construction ou la remise en état de l'infrastructure de commercialisation.

En Ouganda, cette intervention comporte un appui aux efforts de décentralisation entrepris par le gouvernement. Le programme a construit ou remis en état des centaines de kilomètres de routes, ainsi que 15 installations de commercialisation. Le FIDA a également contribué à la création ou au renforcement de plus de 1 200 groupes de commercialisation, dont sont membres près de 60 000 petits exploitants.

Au Rwanda, nous aidons les paysans participant aux filières orientées vers l'exportation, notamment dans les secteurs du thé, du café, de l'horticulture et de la soie. Cette aide vise à accroître la quantité et la qualité de la production et à améliorer les efforts de commercialisation et le fonctionnement des organisations paysannes. Plus de 20 000 paysans ont été organisés, à ce jour, en groupes de commercialisation. Les théiculteurs voient leurs revenus augmenter, notamment à Nshili, où ils perçoivent des dividendes pour leur participation en capital à l'usine de thé.

Asie et Pacifique

34 pays: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kiribati, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Sri Lanka, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Viet Nam.

Vue d'ensemble

La forte croissance économique de la région Asie et Pacifique a induit de sensibles réductions de la pauvreté rurale, qui a reculé de 59% à 31% au cours des deux dernières décennies. Entre 1990 et 2011, le pourcentage de personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour dans la région – zones urbaines et zones rurales – est tombé de 52% à 18%, dépassant la cible du premier OMD en matière de réduction de la pauvreté. L'éducation a représenté un autre point très positif, puisque l'égalité entre les sexes a été atteinte à tous les niveaux de l'enseignement.

La région demeure néanmoins confrontée à d'importants défis. Les taux d'ensemble de la croissance économique ont reculé au cours des dernières années, pour se situer aux environs de 6% en 2012/2013, au lieu d'environ 9% en 2010 et 7% en 2011. Les inégalités de revenu augmentent aussi dans de nombreux pays. L'Asie compte les deux tiers des pauvres de la planète, soit environ 750 millions de personnes. Elle compte aussi 568 millions de personnes sous-alimentées ou souffrant de la faim, près de 65% du total mondial.

La menace du changement climatique est imminente. Un cinquième des zones rizicoles de la région sont exposées à la sécheresse, et les rendements sont aussi vulnérables à la hausse des températures moyennes et à l'apparition de nouveaux ravageurs et de nouvelles maladies. Les phénomènes météorologiques extrêmes présentent des risques majeurs pour la sécurité alimentaire et pour les populations rurales dont les moyens de subsistance dépendent des ressources naturelles. Une part importante de la population rurale tombe dans la pauvreté ou en sort à la suite de chocs liés à la sécheresse, à des conflits civils et aux augmentations des prix des produits alimentaires et du combustible.

La région compte aussi plus de 60% des jeunes du monde et, comme dans d'autres régions, leur chômage constitue un défi majeur. Dans les zones rurales, de nombreux jeunes sont chômeurs ou contraints d'accepter des emplois informels, sans sécurité et faiblement rémunérés. La participation des femmes à la population active est parmi les plus

faibles du monde. Les femmes gagnent moins que les hommes, n'ont que peu de contrôle sur leurs gains, et peu d'accès aux services de vulgarisation, au crédit et aux moyens de production. Les membres des peuples autochtones sont confrontés à des difficultés du même ordre, et l'écart de revenu entre eux et la population majoritaire se creuse dans de nombreux pays.

Travaux et résultats en 2014

En 2014, nos activités dans la région Asie et Pacifique ont mis principalement l'accent sur les points suivants:

- accès aux services;
- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- création d'emplois;
- développement du capital humain et social et des institutions rurales.

Accès aux services

Pour que les petits exploitants agricoles puissent passer du stade de l'agriculture de subsistance à celui de petites entreprises agroalimentaires qui diversifient leurs revenus et tirent parti des débouchés commerciaux, il faut qu'ils aient accès à des services commerciaux comme la banque, le crédit, des services d'envois de fonds à un coût abordable, des informations sur le marché et des technologies améliorées. L'isolement géographique, le manque de garanties et la difficulté d'accès aux services maintiennent les petits exploitants dans une situation défavorisée. Chercher à résoudre ces problèmes constitue l'un des aspects principaux de l'assistance du FIDA dans la région, et nous mettons principalement l'accent sur la liaison entre les petits exploitants agricoles, d'une part, et les filières et

l'agriculture commerciale d'autre part, grâce à des partenariats avec le secteur privé.

La première mesure prise par le FIDA pour aider les producteurs de lin de la préfecture d'Ulanqab, en Mongolie intérieure, à améliorer leur accès aux marchés a consisté à créer l'association Xin Hai de commercialisation de l'huile, en 2010. Cette association a organisé des stages de formation sur la culture et la transformation du lin, qui ont rapidement amélioré la qualité et la quantité de l'huile produite. En conséquence, les paysans sont désormais en mesure de vendre leur huile à un prix élevé aux restaurants de Beijing et d'autres villes.

Ayant observé que les produits bénéficiant d'une certification biologique atteignaient des prix plus élevés, les membres de l'association se sont ensuite attachés à obtenir cette certification pour leur huile de lin, augmentant ainsi leurs ventes et leurs prix. En juin 2014, plus de 170 000 ruraux pauvres, dans neuf comtés, avaient bénéficié de cette initiative.

Au Cambodge, les riziculteurs recueillent les bénéfices de la technologie. Le FIDA s'est associé avec l'entreprise sociale créée par Grameen Intel pour mettre au point un programme informatique simple, pas à pas, fournissant des conseils sur le sol, les semences et les engrais et sur la manière de lutter le plus efficacement contre les ravageurs et les maladies.

Des personnes formées au niveau local à l'utilisation du logiciel vendent leurs services aux paysans, ce qui permet à ces derniers d'améliorer leurs pratiques. Suivant les indications du logiciel, les paysans analysent les conditions existantes sur leurs exploitations et le programme leur fournit des conseils sur les mesures à prendre. Le programme indique également où trouver les fournisseurs les plus proches. Le logiciel est en cours de lancement dans 500 points à travers le Cambodge, et devrait toucher environ 25 000 familles d'agriculteurs.

Au Pakistan, le Programme de renforcement du microfinancement durable (PRISM) a spécialement adapté ses activités pour répondre aux besoins des femmes. Il offre des services financiers spécialisés, y compris des services de dépôt et d'assurance, comme le système d'assurance indexé contre les intempéries et le système d'assurance basé sur le poids vif du bétail. Les entreprises, agricoles et non agricoles, ont amélioré leur productivité grâce à l'accès accru au crédit facilité par l'initiative. En outre, le PRISM a apporté un appui à des écoles peu coûteuses qui comptent un fort pourcentage de femmes parmi les étudiantes et parmi le personnel. Il a introduit des prêts familiaux octroyés pour l'acquisition d'équipements électroménagers fonctionnant à l'énergie solaire, qui contribuent à réduire la charge de travail des femmes. Il a aussi appuyé le développement de filières favorables aux pauvres dans des activités qui

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 56 programmes et projets en cours à la fin de 2014, en partenariat avec 20 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 1 752,8 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 269,5 millions d'USD approuvé en 2014 pour 8 nouveaux programmes et projets au Bangladesh, au Cambodge, en Chine, en Inde, à Kiribati, au Myanmar, au Népal et au Viet Nam, et pour un financement supplémentaire accordé à des projets en cours en Inde et en Papouasie-Nouvelle-Guinée;
- 1 nouveau programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour le Myanmar.

donnent aux femmes une certaine indépendance financière, comme l'élevage de volaille et la broderie. Le programme a obtenu en 2014 un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les scientifiques s'attendent à ce que le changement climatique ait pour conséquence, en Asie, des événements météorologiques plus imprévisibles et plus intenses – vagues de chaleur, cyclones et fortes précipitations. La dégradation des ressources constitue aussi un motif de préoccupation. Les agriculteurs et les autres habitants des zones rurales qui sont en première ligne face à ces défis ont désespérément besoin de renforcer leur résilience. Notre activité dans la région se focalise principalement sur les pays dont la géographie comprend des zones côtières et des régions montagneuses vulnérables.

Le Bangladesh figure parmi les pays les plus vulnérables. Les risques sont particulièrement élevés dans les zones côtières et estuariennes du Sud, désignées sous le nom de Charlands, où vit une partie de la population la plus pauvre du pays. Le FIDA développe une infrastructure et fournit d'autres formes d'appui afin d'aider cette population à adapter ses moyens de subsistance au changement climatique. Afin de promouvoir des pratiques durables, plus de 20 000 habitants des Charlands, femmes et hommes, ont adhéré à des groupes de gestion des ressources naturelles et participent à des activités telles que la foresterie sociale et la gestion de l'eau.

La construction d'infrastructures contribue à protéger la population des zones vulnérables des événements météorologiques extrêmes. À ce jour, le programme a construit plus de 1 200 kilomètres de routes praticables par tous les temps, ainsi que des abris anticycloniques pouvant accueillir 40 000 personnes, et 22 refuges pour le bétail. Près de 10 000 hectares de terres ont été mis en valeur par la construction de digues, et des arbres ont été plantés sur 17 kilomètres de zone côtière pour protéger le littoral.

En 2014, des dons d'un montant de 30,0 millions d'USD ont été approuvés dans le cadre du programme ASAP du FIDA, portant à 57,0 millions d'USD la valeur totale, en fin d'année, du financement de l'ASAP dans la région.

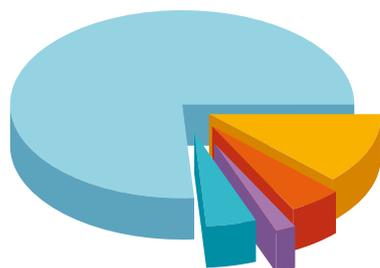
Création d'emplois

Selon les prévisions, la demande de produits alimentaires devrait augmenter d'environ 60% entre 2005 et 2050. Il est par conséquent essentiel de faire des zones rurales de production de produits alimentaires des lieux où il serait agréable de vivre et de travailler, surtout pour les jeunes. Notre action consiste par conséquent, principalement, à aider les pays à créer des possibilités d'emplois décents dans les zones rurales et à renforcer les capacités des jeunes d'exercer une influence sur le développement de leurs communautés.

Un projet appuyé par le FIDA au Viet Nam aide les jeunes, femmes et hommes, à associer leurs forces pour créer des groupes d'intérêt commun spécialisés dans l'agriculture, la petite industrie et les services. Notre

GRAPHIQUE 3a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2014^a

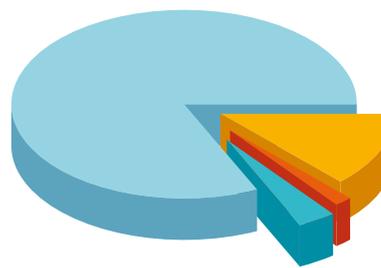
Sur un montant total de 4 881,8 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
3 732,2 millions d'USD - 76,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires
607,5 millions d'USD - 12,4%
- Prêts à des conditions ordinaires
250,7 millions d'USD - 5,1%
- Prêts à des conditions mixtes
65,1 millions d'USD - 1,3%
- Dons au titre du CSD
226,4 millions d'USD - 4,6%

GRAPHIQUE 3b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2014^a

Sur un montant total de 3 349,6 millions d'USD



- Prêts à des conditions particulièrement favorables
2 762,1 millions d'USD - 82,5%
- Prêts à des conditions intermédiaires et mixtes
437,0 millions d'USD - 13,0%
- Prêts à des conditions ordinaires
49,8 millions d'USD - 1,5%
- Dons au titre du CSD
100,7 millions d'USD - 3,0%

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

but est d'aider les jeunes à améliorer leur capacité d'influer sur les activités financées par le projet et de négocier des contrats mutuellement avantageux avec d'autres parties prenantes et partenaires. De récents résultats montrent qu'environ 2 200 membres de ces groupes produisent, transforment ou proposent une large gamme d'aliments, de biens et de services – culture de gingembre et de maïs, élevage de cochons, tissage, fabrication de balais ou séchage de poissons.

Au Bangladesh, grâce aux sociétés à contrat de travail collectif appuyées par le FIDA, des femmes et des hommes trouvent un emploi dans la construction de routes – particulièrement nécessaires – et dans d'autres travaux de construction sous contrat pour le gouvernement. Plus de 2 200 femmes et 300 hommes environ ont été employés dans des travaux d'infrastructure, générant environ 240 000 jours-personne de travail. Outre l'obtention d'un salaire, les participants ont développé des compétences de base en matière de construction et d'administration de contrat. Les salaires ont permis aux femmes et aux hommes d'investir dans d'autres activités génératrices de revenus, comme la location de terre pour des travaux agricoles et l'acquisition de bétail. Ce projet a reçu, en 2013, un Prix récompensant son action en faveur de l'autonomisation des femmes.

Développement du capital humain et social et des institutions rurales

Les institutions telles que les associations de commercialisation et les groupes d'auto-assistance aident les ruraux, femmes et hommes, à obtenir des intrants à des prix abordables, à négocier de meilleurs prix pour leurs produits, et à nouer des liens avec les marchés extérieurs. Donner aux populations rurales les moyens d'établir des institutions durables apporte aussi une contribution de premier plan à leur autonomisation économique et sociale. Des institutions fonctionnelles et sans exclusive sont essentielles à la transformation du monde rural, et particulièrement importantes pour les groupes marginalisés, comme les peuples autochtones, les jeunes et les femmes de tous âges.

Dans l'État indien d'Odisha, les membres des peuples autochtones constituent jusqu'à 22% de la population. Bien que des lois aient été adoptées en vue de la protection de leurs intérêts, l'économie tribale de ces populations demeure sous-développée. Le FIDA appuie, depuis 2004, un programme axé sur l'autonomisation et les moyens de subsistance des populations tribales et visant à moderniser l'économie et accroître les revenus. Les groupes d'auto-assistance et les comités villageois de développement encouragent la collaboration, et des stages de formation apportent, sur le plan technique

et en matière de mobilisation communautaire, des compétences qui donnent aux communautés de populations autochtones les moyens de gérer leur propre développement.

À ce jour, la productivité agricole a augmenté de 69%, et plus de la moitié des paysans participants cultivent des produits à haute valeur commerciale en plus des cultures vivrières de base. Près de 70% des ménages participants ont accès à des services financiers, et 80% à de l'eau saine. La moitié au moins des 58 000 ménages a obtenu un titre juridique assurant la sécurité de jouissance de leur terre.

Au niveau national, l'Indonésie est parvenue à une réduction significative de la pauvreté, mais les zones éloignées comme la Papouasie et la Papouasie occidentale sont en retard, et le pourcentage de ménages vivant sous le seuil de pauvreté est encore le double de la moyenne nationale. Les femmes ont généralement un statut inférieur et d'énormes charges de travail, et sont exclues de l'éducation et de la prise de décisions, même au niveau du ménage.

Afin de contribuer à la solution de ces problèmes, le FIDA intervient comme partenaire du vaste Programme national d'autonomisation communautaire lancé par le Gouvernement indonésien, qui touche 30 millions de personnes dans l'ensemble du pays. Le programme apporte une formation et un financement pour des activités agricoles proposées par les organisations paysannes et les groupes de femmes, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire. Nous fournissons des ressources sous la forme d'investissements à l'appui de la préparation des propositions par les communautés, en mettant particulièrement l'accent sur les femmes.

Dans le village de pêcheurs d'Andai, le processus d'élaboration d'une proposition a aidé les femmes à prendre conscience d'un problème fondamental: comment réaliser des bénéfices lorsque les prix du poisson sont bas. Les femmes ont imaginé une stratégie visant à transformer le poisson excédentaire en *abon* (thon) séché et épicé, et ont obtenu un don de la part du programme pour lancer leur entreprise.

Les femmes produisent de l'*abon* lorsque les conditions du marché l'exigent, et se répartissent entre elles les bénéfices à l'occasion de réunions tenues toutes les trois semaines. Un supermarché local a accepté de vendre leur *abon*, et les femmes œuvrent à l'obtention du certificat d'hygiène délivré par le gouvernement, qui améliorerait la possibilité de commercialisation du poisson épicé. Les femmes ont ainsi gagné de l'argent et le respect de leurs familles, et ont en outre acquis de nouvelles compétences utiles, comme la comptabilité.

Récit recueilli sur le terrain

Dans les petites îles, l'innovation pour faire face aux grands défis

Avant même que le changement climatique ne devienne une réalité, les petits États insulaires en développement étaient confrontés à d'énormes défis, parmi lesquels l'effondrement des pêches de capture, la dépendance à l'égard des coûteux produits alimentaires importés, l'érosion côtière et la réduction des disponibilités en eau douce. Les taux de migration atteignent 30%, les plus élevés au monde. Afin d'attirer l'attention sur cette situation désastreuse, les Nations Unies ont proclamé 2014 Année internationale des petits États insulaires en développement.

Le FIDA collabore avec les insulaires à l'élaboration de réponses durables à ces défis. Nous appuyons actuellement 19 projets conduits dans 14 petits États insulaires en développement, pour un montant total de 139,0 millions d'USD, et dont bénéficient cinq millions de personnes.

À Fidji, l'importance du concept de créneau de marché a augmenté d'un cran. En 2013, les anciens de l'île Cicia l'ont déclarée île biologique; la production de biens biologiques est désormais inscrite au programme des écoles secondaires.

"Nous participons très largement aux activités agricoles, surtout depuis la déclaration de l'île comme île biologique", déclare l'une des élèves, Milika Waqavuni. "Nous prenons soin de l'environnement, et l'environnement, à son tour, nous fournira ce dont nous avons besoin."

L'huile vierge de noix de coco est largement utilisée, sur Cicia, pour la préparation des aliments. Elle est aussi recherchée au niveau international, notamment comme huile de massage. En apprenant que cette huile se vend plus cher lorsqu'elle est produite de manière biologique, les femmes de Cicia ont vivement souhaité

avoir accès au marché de l'huile biologique, mais elles n'avaient pas les moyens financiers nécessaires pour obtenir une certification biologique internationale. Désormais, avec l'appui du FIDA et de la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETcom), les paysans producteurs d'huile peuvent pratiquer l'autocertification.

Un agent de certification externe effectuera une visite annuelle, cependant que les agriculteurs biologiques de Cicia procèdent, deux fois par mois, à une inspection réciproque de leurs données de production, et se réunissent une fois par mois pour décider de l'attribution du certificat.

"La certification est conforme à la norme", explique Stephen Hazelman, conseiller agricole en matière de systèmes biologiques auprès de la POETcom. "La documentation, les formalités administratives, tout est identique à une certification par une tierce partie."

Le travail porte ses fruits: un établissement thermal international a procédé à un essai de l'huile de noix de coco comme huile de massage et en a commandé 600 litres, et une exportatrice a récemment rencontré les femmes pour déterminer si elles seraient en mesure de fournir leur produit à ses clients en République de Corée. (Pour en savoir plus: <http://www.ifad.org/english/sids/>)

Un groupe de femmes ouvrent des noix de coco pour la préparation de l'huile vierge de noix de coco biologique sur l'île de Cicia Fidji: Élaboration et mise en œuvre pilote d'initiatives intégrées pour l'agriculture biologique et le commerce éthique dans les îles du Pacifique

©FIDA/Joanne Levitan



Amérique latine et Caraïbes

33 pays: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

Vue d'ensemble

La région Amérique latine et Caraïbes présente une très grande diversité en termes de groupes ethniques, de développement humain et de répartition des revenus. Bien que la plupart des pays de la région soient maintenant classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, nombreux sont ceux qui, parmi les 611 millions d'habitants que compte la région, souffrent encore de la pauvreté. Certains des groupes de population les plus marginalisés se trouvent parmi les 125 millions de ruraux de la région. Dans les zones rurales, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté demeurent élevés, et à des niveaux alarmants – 53% et 30% respectivement de la population rurale totale.

Des progrès remarquables ont cependant été réalisés dans la région Amérique latine et Caraïbes en termes de réduction de la pauvreté d'ensemble. Au cours de la période 2005-2012, le pourcentage de personnes pauvres et très pauvres a été réduit de près de la moitié, atteignant ainsi la première cible des OMD. Ce succès a été rendu possible par la stabilité macroéconomique dont a bénéficié une grande partie de la région, ainsi que par les politiques et les programmes gouvernementaux conçus, comme les transferts monétaires assortis de conditions, pour réduire la pauvreté et l'inégalité. Les chiffres relatifs à la pauvreté rurale, toutefois, décrivent une toute autre réalité: au cours de la période 2000-2010, les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, dans les zones rurales, n'ont diminué que de 10% et 8% respectivement.

Avec une prévision de 1,3%, la croissance du PIB de la région en 2014 devrait être modeste, conséquence de la détérioration des termes de l'échange pour certains pays, et d'exportations inférieures aux attentes. Par ailleurs, certaines économies de la région souffrent de goulets d'étranglement de l'offre et/ou d'incertitudes politiques, ces deux facteurs ayant freiné la confiance et les investissements des milieux d'affaires. Il est essentiel de continuer à investir dans les populations rurales dans ce contexte d'incertitude économique.

Travaux et résultats en 2014

En 2014, le programme de travail du FIDA a porté principalement sur les points suivants:

- accès au marché et développement de filières;
- promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques;
- les jeunes et l'égalité entre les sexes.

Accès au marché et développement de filières

Un accès à des marchés sur lesquels les paysans pratiquant une agriculture familiale puissent vendre leurs produits à de justes prix constitue un élément fondamental pour un développement rural sans exclusive. En El Salvador, le FIDA et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage ont fait de l'accès au marché une priorité, en mettant l'accent sur les agriculteurs ciblés par le Plan national pour l'agriculture familiale, qui vise à appuyer plus de 300 000 petits producteurs. Intervenant dans le cadre de trois projets appuyés par le FIDA, l'une des initiatives a pour but de renforcer les filières de production horticole, en particulier pour les tomates, les oignons, les poivrons et les concombres, grâce à quoi les petits paysans de tout le pays vendent maintenant leurs produits au deuxième plus grand supermarché d'El Salvador – Súper Selectos.

Au Paraguay, le gouvernement s'attache à faire entrer les producteurs familiaux dans les filières agricoles. Pour appuyer cet objectif, le FIDA aide des organisations à assise communautaire à cibler quelque 14 500 familles dans la région orientale du pays. On trouve, parmi les membres de ces organisations, aussi bien des producteurs familiaux ayant un accès raisonnablement stable aux marchés que des groupes plus vulnérables comme les paysans sans terre, des femmes chefs de ménage, des jeunes et des communautés autochtones. Le Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur,

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 42 programmes et projets en cours à la fin de 2014, en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 617,4 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 4,0 millions d'USD approuvé en 2014 pour un nouveau projet en Uruguay;
- 2 nouveaux programmes d'options stratégiques pour le pays axés sur les résultats (COSOP-AR) pour l'Équateur et le Mexique.

financé par le FIDA, a pour but de multiplier les possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes. Il aide aussi les producteurs familiaux à obtenir un accès au crédit pour l'investissement, et leur permet de s'intégrer aux filières et d'accroître leur productivité grâce aux techniques améliorées.

Le FIDA appuie également des initiatives d'accès aux marchés à l'échelon régional. En collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, nous encourageons la participation de petits producteurs ruraux et de leurs organisations à des filières sans exclusive dans l'ensemble de la région, en participant à la concertation sur les politiques, en renforçant les capacités des institutions d'exécution, et en développant de nouveaux outils d'analyse pour des politiques rurales productives.

Promotion de l'agriculture familiale par le biais de la concertation sur les politiques

2014 était l'Année internationale de l'agriculture familiale (voir page 30). Les activités et la concertation ont mis en lumière, tout au long de l'année, l'importante contribution des producteurs familiaux à la sécurité alimentaire mondiale, et le potentiel d'augmentation de cette contribution et de réduction de la pauvreté qu'apporterait une réponse plus efficace aux besoins des petits producteurs. De nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté des politiques spécifiques à l'appui des producteurs familiaux; au cours de l'année 2014, des efforts accrus ont été consacrés à la reproduction à plus grande échelle des approches efficaces.

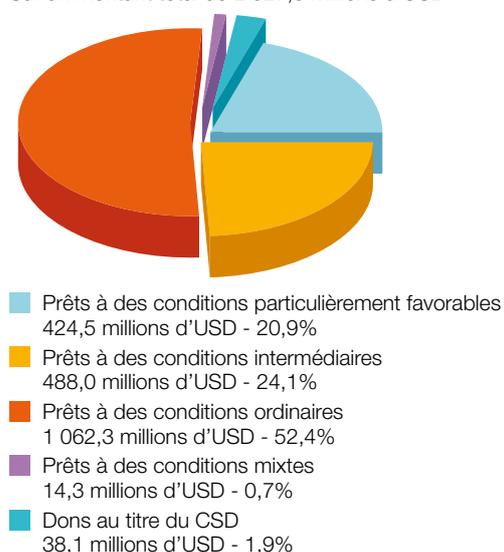
Au Brésil, le FIDA est intervenu aux côtés des petits exploitants pour leur permettre de tirer parti de politiques gouvernementales comme les programmes d'achats institutionnels par le biais desquels les agriculteurs peuvent vendre leurs produits aux institutions publiques locales, et notamment les écoles et les hôpitaux. Au cours de cette première phase, le Projet Dom Hélder Câmara, appuyé par le FIDA, a autonomisé les petits exploitants en facilitant leur accès aux marchés publics.

Ces travaux ont eu pour résultat une révision des politiques des pouvoirs publics destinée à répondre au besoin de renforcement des capacités organisationnelles, de gestion et techniques des producteurs familiaux. Les succès des expériences du projet ont été intégrés à cinq projets en cours au niveau de l'État à Bahia, Ceará, Paraíba, Piauí et Sergipe. La seconde phase du projet aidera les producteurs familiaux les plus pauvres et les plus isolés à obtenir un accès aux programmes publics existants. Elle reproduira également à plus grande échelle les innovations. Les enseignements et les meilleures pratiques tirés de cette phase seront intégrés à des projets au niveau de l'État.

Au Mexique, le nouveau programme de réduction de la pauvreté rurale, Prospera, vise à améliorer les conditions de vie de plus de six millions de familles pauvres – environ 23 millions de personnes. En 2014, le FIDA a appuyé le programme Prospera en concevant une action pilote intitulée "Territoires productifs", qui sera lancée en 2015. L'exercice pilote cible 10 000 ruraux dans cinq États du Mexique.

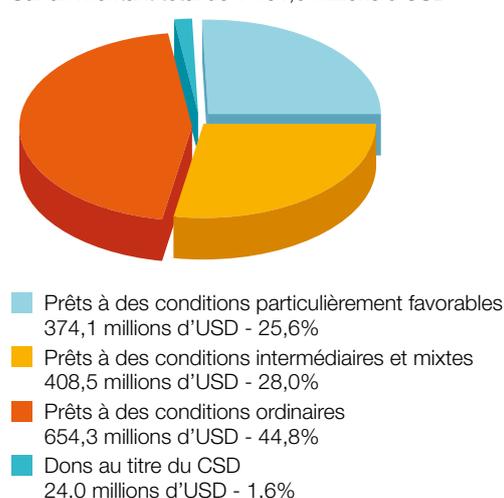
GRAPHIQUE 4a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2014^a

Sur un montant total de 2 027,3 millions d'USD



GRAPHIQUE 4b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2014^a

Sur un montant total de 1 461,0 millions d'USD



^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Le FIDA encourage aussi la concertation sur les politiques et le renforcement des capacités au niveau régional pour appuyer le secteur de l'agriculture familiale. Ainsi, depuis 2011, un don du FIDA au Centre latino-américain pour l'économie humaine a contribué à mobiliser le vaste réservoir de savoirs et de compétences contenus dans les politiques imaginées par les pays du Marché commun du Sud (MERCOSUR) pour promouvoir l'agriculture familiale. Les activités financées, pour une deuxième phase, par un don au Centre latino-américain pour le développement rural ont débuté en 2013. Le but est de renforcer les stratégies, les politiques et les investissements favorables aux pauvres au niveau national et infranational dans quatre pays: Colombie, El Salvador, Équateur et Pérou.

Les jeunes et l'égalité entre les sexes

Des progrès sensibles ont été réalisés vers l'intégration des questions d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes dans les projets appuyés par le FIDA, et spécialement ceux qui mettent l'accent sur la génération de revenus et l'entrepreneuriat. La plupart des projets ciblent également les jeunes, et notamment les projets qui encouragent les petites entreprises rurales, un meilleur accès aux marchés et l'acquisition de compétences.

En Équateur, le Projet de développement du couloir central, une initiative de promotion et de renforcement de l'entrepreneuriat et des entreprises rurales, a touché plus de 16 000 familles; les femmes représentent 40% des participants. Dans certaines activités, et notamment la formation à l'accès au crédit et la formation commerciale, les femmes représentent plus de la moitié des participants. Plusieurs activités ont été axées sur la création de perspectives commerciales pour les femmes des communautés rurales et autochtones et sur le renforcement des organisations féminines. Ces activités, dont 6 800 femmes environ ont bénéficié, leur permettent de commercialiser de manière plus rentable leurs produits agricoles, de vendre des produits artisanaux et de tirer des bénéfices financiers du tourisme. Ce projet a reçu, en 2014, un Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes en reconnaissance de ses réalisations dans ce domaine.

Dans les Caraïbes, les jeunes ont été particulièrement touchés par la persistance des effets de la crise économique mondiale. Ils risquent, par conséquent, d'être bloqués à l'extrémité la moins bien rémunérée du marché du travail – si toutefois ils trouvent du travail. En 2014, le FIDA a approuvé un nouveau programme triennal d'amélioration des compétences entrepreneuriales de 1 000 jeunes, femmes et hommes, dans divers pays – Belize, Cuba, Grenade, Guyana, Haïti et République dominicaine. En développant une stratégie commune pour l'emploi des jeunes ruraux, partagée par des gouvernements et des partenaires choisis, l'initiative vise aussi à accroître les allocations de ressources publiques à l'emploi des jeunes ruraux, ce qui bénéficiera de manière indirecte à plusieurs milliers de jeunes.

Faisant fond sur les conclusions d'un atelier tenu en 2013 avec la participation de 15 pays, le FIDA a choisi le Brésil, la Colombie, El Salvador, Haïti et le Venezuela pour y conduire des initiatives pilotes d'encouragement à l'inclusion de jeunes dans les projets de développement rural. Au cours de l'année 2014, El Salvador a organisé un atelier qui a conduit à l'élaboration d'un plan national pour la jeunesse et à la création d'un réseau de jeunes. Le plan ciblera la participation démocratique, le renforcement des capacités et l'entrepreneuriat, cependant que le réseau mettra l'accent sur le plaidoyer, l'échange d'expériences, la gestion des savoirs et l'appui aux entreprises économiques.

Récit recueilli sur le terrain

Ranimer une ancienne tradition dans le Mexique rural

Dans les régions sauvages de l'État d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, les communautés rurales produisent de la soie depuis le XVI^e siècle. Toutefois, avec l'abondance de bois provenant des forêts, cette pratique a perdu de son éclat dans le courant du XX^e siècle. Aujourd'hui, face à la déforestation croissante, le FIDA, la Commission nationale forestière du Mexique (Comisión Nacional Forestal) et le FEM ont entrepris d'aider les femmes rurales à donner un nouveau souffle à la production traditionnelle de soie par le biais du Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du Sud (Campeche, Chiapas et Oaxaca).

À Santo Domingo Xagacia, la technique de la production de la soie se transmet de mère en fille. La formation proposée dans le cadre du projet complète et élargit ce transfert traditionnel de savoirs. Alors que de nombreuses femmes plus âgées préfèrent le filage de la soie, des prêts et des dons permettent à la jeune génération d'utiliser des métiers à filer électriques et des métiers mécaniques à pédale.

La contribution la plus importante du projet a consisté en la fourniture de mûriers, sur lesquels sont prélevées les feuilles dont se nourrissent les vers à soie. "C'est la chose principale", déclare Irma Hernández García, une productrice de vers à soie. "Sans arbres, nous ne pouvons pas élever les vers à soie."

Les femmes utilisent la plus grande partie de la soie pour tisser des châles, désignés sous le nom de *rebozos*, auxquels sont ensuite appliquées des teintures naturelles. La communauté a commencé à vendre ses produits dans les villes d'Oaxaca et de Mexico, ainsi qu'aux touristes locaux.

Outre la production de la soie, le projet participe à la création de nouveaux systèmes de foresterie durable et de séquestration du carbone. Par le biais de l'écotourisme, par exemple, les communautés exploitent les forêts de manière durable. Attirés dans la région par l'aventure, les touristes deviennent un marché naturel pour les artisans vendant des produits traditionnels en bois ou des articles d'habillement.

Le projet a démarré ses activités en 2011 et devrait s'achever en 2016. Son but est de toucher 18 000 familles dans les États de Campeche, Chiapas et Oaxaca. L'examen à mi-parcours réalisé en 2014 a constaté des réalisations significatives au niveau communautaire: établissement de plus de 120 modules d'agroforesterie combinant agriculture et foresterie dans un contexte de gestion durable; construction d'une soixantaine de serres communautaires; organisation de plus de 30 échanges de savoirs entre les communautés; et constitution juridique de plus de 30 microentreprises.

Dans la région d'Oaxaca, les femmes autochtones zapotèques sont responsables de la production de la soie, depuis l'élevage des vers jusqu'à la fabrication des vêtements
Mexique: Projet de développement forestier à assise communautaire dans les États du Sud

©FIDA/Carla Francescutti



Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

36 pays et Gaza et Cisjordanie: Albanie, Algérie, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République arabe syrienne, République de Moldova, Roumanie, Somalie, Soudan, Tadjikistan, Tunisie, Turquie et Yémen.

Vue d'ensemble

L'année 2014 a été caractérisée, dans cette région très diverse, par un mélange de progrès et d'instabilité. Dans son ensemble, la région est confrontée à toute une série de problèmes de développement à long terme, et notamment l'explosion démographique caractérisée par une proportion sans précédent de jeunes, le taux de chômage élevé, l'inégalité entre les sexes, la pénurie d'eau, la dégradation des ressources naturelles, les risques liés au changement climatique, l'insécurité alimentaire, les conflits et les déplacements.

La région, qui couvre l'Afrique du Nord, le Proche-Orient, l'Asie centrale et l'Europe orientale, compte environ 550 millions d'habitants. La part de la population totale vivant en milieu rural dépasse les 40%. Bien que la plupart des pays de la région entrent dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, une tranche importante de la population ne vit encore que marginalement au-dessus du seuil de pauvreté.

Outre les défis énumérés ci-dessus, les pays de l'Europe orientale et de la Communauté des États indépendants ont continué de souffrir de la faiblesse économique persistante de l'eurozone au cours de l'année 2014, le tout aggravé par les difficultés économiques de la Fédération de Russie. Dans certains pays, ces problèmes ont affecté le flux des envois de fonds, qui constituent une importante bouée de secours pour les ménages pauvres dans les zones rurales. Dans d'autres pays, les envois de fonds sont restés soutenus et ont continué de jouer un rôle moteur de premier plan dans l'économie.

De nombreux pays du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ont été confrontés à des troubles politiques et économiques, avec notamment l'arrivée de réfugiés et de personnes déplacées, dont le nombre est estimé à 11,3 millions. En conséquence, la productivité agricole a reculé dans l'ensemble de la sous-région, qui dépend fortement des importations de produits alimentaires de base. Selon une enquête conduite par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, les populations de plusieurs pays sont confrontées à une insécurité

alimentaire d'intensité moyenne à grave. Dans la plupart des pays arabes, les taux de malnutrition chronique parmi les enfants sont plus élevés que ceux auxquels on pourrait s'attendre compte tenu du PIB par habitant de ces pays.

Les jeunes représentent 23% de la population totale en Asie centrale et en Europe orientale, et 28% au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Les taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans sont de 28% au Proche-Orient et de 29,5% en Afrique du Nord – plus du double de la moyenne mondiale (13%). C'est la raison pour laquelle la migration est devenue, pour les jeunes, une importante stratégie d'adaptation.

Travaux et résultats en 2014

Notre programme de travail dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe a été principalement axé sur les domaines suivants:

- gestion des ressources naturelles et changement climatique;
- productivité agricole et sécurité alimentaire;
- finance rurale et appui aux entrepreneurs;
- accès au marché et développement de filières;
- les jeunes et l'égalité entre les sexes.

Gestion des ressources naturelles et changement climatique

Les moyens de subsistance des petits producteurs dépendent fortement des ressources naturelles, mais nombre d'entre eux n'ont ni les compétences, ni les services, ni les intrants nécessaires pour une gestion productive et durable de ces ressources. Exploitant souvent des terres dégradées ou marginales, les petits producteurs sont également les premiers à ressentir les impacts du changement climatique, et en sont le plus durement touchés. Le FIDA intervient auprès des communautés rurales pour les aider à faire face à ces problèmes complexes et à renforcer leur résilience.

Éléments marquants de la gestion du portefeuille

- 36 programmes et projets en cours à la fin de 2014, en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires dans la région;
- 698,2 millions d'USD investis par le FIDA dans le portefeuille régional en cours;
- financement de 187,3 millions d'USD approuvé en 2014 pour 7 nouveaux programmes et projets en Arménie, en Égypte, en Géorgie, en Jordanie, au Maroc, au Soudan et en Tunisie, et pour un financement supplémentaire accordé à un projet en cours au Soudan.

Le financement climat du FIDA parvient aux petits exploitants agricoles par l'intermédiaire de l'ASAP et du FEM. Au cours de l'année 2014, des dons d'un montant de 14,0 millions d'USD ont été approuvés au titre de l'ASAP, portant à 40,2 millions d'USD la valeur totale du financement du programme ASAP dans la région. Des dons d'un montant de 20,4 millions d'USD ont également été approuvés par le FEM, portant à 36,1 millions d'USD la valeur totale du financement du FEM dans la région. Ces dons ont pour but de faciliter l'accès des petits exploitants à l'information, aux outils et aux technologies qui contribuent à renforcer la résilience face au changement climatique et à d'autres facteurs de stress liés à la production. Ces crédits sont intégrés aux programmes et projets ordinaires appuyés par le FIDA afin de garantir des approches innovantes, pertinentes et durables.

Dans le portefeuille de la région, une part croissante du financement est consacrée à l'environnement et au climat. À la fin de l'année 2014, l'ASAP et le FEM appuyaient 13 projets dans neuf pays. Ces efforts contribuent à renforcer la résilience des communautés rurales face aux effets du changement climatique et à améliorer la gestion des ressources naturelles.

Le financement de l'ASAP destiné à l'adaptation au changement climatique a aussi été le moteur d'innovations dans la conception des projets. C'est ainsi que par exemple, dans le cadre de l'élaboration d'un projet au Yémen, des spécialistes de la modélisation du climat ont réalisé, en s'appuyant

sur des séries de données historiques et une imagerie satellitaire, des études qui ont déterminé les zones les plus vulnérables aux inondations, à l'érosion et à la baisse des rendements agricoles imputables au changement des régimes climatiques.

Au Kirghizistan, six modèles climatiques ont été utilisés pour élaborer des scénarios climatiques pour la conception de la deuxième phase d'un programme de développement de l'élevage et des marchés. Les conclusions ont été analysées en fonction des saisons et de l'altitude pour contribuer à la détermination des risques, des vulnérabilités et des possibilités futures de nouvelles zones de pâturage.

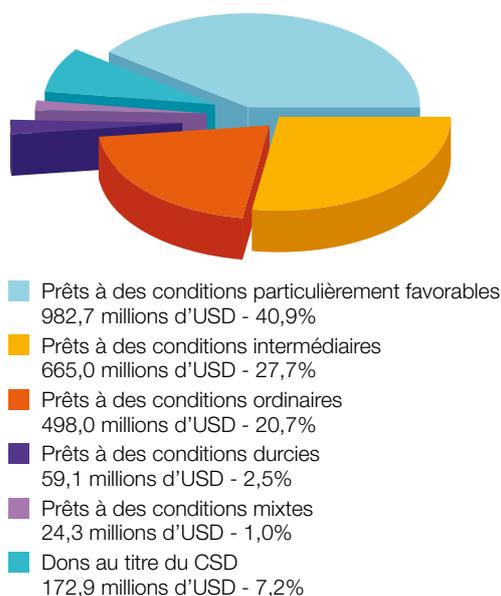
En Égypte et au Soudan, le financement climat contribue au développement, dans le secteur agricole, d'un système dynamique d'information et de réaction qui fournira une alerte précoce relative à des phénomènes extrêmes – vagues de chaleur, gelées, vagues de froid, orages, et poussées épidémiques de ravageurs et de maladies. Le système fournira aussi des conseils relatifs au calendrier d'irrigation, réduisant ainsi les coûts et minimisant la consommation d'eau. En outre, il pourra prévoir l'incidence des ravageurs et des maladies et sera en mesure d'indiquer avec précision les dates de semis et de récolte à choisir pour optimiser la production.

Productivité agricole et sécurité alimentaire

Le FIDA appuie, dans les domaines de l'infrastructure, du renforcement des capacités et des technologies, des investissements qui aident les petits exploitants à améliorer leur productivité et leurs revenus, et

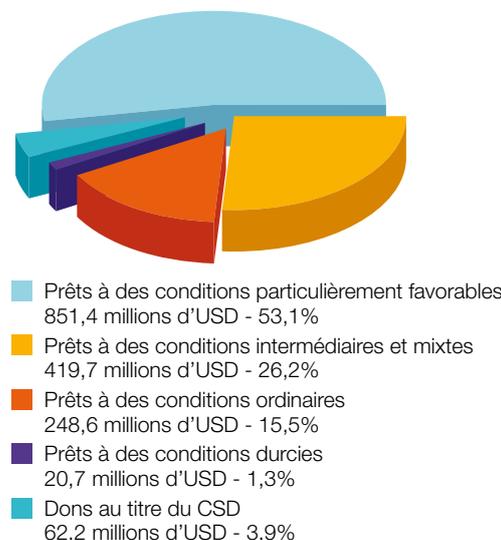
GRAPHIQUE 5a
Prêts du FIDA selon les conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 1978-2014^a

Sur un montant total de 2 402,0 millions d'USD



GRAPHIQUE 5b
Décaissement des prêts selon les conditions de prêt, et décaissements au titre du CSD, 1979-2014^a

Sur un montant total de 1 602,6 millions d'USD



^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^a Les décaissements des prêts concernent uniquement les prêts relevant du Programme ordinaire. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

renforcent la sécurité alimentaire de leurs familles et de leurs communautés.

En Albanie, nous avons financé plusieurs programmes de développement conduits dans les zones montagneuses et qui ont investi dans le renforcement des capacités, les petites et moyennes entreprises, les nouvelles technologies, le matériel d'irrigation et de transformation, les entrepôts frigorifiques, et les routes rurales. Une enquête d'impact intermédiaire a permis d'observer que plus de 70% des participants portent au crédit de ces investissements l'augmentation de la productivité des vignobles, des arbres fruitiers, des légumes, des cultures fourragères et du bétail. L'enquête a également relevé une augmentation de 30% de la production de fruits et une hausse de 34% du rendement des vignobles.

Des investissements du même type dans des systèmes d'irrigation à pression par gravité, réalisés par une initiative appuyée par le FIDA dans les provinces turques de Sivas et Erzincan, se sont traduits par une réduction des coûts de production et d'importantes augmentations de l'efficacité d'utilisation de l'eau, des revenus des agriculteurs et des rendements. La production de blé et de tomates a doublé ou triplé par rapport à la production en conditions pluviales (voir le récit recueilli sur le terrain, à la page 27). Une étude d'impact récente a montré qu'un système d'irrigation amélioré se traduisait par des augmentations du revenu annuel net estimées à 6 000 TRY (environ 2 500 USD) pour les producteurs de blé et à 60 000 TRY (environ 25 000 USD) pour les producteurs de tomates. Le revenu net a été multiplié par trois pour le blé irrigué, et par 20 pour les tomates.

Finance rurale et appui aux entrepreneurs

Afin de maintenir leurs moyens de subsistance et d'investir dans leurs entreprises, les populations rurales ont besoin d'un accès aux services financiers, et notamment au crédit. Par le biais des projets que nous finançons, nous créons des systèmes financiers innovants qui répondent aux besoins complexes des petits exploitants pauvres et des entrepreneurs ruraux.

L'un des projets de ce type, exécuté en Géorgie, visait à appuyer le développement de services financiers ruraux, de filières agricoles et de structures juridiques, réglementaires et institutionnelles. Le projet a investi dans des microprêts aux agriculteurs afin de redynamiser la production végétale et animale. Environ 10 000 microprêts ont été accordés, pour un montant total proche de 10,0 millions d'USD, ainsi que 27 prêts secondaires à 25 bénéficiaires, pour un montant supplémentaire de 5,7 millions d'USD.

La moitié du total des prêts a été accordée à des emprunteuses. Quelque 42 chargés de prêts et 16 gestionnaires de centres de services appartenant à des institutions de microfinance ont participé à la formation en matière de gestion financière. Dans les activités en rapport avec les filières de la noisette et des agrumes, les femmes représentaient, respectivement, près de 70% et 80% des participants.

Depuis 2007, plus de 100 000 ruraux ont bénéficié du Projet de développement rural en Haute-Égypte, appuyé par le FIDA. Les opérations de microfinance en ont constitué un élément essentiel. À ce jour, plus de 39 000 prêts ont été décaissés – dont environ 42% pour des ménages dirigés exclusivement par des femmes –, générant 196 millions de LE (environ 28,0 millions d'USD) d'investissements dans les zones rurales pauvres des gouvernorats d'Assiout et de Qena et créant plus de 30 000 emplois.

En Haute-Égypte, les micro-investissements concernent principalement l'élevage, et en particulier la production laitière; les activités commerciales comme le microcommerce et les boutiques villageoises; et une gamme de services ruraux. Le taux de remboursement de 99% témoigne du succès des activités de microfinance.

Accès au marché et développement de filières

Quelle que soit leur productivité, les petits exploitants agricoles ne peuvent pas accroître leurs revenus s'ils n'ont pas accès à des filières et des marchés sans exclusive. Au cours des dernières années, nous avons de plus en plus privilégié cet objectif, en mettant l'accent sur le commerce équitable et les marchés des produits biologiques, qui offrent aux paysans un prix majoré pour une production durable.

Le Fonds de développement économique des zones rurales en Arménie (FREDA), créé avec succès et appuyé par le FIDA, investit dans des petites et moyennes entreprises actives dans les filières pertinentes pour les populations rurales pauvres. Une étude d'impact a montré que dans les sociétés auxquelles participe le FREDA, les ventes ont connu une augmentation moyenne de 42%, les exportations de 136% et les bénéfices annuels de 62%. Les impacts sur les groupes cibles du FIDA ont été obtenus par l'intermédiaire des filières, étant donné que les sociétés ont commandé des quantités accrues de fruits, de légumes, de viande et de lait auprès des petits fournisseurs dans l'ensemble du pays.

Au Kirghizistan, un projet appuyé par le FIDA a été axé sur l'amélioration de la productivité de l'élevage et la possibilité de commercialisation des produits de l'élevage, et sur le renforcement de la résilience des communautés pastorales face au changement

climatique. Plus de 500 000 éleveurs, dans le pays, ont vu la valeur de leur bétail et des produits de l'élevage augmenter de 25%. Leurs familles ont également bénéficié de l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire, résultant d'une consommation accrue de viande et de produits laitiers.

Les jeunes et l'égalité entre les sexes

Comme indiqué plus haut, dans la vue d'ensemble, le chômage des jeunes est un grand défi dans la région. Le FIDA estime prioritaires les interventions aux côtés des communautés rurales pour les aider à créer des possibilités d'emploi équitables qui permettent aux jeunes de réaliser leur potentiel. En Égypte, plus de 70% des chômeurs sont des jeunes, qui manquent souvent de compétences, de formation et d'accès au crédit. De 2005 à 2013, le FIDA a appuyé un projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest, ciblant les jeunes chômeurs et les petits paysans.

Plus de 250 000 personnes (parmi lesquelles plus de 150 000 jeunes diplômés) ont reçu chacune 1 ou 2 hectares de terres gagnées sur le désert et rendues cultivables. Le développement de filières et l'agriculture sous contrat ont donné aux agriculteurs un accès aux marchés. Un nouveau projet, qui reproduira à plus grande échelle les succès de Noubaria Ouest, est en cours d'élaboration. L'accent y sera encore mis sur les jeunes et les femmes, et comportera une formation, des apprentissages et des placements.

En République de Moldova, une initiative appuyée par le FIDA contribue à la fourniture de services financiers aux jeunes des zones rurales. L'objectif est de freiner la migration en encourageant les jeunes, femmes et hommes, à rester dans leurs régions rurales d'origine. À ce jour, le projet a financé 64 petites et moyennes entreprises, pour un montant total de 6,0 millions d'USD, et environ 440 jeunes entrepreneurs pour un total de 5,5 millions d'USD.

L'autonomisation des femmes est une composante essentielle de nos activités. Dans l'ouest du Soudan, un programme appuyé par le FIDA encourage la participation communautaire comme moteur du développement durable. Le programme a créé près de 700 groupes d'épargne et de crédit, autonomes et fondés sur la solidarité; les femmes représentent plus de 90% des membres de ces groupes.

Depuis le démarrage du programme, en décembre 2005, les groupes ont stimulé, parmi les femmes rurales, une forte culture de l'épargne. Elles ont aussi acquis une plus grande confiance en elles-mêmes, ce qui leur permet d'entreprendre de nouvelles activités économiques, et d'accroître leur pouvoir de décision au sein de leurs communautés.

En outre, les groupes d'épargne et de crédit ont créé une plateforme qui attire des flux durables de fonds commerciaux vers les zones rurales. Un Prix du FIDA a été décerné au programme, en 2013, pour les succès obtenus en matière d'autonomisation des femmes dans le cadre des initiatives communautaires et des groupes d'épargne et de crédit, et en matière d'amélioration de l'approvisionnement en eau domestique.

Récit recueilli sur le terrain

Améliorer l'irrigation contribue à économiser l'eau et à augmenter les revenus dans les zones rurales de la Turquie

Comme de nombreux autres paysans de la province d'Erzincan, dans l'est de la Turquie, Vahdettin Adiyaman cultive des noix pour les vendre sur les marchés d'Istanbul. Il cultive aussi de nombreuses variétés de légumes ainsi que des plantes fourragères pour ses vaches, poules et moutons.

Bien que le nom de son village – Kardere – signifie “ruisseau neigeux” en turc, l'eau est ici, depuis longtemps, un problème.

Traditionnellement, les paysans ont eu recours à l'irrigation par submersion pour arroser leurs cultures, mais cette technique était coûteuse et peu efficace. Elle entraînait une élévation du niveau supérieur des nappes phréatiques, et créait des problèmes de salinité et d'alcalinité. Le manque d'efficacité avait pour résultat la réduction des terres irriguées et, en conséquence, celle des revenus des paysans.

Tout cela a changé aujourd'hui. Le Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan, appuyé par le FIDA, est intervenu avec les paysans et le Gouvernement turc, de 2005 à 2013, pour moderniser les techniques d'irrigation. Grâce aux investissements consacrés à des systèmes comme l'irrigation au goutte-à-goutte et les bornes-fontaines communales, quelque 320 habitants de Kardere ont désormais un meilleur accès à l'eau. L'efficacité d'utilisation de l'eau pour l'irrigation s'est accrue, passant de 40-50% en moyenne à 90% lorsque le projet a achevé les travaux.

“Sans le projet, les arbres se seraient desséchés”, dit Adiyaman. “Il n'y avait pas assez d'eau. Avec le nouveau périmètre d'irrigation, nous avons pu irriguer toute la zone et sauver les arbres.”

À la suite de l'exécution du projet à Kardere, les paysans ont indiqué que les rendements des tomates, haricots verts, noix, pommes et cerises avaient plus que doublé, tandis que le travail requis pour la culture de ces produits a diminué. Plus de 48 000 agriculteurs des provinces de Sivas et Erzincan ont bénéficié d'un accès à des technologies modernes d'irrigation, de production agricole et de commercialisation.

Les résultats positifs ont conduit à d'autres initiatives à Kardere, comme une formation à l'intention des femmes pratiquant l'artisanat du cuivre. Exécutée sous la forme d'un programme d'appui social du Ministère turc du développement, cette initiative vise à donner aux habitants un autre choix que la migration. À ce jour, 30 jeunes femmes ont suivi le stage de formation de six mois, et ont gagné entre elles, au total, 40 000 TRY (environ 16 700 USD).

“Nous avons stoppé l'émigration pour le moment”, déclare Adiyaman. “Notre village compte 70 jeunes, et aucun d'entre eux n'est parti.”

Grâce au nouveau système d'irrigation au goutte-à-goutte, Vahdettin Adiyaman a récolté environ 100 kilos d'aubergines en trois mois
Turquie: Projet de développement dans la région de Sivas-Erzincan
©FIDA/Nabil Mahaini





Principales initiatives et nouveaux programmes

Principales initiatives

Le FIDA et le contexte mondial

Au cours de l'année 2014, le FIDA a accentué ses activités de plaidoyer pour mobiliser davantage d'appuis à l'augmentation de l'investissement nécessaire pour donner une impulsion à la transformation des zones rurales. En particulier, l'Année internationale de l'agriculture familiale et le processus de consultations concernant de nouveaux objectifs de développement durable pour l'après-2015 nous ont donné l'occasion de mettre en lumière notre mission: investir dans les populations rurales pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et lutter contre la pauvreté. Dans le cadre d'un processus qui s'est étendu sur toute l'année, nous avons apporté un appui à nos États membres afin qu'ils intègrent la nécessité de la transformation du monde rural dans la conception du projet de nouveaux objectifs de développement durable; ce processus a débouché sur des résultats positifs, avec notamment de fortes références au rôle de l'agriculture familiale dans le projet d'objectifs élaboré par le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.

Le concept de transformation du monde rural reconnaît que la croissance économique n'est suffisante, à elle seule, pour induire un développement durable et sans exclusive. Les efforts en matière de développement doivent soutenir le changement social, l'autonomisation des personnes les plus défavorisées et les plus marginalisées, et la création d'un contexte propice pour les petits exploitants agricoles et les autres habitants des zones rurales. Le FIDA a constamment plaidé en faveur de cette approche holistique et axée sur les personnes, aussi bien dans les enceintes où s'élaborent les politiques générales que dans son action sur le terrain.

La transformation du monde rural et le programme pour l'après-2015

Le FIDA a publié, en février, quatre notes d'orientation précisant quatre points de départ essentiels sur la base desquels un nouveau programme universel de développement durable pourrait contribuer à la réalisation d'une transformation durable et sans exclusive du monde rural:

- exploiter les liens entre milieu rural et milieu urbain dans une optique de développement, favoriser une meilleure connectivité et le flux de services, de finance et de biens entre zones rurales et zones urbaines, réduisant ainsi les inégalités entre les deux;
- autonomiser les ruraux pauvres, femmes et hommes, à la fois en tant que personnes et par l'intermédiaire de leurs organisations;
- accroître l'investissement dans l'agriculture paysanne;
- accroître la résilience des ménages ruraux pauvres, en particulier face au changement climatique et aux chocs et stress liés au marché.

Le FIDA a inscrit ces messages dans son engagement avec les États membres et les autres parties prenantes à propos du programme pour l'après-2015, en particulier au sein du Groupe de travail ouvert. À cet égard, il convient de mentionner l'influence toute particulière qu'il faut attribuer à l'effort mené conjointement par les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, et dont l'initiative, prise par le FIDA, avait pour but de déterminer des cibles et des indicateurs possibles pour aborder de manière holistique les questions de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable. Cette proposition a reçu un fort soutien parmi les États membres, et elle a influé sur les travaux du Groupe de travail ouvert, qui a proposé un objectif de développement durable sur la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, reprenant dans une large mesure la proposition des institutions ayant leur siège à Rome. Tous les autres domaines cibles recensés dans les notes d'orientation du FIDA pour l'après-2015 ont aussi été plus ou moins directement repris dans les résultats du Groupe de travail ouvert. L'accent mis sur l'importance des petits exploitants agricoles dans la réalisation de la sécurité alimentaire par le biais du deuxième but proposé pour les objectifs de développement durable constitue un succès considérable non seulement pour le FIDA et les institutions ayant leur siège à Rome, mais aussi, et cela est d'autant plus important, pour les petits exploitants eux-mêmes.

Le FIDA a octroyé un don de 500 000 USD, sur une période de 18 mois, à l'Institut international pour l'environnement et le développement, afin qu'il explore les transformations du rapport milieu rural-milieu urbain et les systèmes alimentaires. Le lancement de cette tâche a été l'occasion d'une manifestation réussie tenue à Londres au mois de décembre.

L'Année internationale de l'agriculture familiale

Au cours de l'année 2014, le FIDA a participé activement au Comité directeur international de l'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF), tout en apportant un appui direct aux démarches de plaidoyer de partenaires choisis aux niveaux national et régional. Un don du FIDA au Forum rural mondial, d'un montant de 500 000 USD, a appuyé la participation de la société civile à l'AIAF-2014, la création de comités nationaux de l'AIAF et le suivi de leurs activités dans plus de 50 pays. Un autre don, octroyé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a appuyé la facilitation et le suivi, au niveau mondial, de l'AIAF; l'organisation d'une concertation mondiale faisant fond sur les concertations régionales de 2013; l'établissement d'une plateforme de savoirs sur l'agriculture familiale; et la collecte d'informations sur les progrès, au niveau national, de l'évolution des politiques dans un sens favorable à l'agriculture familiale. La plateforme de savoirs a été conservée comme ressource après la fin de l'année internationale, afin de maintenir la dynamique.

On a exploité un certain nombre d'occasions pour attirer l'attention sur le rôle que jouent les petites exploitations familiales dans l'alimentation du monde, et sur la nécessité de leur apporter un soutien accru et direct pour les aider à faire face à toute une série de défis. La trente-septième session du Conseil des gouverneurs du FIDA (tenue en février 2014) a réuni des participants de haut niveau représentant les gouvernements, la société civile, les organisations paysannes et le secteur privé pour traiter le thème suivant: "Investir dans l'agriculture familiale pour l'avenir auquel nous aspirons".

La cinquième réunion mondiale du Forum paysan, tenue en marge de la session du Conseil des gouverneurs, a réuni plus de 80 dirigeants paysans représentant des millions de petits exploitants et de producteurs ruraux de toutes les régions du monde. Les participants au Forum ont étudié les possibilités de nouveaux partenariats opérationnels entre les organisations de producteurs, les gouvernements et le FIDA, et ont renouvelé leur engagement à travailler de concert.

Le FIDA a participé activement au Forum mondial et à l'Expo sur l'agriculture familiale organisés

à Budapest, au mois de mars, par le Ministère hongrois du développement rural; aux Rencontres internationales sur le thème "Agriculture familiale et recherche", organisées à Montpellier (France) en juin par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement; à la manifestation AIAF organisée au mois d'août à Chennai, en Inde, par la Fondation de recherche M.S. Swaminathan; et au Dialogue mondial sur l'agriculture familiale organisé, en octobre à Rome, par la FAO. Outre sa propre participation active, le FIDA a également parrainé celle de dirigeants paysans de pays en développement à la manifestation de clôture de l'AIAF, à Manille, aux Philippines, au cours de laquelle a été entériné le document intitulé "L'héritage de l'AIAF et les prochaines étapes".

Dans le courant de l'année, le FIDA a publié une analyse comparative de grande ampleur sur l'agriculture familiale en Amérique latine, *La agricultura familiar en América Latina*. Cette publication a été présentée à l'occasion de deux grandes manifestations, au Mexique (juillet) et au Brésil (novembre), et a été largement discutée par différents publics – organisations paysannes, gouvernements, milieux universitaires, praticiens du développement, entre autres.

À titre de contribution à l'AIAF, le FIDA a lancé une série de conférences en ligne, AgTalks, pour présenter l'aspect humain de l'agriculture familiale en faisant connaître les plus récentes activités de recherche sur les politiques et leurs résultats, ainsi que différents points de vue sur l'agriculture paysanne. Les conférences AgTalks ont pour but d'influencer, dans un sens favorable aux producteurs familiaux, les cadres de l'action des pouvoirs publics et de susciter, aux plans mondial et national, un mouvement pour promouvoir la reproduction à plus grande échelle des politiques et des programmes ayant donné de bons résultats. Les deux premières sessions, tenues en octobre et en décembre, ont porté respectivement sur les échanges et les engrais.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

Les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome ont travaillé de concert, sur une base permanente, au sein du Secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et du Groupe consultatif du CSA. Le CSA a pour mission d'orienter les travaux conceptuels et techniques et de contribuer à la convergence entre les diverses parties prenantes sur l'élaboration de politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Le FIDA a accentué son engagement dans ce forum mondial sur les politiques en doublant sa contribution annuelle aux frais de fonctionnement du Secrétariat, à hauteur de 400 000 USD pour la période 2014-2015.

C'est à la quarante et unième session du CSA, en octobre 2014, qu'ont été entérinés les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Cette décision constituait le point culminant de deux années de consultation et de négociation, processus dans lequel nous avons joué un rôle actif. Le FIDA était membre d'une équipe technique constituée, sous l'égide du Secrétariat du CSA, pour appuyer l'élaboration des principes. Nous nous sommes attachés à mettre à profit notre expérience opérationnelle pour contribuer à l'établissement d'un document présentant un intérêt pratique pour les investisseurs à tous les niveaux, y compris les investisseurs institutionnels comme le FIDA et nombre de nos partenaires. Les principes offrent une cartographie détaillée des domaines clés sur lesquels les parties prenantes investissant dans l'agriculture et les systèmes alimentaires devraient concentrer leur attention, afin d'optimiser l'impact positif de leurs activités sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le FIDA a également contribué à un autre processus en cours, depuis 2012, dans le cadre du CSA: l'élaboration d'un Programme d'action pour combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées. On espère qu'après d'intensives consultations régionales et mondiales la réunion plénière du CSA en entérinera la version définitive en 2015.

Le travail du FIDA avec les peuples autochtones

Un rapport récemment publié par deux grandes organisations de peuples autochtones en Asie qualifie le FIDA de "pionnier mondial" parmi les institutions des Nations Unies, et cite notre concertation constante avec les communautés autochtones sur les moyens de garantir leurs droits. Cette concertation a progressé en 2014, avec une grande partie des efforts axés sur la première Conférence mondiale sur les peuples autochtones (CMPA), tenue au mois de septembre au siège des Nations Unies, à New York, sous la forme d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée générale. Le document final invite le Secrétaire général de l'ONU à élaborer, à l'échelle de l'ensemble du système, un plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, en soulignant le droit d'exprimer leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause concernant toutes les décisions ayant une incidence sur la vie, la culture et l'identité des 370 millions de personnes faisant partie, à travers le monde, de peuples autochtones. Le document fait référence au Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, établi par le FIDA, et encourage les États membres, le secteur privé et d'autres institutions à y contribuer.

Le FIDA a apporté un appui significatif aux représentants des peuples autochtones, octroyant notamment un don de 1,0 million d'USD pour couvrir

les frais de déplacement liés à leur participation aux réunions préparatoires, à la conférence elle-même et aux activités conduites au niveau national facilitant la mise en œuvre du document final et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le don a été administré en partenariat avec le Groupe de travail international pour les affaires autochtones et le Groupe mondial de coordination autochtone. Dans son allocution inaugurale devant les délégués à la CMPA, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a noté que le FIDA a apporté un financement d'environ 1,8 milliard d'USD sous forme de prêts et de 38,0 millions d'USD sous forme de dons à des initiatives de développement rural participatif associant des femmes et des hommes autochtones.

Le FIDA a aussi coparrainé une manifestation parallèle de la CMPA consacrée aux droits sur la terre et les ressources naturelles, qui a mis en évidence la profonde signification culturelle et spirituelle des terres, des territoires et des ressources, et la nécessité de protéger les droits des peuples autochtones sur les terres qu'ils ont historiquement occupées, possédées ou utilisées. L'élan donné par la CMPA sera poursuivi à la deuxième réunion mondiale des peuples autochtones au FIDA, en février 2015, en marge de la réunion du Conseil des gouverneurs. Quatre ateliers se sont tenus au dernier trimestre de 2014 pour la préparation du Forum, dans les régions Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, et Pacifique. Ces ateliers ont été axés sur les systèmes alimentaires autochtones et les moyens de subsistance durables, thème d'ensemble choisi pour la réunion mondiale de février. Ce thème s'insère dans le cadre général des objectifs de développement durable proposés pour le programme de développement pour l'après-2015, qui a pour but "d'éliminer la faim, de parvenir à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, et de promouvoir une agriculture durable".

Contribution à la définition des politiques, reproduction à plus grande échelle et coopération Sud-Sud et triangulaire

L'avancement du programme du FIDA relatif à l'intégration de la contribution à la définition des politiques dans le cycle des programmes de pays et des projets s'est poursuivi en 2014. Les documents de conception des projets et des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) ont été examinés et structurés de manière à maximiser leur contribution aux processus de définition des politiques au niveau national. Un appui a été apporté, dans ce domaine, aux missions conduites en Indonésie, au Soudan et à Sri Lanka, spécifiquement pour l'élaboration de propositions qui permettront aux programmes et projets appuyés par le FIDA dans ces pays de faciliter les processus nationaux de définition des politiques.

En outre, des ressources fournies au titre de l'Initiative pour intégrer l'innovation, financée par le Ministère britannique du développement international, ont été allouées à six activités en rapport avec les politiques et en cours d'exécution: appui à l'Assemblée nationale de la République démocratique populaire lao pour l'élaboration d'une approche des consultations sur les politiques publiques; renforcement des organisations de la société civile rurale dans le secteur de la laine et du mohair au Tadjikistan; analyse de la stratégie de développement de la riziculture en Côte d'Ivoire; consultations publiques à propos d'un projet de loi sur les coopératives régionales au Kenya et en Ouganda; appui au Gouvernement mexicain pour la conception d'un programme national de réduction de la pauvreté rurale; et assistance au Gouvernement vietnamien pour la révision du cadre de l'action gouvernementale pour le Programme national cible sur le Nouveau développement rural.

Les processus consistant à tirer des enseignements et à dresser un bilan ont été conduits afin de mieux comprendre la portée, l'ampleur et les principaux domaines thématiques de la contribution que cherchent actuellement à apporter les chargés de programme de pays en matière de définition des politiques. Sur le plan externe, c'est l'établissement de partenariats visant à renforcer l'impact des politiques qui a été recherché avec un certain nombre d'institutions, notamment la FAO. La capacité institutionnelle du FIDA de contribuer à la définition des politiques a été accrue grâce au recrutement d'un spécialiste technique principal.

La coopération Sud-Sud et triangulaire est aussi un outil de partage de savoirs, de ressources et de technologies entre pays dans la poursuite de leurs objectifs de développement. En 2014, le FIDA a continué d'appuyer un large éventail d'initiatives réunissant des personnes venant de différents pays, à tous les niveaux, et d'élargir la somme de solutions et d'enseignements tirés.

Depuis 2011, un programme de don financé conjointement par le FIDA et la Chine a organisé des ateliers réunissant des participants de différentes régions du monde à des fins de renforcement des capacités et de partage des savoirs. Le sixième de ces ateliers, qui s'est tenu à Maputo, au Mozambique, en août 2014, a réuni de hauts fonctionnaires venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il y a été principalement question de la politique agricole chinoise et de ses impacts, de la réforme de l'industrie agroalimentaire et de la mécanisation, et de la recherche et du développement. L'atelier a débouché sur un certain nombre de conclusions sur la manière dont l'Afrique pourrait mieux tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Le FIDA a appuyé de nombreuses actions visant à promouvoir la coopération Sud-Sud et triangulaire,

et notamment un "itinéraire d'apprentissage" de sept jours au cours duquel des fonctionnaires de la République démocratique populaire lao ont effectué une visite en République de Corée, considérée comme modèle de bonne pratique en matière d'élaboration participative des politiques. Dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, un don du FIDA appuie une initiative de coopération Sud-Sud et triangulaire pour le développement agricole et le renforcement de la sécurité alimentaire, en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Cette initiative appuie le partage de pratiques agricoles innovantes entre jeunes et femmes en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Ouzbékistan et en Turquie.

Agriculture sensible aux enjeux nutritionnels

Le FIDA a entrepris, en 2014, de reproduire à plus grande échelle son approche de la nutrition, qui occupe une place de plus en plus prééminente dans l'agenda international du développement. Plus de trois quarts des personnes sous-alimentées vivent dans les zones rurales à faible revenu, ce qui signifie que les personnes qui produisent la nourriture sont souvent les mêmes qui souffrent de la faim.

La nutrition a toujours fait partie intégrante du mandat du FIDA. Après avoir constitué une équipe de base en la matière, nous avons clairement exprimé notre intérêt renouvelé pour la nutrition, à l'occasion de la réunion mondiale du personnel et par le biais de communications institutionnelles de haut niveau, afin d'accroître le degré de sensibilisation. Par la suite, nous avons renforcé nos capacités par des ateliers et séminaires conjoints de formation. Deux vidéos ont été produites sur des projets de nutrition appuyés par le FIDA au Bangladesh. Les vidéos ont été reprises par des agences mondiales d'information télévisée, et notamment Reuters, Associated Press et l'Agence France Presse, et distribuées à des milliers de diffuseurs à travers le monde.

L'agriculture sensible aux enjeux nutritionnels peut conduire à une diversification accrue de la production et à des régimes alimentaires améliorés. Elle prend également en considération d'autres causes sous-jacentes, comme la "capacité de prise en charge" (y compris les aspects relatifs à l'égalité entre les sexes) et la "santé environnementale", et leur impact sur la nutrition.

Un financement octroyé par l'Allemagne permettra au FIDA de mener une recherche sur les filières sensibles à la nutrition afin d'offrir de meilleures orientations aux projets. Un appui canadien a permis au FIDA de continuer à intégrer la nutrition par la constitution d'équipes sensibles à la nutrition pour élaborer des programmes, intégrer des objectifs explicites en rapport avec la nutrition et garantir

un cadre d'action favorable. Dans une nouvelle démonstration de son engagement en faveur de la nutrition, le FIDA a entrepris de préciser, dans chaque stratégie de pays, comment cette stratégie contribuera à une meilleure nutrition. Un tiers des projets appuyés par le FIDA seront sensibles aux enjeux nutritionnels d'ici à la fin de la période couverte par la dixième reconstitution des ressources (FIDA10). Nous avons aussi mis en place un guichet thématique distinct affecté aux contributions complémentaires destinées aux interventions relatives à la nutrition.

Le travail du FIDA avec les jeunes

Les jeunes, femmes et hommes, peuvent jouer des rôles essentiels dans la transformation du monde rural, le progrès socioéconomique et la stabilité de la communauté. Les jeunes, toutefois, n'ont généralement pas un accès suffisant aux éléments dont ils ont besoin pour réussir: savoir et information, emplois décents, terre, services financiers, marchés et participation à la concertation sur les politiques. Le FIDA continue de promouvoir des approches qui permettent de mobiliser l'énergie, la créativité et les désirs des jeunes dans le cadre du développement rural.

En Afrique de l'Ouest et du Centre, le FIDA s'attache à encourager les jeunes à rester dans les zones rurales, en appuyant des activités d'agroentrepreneuriat, comme celles lancées par le biais du Consortium Créer des opportunités pour les jeunes ruraux (voir page 10).

L'apprentissage entre pairs permet aux jeunes de recueillir les enseignements à tirer de l'expérience d'autres jeunes vivant dans des conditions semblables aux leurs. Au mois d'août, 20 membres du personnel du FIDA déployés sur le terrain et venant de neuf pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine se sont rencontrés dans le cadre d'un itinéraire d'apprentissage au Kenya, appuyé par le FIDA, et axé sur les idées et approches innovantes pour l'intégration de la jeunesse rurale dans l'agriculture. À l'issue de leur visite, les participants ont élaboré des plans d'action pour cibler spécifiquement les jeunes ruraux dans leurs projets, valorisant ainsi les bonnes pratiques apprises au cours de leur voyage.

Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, où le chômage des jeunes est le plus élevé au monde, le FIDA intervient auprès des communautés pour garantir des possibilités d'emploi équitables. En Égypte, par exemple, des terres rendues cultivables ont été allouées à des jeunes pour qu'ils les exploitent, en même temps qu'ils recevaient une formation et un accès à la finance. En Europe, le FIDA appuie en République de Moldova un programme pour la fourniture de services financiers aux jeunes, afin de leur permettre de rester dans leurs régions rurales d'origine (voir page 26).

Renforcer les capacités des jeunes pour qu'ils puissent exercer une influence sur le développement

dans leurs communautés est l'un des grands axes dans la région Asie et Pacifique. Au Viet Nam, un projet appuyé par le FIDA aide les jeunes à créer des groupes d'intérêt commun spécialisés dans l'agriculture, les petites industries et les services (voir page 16).

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la plupart des projets appuyés par le FIDA ciblent les jeunes, et mettent l'accent sur la génération de revenus et l'entrepreneuriat. En 2014, le FIDA a lancé un programme d'entrepreneuriat ciblant les jeunes de six pays des Caraïbes ayant particulièrement souffert de la crise économique mondiale (voir page 21).

La Plateforme pour la gestion des risques agricoles

En 2014, la Plateforme pour la gestion des risques agricoles (PARM) s'est concentrée sur trois des neuf pays d'Afrique subsaharienne choisis, l'Éthiopie, le Niger et l'Ouganda. La PARM est une initiative du G8 et du G20 hébergée par le FIDA et conçue pour faire fond sur les initiatives de gestion des risques agricoles qui existent déjà dans chaque pays.

Suite à un atelier national sur la gestion intégrale des risques agricoles au Niger, organisé conjointement avec la Banque mondiale en juin 2014, la PARM collabore avec le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) pour diriger les prochaines étapes du processus au Niger. En Ouganda, le Secrétariat de la PARM, en collaboration avec le NEPAD, a organisé un atelier à Kampala pour parachever son travail sur l'évaluation des risques et déterminer les besoins en termes de renforcement des capacités. En Éthiopie, un atelier de démarrage s'est déroulé au mois de novembre, sous la direction de la FAO et avec la participation du NEPAD et de la PARM; il a été constitué, à cette occasion, un comité de pilotage chargé d'orienter les prochaines étapes de l'appui à la PARM.

Dans le courant de l'année, un Secrétariat de la PARM a été établi au siège du FIDA, et le Comité de pilotage a tenu une réunion pour examiner les activités en cours et le plan d'action pour la période 2014-2017. Un Comité consultatif a également été constitué; il comprend des partenaires techniques et du secteur privé, et des bénéficiaires. Le Ministère allemand de la coopération économique et du développement s'est engagé à apporter une contribution à la PARM en 2016, et participe actuellement au Comité de pilotage en qualité d'observateur.

Le Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds

Au cours de l'année 2014, plus de 230 millions de migrants ont envoyé, au total, 435,0 milliards d'USD vers leurs pays en développement d'origine, par l'intermédiaire de canaux formels; 40% de ce total avait pour destination les zones rurales. Ce chiffre

représente plus de quatre fois le total de l'aide publique au développement, et dépasse les entrées d'investissements étrangers directs dans la plupart des pays.

Depuis 2006, le Mécanisme multidonateur de financement pour l'envoi de fonds (MFEF) créé par le FIDA a été parmi les premiers à imaginer des instruments innovants pour offrir aux migrants, à leurs familles et à leurs pays de meilleures possibilités de développement économique et social. Près de 50 projets ont été pilotés dans plus de 40 pays. Le MFEF, qui a fait apparaître de nombreuses contraintes largement inconnues et désormais portées à l'attention des gouvernements et des institutions de développement, est maintenant reconnu comme un acteur de premier plan dans le domaine de la migration et du développement.

En 2014, le Mécanisme a renforcé son approche de reproduction à plus grande échelle en intégrant les envois de fonds dans les opérations appuyées par le FIDA et en traitant des programmes innovants de plus grande ampleur en étroite coopération avec nos divisions régionales. En résultat de quoi, le FIDA a conçu son premier projet de prêt comportant une forte composante d'envois de fonds: il s'agit du Projet de promotion des entreprises rurales et des envois de fonds, un projet novateur qui sera exécuté au Népal.

Aux Philippines, le MFEF a financé la deuxième phase d'un projet de reproduction à plus grande échelle des initiatives de mobilisation des ressources provenant des migrants pour le développement agricole, l'un de ses projets pilotes les plus réussis. Il a également conçu le Programme régional sur les envois de fonds et l'investissement de la diaspora en faveur du développement rural, financé par un don important et exécuté au Népal, au Pakistan, aux Philippines et à Sri Lanka.

Le MFEF a lancé son premier appel à propositions spécifiques à un pays, encourageant la diaspora haïtienne à appuyer les possibilités d'entrepreneuriat local et de développement des communautés locales en Haïti. On peut citer, parmi les autres activités, l'encouragement aux investissements de la diaspora dans l'agriculture à Djibouti et en Somalie, et la promotion du rôle des opérateurs postaux dans la mobilisation des envois de fonds pour le développement en Afrique.

En 2014, le FIDA a rejoint le Partenariat mondial pour l'inclusion financière, créé par le G20, en qualité d'organisme d'exécution du sous-groupe Marchés et systèmes de paiement. Un processus devant aboutir à la proclamation d'une Journée internationale des envois de fonds familiaux a également été lancé, pour une reconnaissance et une meilleure prise de conscience mondiale de la contribution fondamentale des travailleurs migrants au bien-

être de leurs familles et de leurs communautés, et au développement durable de leurs pays d'origine. La proposition d'introduire cette célébration a été approuvée par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2014.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre

La Coalition internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale entre organisations de la société civile et organisations intergouvernementales, hébergée par le FIDA. En 2014, la Coalition a mobilisé plus de 300 organisations, dans 20 pays, pour promouvoir la gouvernance foncière avec et pour les personnes. Réunissant diverses parties prenantes pour débattre des politiques, par le biais de sa stratégie nationale d'engagement, la Coalition aide la société civile et les responsables des politiques à travailler directement avec les communautés pour la mise en œuvre des lois foncières.

En 2014, la Coalition a organisé des sessions de formation qui ont conduit à l'adoption, par cinq pays d'Afrique, trois pays d'Asie et cinq pays d'Amérique latine, d'un outil d'évaluation de l'égalité entre les sexes. Elle a aussi contribué à obtenir que soit approuvée une charte pour la justice en matière d'égalité entre les sexes pour la Coalition Afrique, ainsi que des engagements en vue de l'élaboration de plans d'action dans l'ensemble des opérations et des organisations de la Coalition. Dans le cadre de l'Initiative sur les politiques foncières, la société civile a encouragé les États membres de l'Union africaine à élaborer et à mettre en œuvre des politiques foncières qui respectent les droits des femmes. La Coalition a travaillé en partenariat avec le FIDA, le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, et un large éventail d'organisations de la société civile dans le cadre du Projet de gestion durable des terres de parcours, qui a joué avec succès un rôle pilote dans l'essai de nouvelles approches permettant de sécuriser les droits des communautés à la terre et aux ressources dans les parcours semi-arides.

La Coalition a aussi continué à promouvoir le libre accès aux données sur la gouvernance foncière par le biais du Portail foncier et de la Matrice des transactions foncières, entrés tous les deux dans une deuxième phase d'exécution. Le Portail foncier présente des pages nationales et thématiques détaillées avec des liens vers des données ouvertes sur la gouvernance foncière provenant de diverses sources, dans plusieurs régions du monde. L'observatoire mondial de la Matrice des transactions foncières a enregistré au cours de l'année environ 1 000 acquisitions de terres à grande échelle, soit une augmentation de 27% depuis juin 2013.

Nouveaux programmes et projets Afrique de l'Ouest et du Centre

Mobiliser la fierté des jeunes au Mali

Chaque année, la population active du Mali s'accroît de près de 180 000 jeunes. Nombre d'entre eux abandonnent leurs communautés, et gravitent vers les centres urbains à la recherche de meilleures opportunités. Toutefois, un emploi et un salaire décentes ne sont pas faciles à trouver.

En 2014, le FIDA a lancé le Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (pour lequel a été choisi l'acronyme "FIER") qui assurera, sur une période de huit ans, formation professionnelle et développement de microentreprises pour 100 000 jeunes dans les zones rurales. Le projet vise à donner aux jeunes, femmes et hommes, les compétences dont ils ont besoin pour trouver des emplois bien rémunérés dans l'agriculture et dans des entreprises connexes au sein de leurs propres communautés, et pour créer leurs propres petites entreprises. Il accorde la priorité aux jeunes, en particulier les femmes, qui souffrent d'un manque de capacités techniques et d'accès au financement pour s'engager dans des activités génératrices de revenus.

Les producteurs agricoles locaux participent activement à tous les aspects du projet, depuis la gouvernance jusqu'à la facilitation et la formation. Grâce à leur engagement, on s'assurera que la formation apporte les compétences que demandent les employeurs potentiels et le marché. Dans le même temps, une cohorte de jeunes ruraux bien formés contribuera à moderniser le secteur agricole et à renforcer sa résilience face au changement climatique. Le projet débutera par une phase pilote dans deux régions avant d'être étendu à l'ensemble du pays.

Afrique orientale et australe

Faire face au changement climatique et réduire les pertes après récolte au Rwanda

Au cours des dix dernières années, l'augmentation de la productivité agricole a été, au Rwanda, le moteur de la croissance et de la réduction de la pauvreté, mais le progrès a été freiné par des pertes après récolte correspondant à 30% pour d'importants produits de base. Ces pertes vont probablement augmenter, dans la mesure où le pays est tributaire de l'agriculture pluviale et est exposé au changement climatique. Il est par conséquent nécessaire de disposer de techniques améliorées de transformation et d'entreposage après récolte.

Soutenu par le FIDA, le Projet d'appui à des pratiques après récolte et à un secteur agroalimentaire, dont l'exécution a commencé en mars 2014, apporte

une réponse à ce défi. Il vise à améliorer la viabilité des entreprises agro-industrielles du pays et à les rendre plus résilientes face au changement climatique. Ciblante initialement 32 000 ménages répartis sur dix districts, il appuiera l'élaboration d'incitations financières et de politiques afin que les investissements consacrés à la gestion des risques climatiques atteignent l'ampleur nécessaire.

Le projet aidera des coopératives, des organisations paysannes et des petites et microentreprises à accroître leurs compétences en matière de commercialisation et de développement de filières. Il aidera en premier lieu les participants à déterminer les lacunes dans la gestion de leurs entreprises et dans leurs compétences financières, et à combler ces lacunes. Les lacunes une fois comblées, les participants établiront des plans d'entreprise afin de gérer leurs services de manière plus rentable.

L'initiative doit aussi promouvoir des innovations résilientes face au climat et en faire la démonstration. Elle facilitera les investissements dans les procédures après récolte à faibles émissions de carbone, concernant le séchage, la transformation et la création de valeur ajoutée, l'entreposage et la distribution. L'objectif est de réduire les pertes de produits et d'accroître les revenus des petits exploitants. Le projet se poursuivra jusqu'en 2019.

Asie et Pacifique

Adoption des meilleures pratiques agricoles au Myanmar

Le premier projet appuyé par le FIDA au Myanmar a démarré ses activités en 2014, alors que le pays sortait de 50 années d'isolement. Dans le cadre du Projet de renforcement de la relance du secteur agricole au Myanmar, nous œuvrons à la création d'un modèle de développement agricole durable pour la région centrale sèche, où se trouve une grande partie des personnes les plus pauvres du pays. Le but d'ensemble est d'améliorer la situation économique de cette population.

Dans une zone caractérisée par une pluviométrie exceptionnellement faible, le projet vise à assurer un accès plus équitable à l'eau d'irrigation tout en donnant aux agriculteurs les moyens de diversifier leurs cultures. L'initiative aidera les ruraux, femmes et hommes, à obtenir un accès aux intrants, aux technologies, aux services et aux marchés agricoles, et créera à leur intention des débouchés et des emplois. Les ménages et les paysans sans terre pratiquant une agriculture pluviale bénéficient aussi d'un appui.

L'initiative introduit plusieurs innovations au Myanmar. Il s'agit notamment de l'approche participative de l'aménagement des terres et de la

fourniture d'une gamme de services et de ressources de savoirs pour les petits exploitants et les personnes sans terre. Le projet est axé sur le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles aux niveaux des communautés, des villes et de l'État. Le projet prévoit d'atteindre plus de 37 000 ménages, soit au total plus de 180 000 personnes.

Amérique latine et Caraïbes

Aider les producteurs de café du Nicaragua à s'adapter au changement climatique

Au Nicaragua, les petits producteurs de café et de cacao ont déjà une productivité inférieure à celle des producteurs d'autres pays de la région. Pire encore, les études montrent que la hausse attendue des températures réduira les superficies propices à la culture du café. Les agriculteurs doivent donc s'adapter au changement climatique en produisant du café à des altitudes plus élevées, avec des températures plus élevées et avec moins d'eau pendant les périodes critiques.

Le FIDA a lancé en 2014 le Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA), une nouvelle initiative qui travaillera avec 40 000 familles de petits exploitants pour améliorer la productivité et leur donner les moyens de s'adapter à l'évolution des conditions. Outre l'assistance technique qu'il apportera aux paysans et le renforcement des institutions et des politiques publiques pertinentes, le projet améliorera aussi les systèmes d'information météorologique et aidera le secteur public à concevoir des incitations au profit des petits exploitants agricoles.

Environ 200 000 personnes, dont beaucoup appartiennent à des communautés autochtones ou sont d'origine afro-antillaise, bénéficieront du projet, exécuté en partenariat entre le FIDA, le Gouvernement du Nicaragua et la Banque centraméricaine d'intégration économique.

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Partenariats innovants au Soudan

Reproduisant à plus grande échelle, au Soudan, un projet antérieur, le FIDA a approuvé en 2014 le Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience. Le nouveau programme aidera le gouvernement à moderniser le secteur de l'élevage et à étendre l'économie rurale dans les zones du projet, élément essentiel pour la réduction de la pauvreté rurale. Il contribuera aussi à accroître la résilience des bénéficiaires aux chocs, qu'ils soient naturels ou autres. Bien que le FIDA en soit le principal financeur, le programme devrait mobiliser un cofinancement significatif d'environ 79,0 millions d'USD provenant de divers partenaires des secteurs public et privé.

L'initiative intègre plusieurs enseignements tirés de projets antérieurs appuyés par le FIDA au Soudan. Elle introduit aussi quelques innovations importantes, notamment une approche directe de la participation du secteur privé et l'établissement de partenariats public-privé-producteur. Ce sont les producteurs ruraux pauvres qui bénéficieront au premier chef du programme, mais il cherchera aussi à créer des possibilités d'investissement pour les partenaires du secteur privé dans les principales filières du secteur de l'élevage.

Le programme a notamment pour buts de doubler le revenu moyen des ménages ruraux pauvres, de réduire de 25% la sous-alimentation infantile chronique, d'aider 60 000 ruraux à s'extraire réellement de la pauvreté et de renforcer la résilience face au climat de 60 000 ménages.

Pour une liste complète de tous les programmes et projets approuvés en 2014: <http://www.ifad.org/pub/ar/2014/f/8.pdf>.



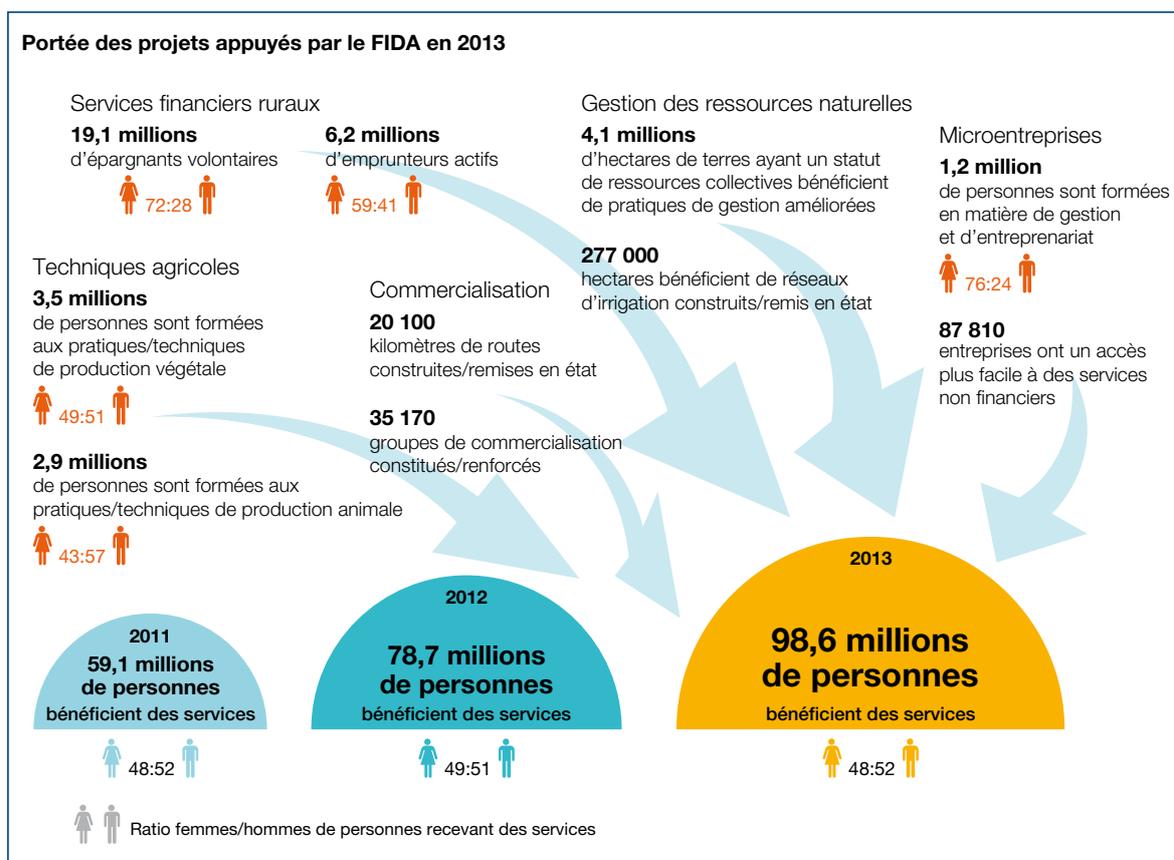
Mesurer et améliorer les résultats

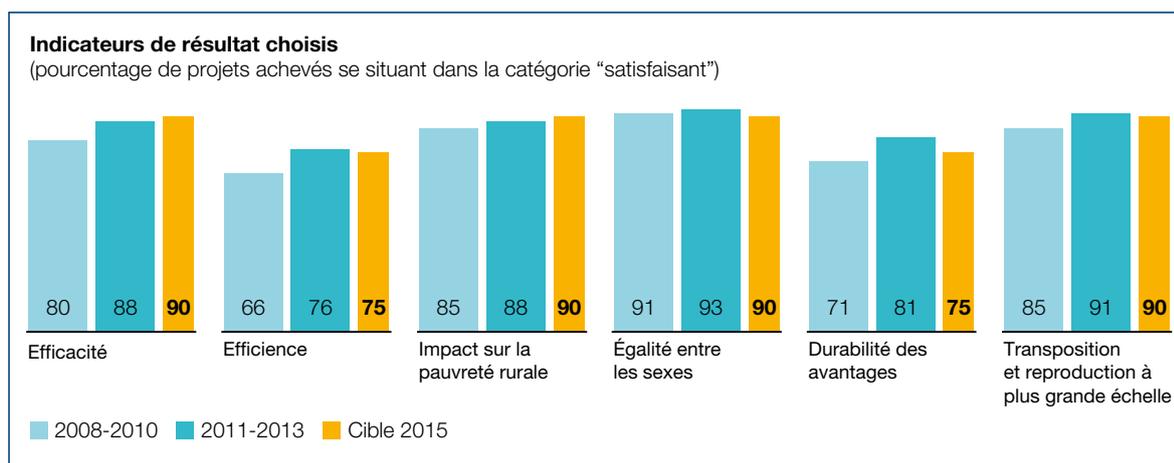
Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

Le Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) a pour objectif principal de rendre compte de la performance telle qu'elle est mesurée au moyen des indicateurs de développement et d'efficacité organisationnelle contenus dans le Cadre de mesure des résultats établi pour FIDA9, et de la mise en œuvre des engagements pris au titre de FIDA9. Le RIDE 2014 présente des résultats pour la période 2013/2014 et montre que les performances des programmes appuyés par le FIDA sont à leur plus haut niveau historique, certains des objectifs de

2015 étant même déjà atteints. Cette observation se rapporte en particulier aux indicateurs concernant l'impact sur la pauvreté rurale, la durabilité, l'égalité entre les sexes, l'innovation et l'apprentissage, la transposition et la reproduction à plus grande échelle, et l'efficacité.

Au total, 98,6 millions de personnes, parmi lesquelles 48% de femmes, ont bénéficié des services de programmes appuyés par le FIDA en 2013. Le texte intégral du RIDE est disponible à l'adresse ci-après: <https://webapps.ifad.org/members/eb/113/docs/french/EB-2014-113-R-11-Rev-1.pdf>.





Évaluations de l'impact

Dans le cadre des engagements pris pour la période de la neuvième reconstitution des ressources, le FIDA a lancé une Initiative d'évaluation de l'impact pour démontrer les progrès en termes de responsabilité et d'efficacité en matière de développement, et pour faciliter l'apprentissage au sein de l'organisation. À cet effet, 26 projets déjà achevés ou proches de la date d'achèvement, et pour lesquels des enquêtes de référence avaient été réalisées au moment de leur démarrage, font actuellement l'objet de rigoureuses évaluations de l'impact rétrospectives (ou *ex post*). Les évaluations *ex post* utilisent des conceptions de nature quasi expérimentale pour une meilleure compréhension de la chaîne de causalité et pour déterminer dans quelle mesure les résultats peuvent être attribués au FIDA. Lorsque cela est possible, les évaluations mettent en œuvre des méthodes mixtes. Les évaluations de l'impact seront achevées en temps utile pour que les conclusions en soient communiquées au Conseil d'administration en 2015.

L'initiative comporte aussi cinq études utilisant des conceptions expérimentales (essais comparatifs aléatoires) sur le total des 31 évaluations en cours. Ces conceptions expérimentales avaient été intégrées à la phase de démarrage des projets. Compte tenu des délais et du caractère expérimental de cette initiative dans le secteur du développement agricole et rural, des résultats de référence sont attendus au cours de la période FIDA9.

Toutes les évaluations sont actuellement entreprises en partenariat avec des universités et des organisations internationales spécialisées dans l'élaboration de méthodes d'évaluation de l'impact.

L'initiative d'évaluation devrait nous aider à mieux comprendre l'impact des programmes appuyés par le FIDA en termes de réduction de la pauvreté, comme l'a montré l'efficacité des interventions du FIDA qui ont permis de faire remonter des ménages ruraux pauvres au-dessus d'une ligne de pauvreté définie. Elle mettra

aussi en évidence les autres impacts, intentionnels ou non, sur les vies des bénéficiaires directs et indirects, notamment sur les plans de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes.

En outre, l'initiative rendra le FIDA mieux à même de communiquer à nos parties prenantes les résultats des programmes qu'il appuie, et de partager avec nos partenaires des savoirs relatifs à la réduction de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales et reposant sur des données concrètes.

Études de référence pour les activités financées par l'ASAP

Dans le cadre d'une initiative distincte, concernant les projets financés par le programme ASAP du FIDA, des études de référence détaillées sont conçues, commandées et achevées avant le début de l'exécution. Les enquêtes de référence produiront un volume de données suffisant pour permettre une mesure précise des impacts sur la pauvreté, la génération de revenus, la malnutrition et la vulnérabilité. Au cours de l'année 2014, des études de référence ont été réalisées pour des initiatives financées par l'ASAP en Bolivie et au Nicaragua.

Au Lesotho et au Mali, où sont également prévues des interventions financées par l'ASAP, l'outil d'évaluation de la pauvreté multidimensionnelle (OEPM) conçu par le FIDA est utilisé pour mesurer la pauvreté dans les communautés avant le début des travaux des projets. La conception de l'OEPM permet de bien mesurer la résilience climatique au niveau des ménages. D'autres indicateurs pertinents pourraient y être ajoutés pour prendre en compte l'impact des activités financées par l'ASAP. En Ouganda, c'est une enquête suivant la méthode accélérée de recherche participative qui a été conduite pour obtenir les informations de référence. Elle servira au choix final des sites pour les enquêtes sur l'état des sols et les essais sur les exploitations de pratiques agricoles intelligentes face au climat.

Soutien de la qualité pour la conception des programmes

Une excellente qualité de la conception des projets est un élément fondamental pour obtenir un impact dans les pays où intervient le FIDA. Nous utilisons un système de soutien de la qualité en deux étapes pour examiner et améliorer la conception des programmes et projets: amélioration de la qualité et assurance qualité.

En 2014, 37 programmes et projets ont été soumis au processus d'amélioration de la qualité, et 32 examens d'assurance qualité ont été réalisés. Le nouveau modèle d'exécution permet toujours une participation précoce des compétences techniques du FIDA au sein des équipes de gestion des programmes de pays et d'accroître notre efficacité opérationnelle. En 2014, l'appui à l'amélioration de la qualité a continué à être proposé à tous les nouveaux COSOP et à la conception de tous les nouveaux projets. Le personnel responsable de l'amélioration de la qualité a également participé à des missions sur le terrain pour la conception d'environ 75% des nouveaux projets. Un appui technique à la supervision des projets en cours a été fourni à environ 25% du portefeuille, avec notamment des missions sur le terrain pour environ 15% du portefeuille.

En 2014, on a jugé, pour 67% des projets examinés dans le cadre de la fonction d'assurance qualité, que les changements requis étaient peu nombreux ou d'importance mineure; 28% des projets, en revanche, ont exigé d'importantes modifications de la conception. Formulant des conclusions cohérentes avec celles d'années comparables, les examinateurs ont mis en évidence des problèmes en rapport avec une double nécessité:

- formuler plus clairement les justifications du projet dans le dossier de conception (et notamment intégrer systématiquement les enseignements tirés de projets antérieurs, et faire un meilleur usage de l'analyse économique et financière au sein des projets appuyés par le FIDA); et
- renforcer les cadres logiques et les indicateurs de performance.

En 2014, le FIDA a continué à utiliser les indicateurs relatifs à la qualité initiale des projets introduits sous FIDA9, conformément au Cadre de mesure des résultats adopté pour FIDA9. Pour ce qui concerne l'assurance qualité, les examinateurs ont jugé satisfaisants 90% des projets examinés au cours de l'année en termes de qualité d'ensemble de la conception du projet (tableau 1). Ils ont estimé que 87% des projets atteindraient probablement leurs objectifs de développement, contre 89% en 2013, 83% en 2012 et 88% en 2011.

Déontologie, surveillance interne et lutte contre la corruption

Le Bureau de la déontologie, créé par le FIDA en 2011, a pour mandat de veiller au maintien des normes déontologiques les plus exigeantes à tous les niveaux de l'institution et de protéger notre image et notre réputation. Le Bureau de la déontologie fournit au personnel et aux cadres des orientations confidentielles en vue du renforcement des valeurs, de l'intégrité et du respect sur le lieu de travail.

Depuis sa création, le Bureau a conduit plus de 500 consultations confidentielles sur des questions concernant le Code de conduite et sur des questions en rapport avec de possibles fautes professionnelles

TABLEAU 1
Notes attribuées à la qualité initiale des projets et pourcentage de projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux^a

Indicateur	Année de référence	Valeur de référence	Résultats 2013	Résultats 2014	Moyenne 2013-2014	Cible 2015
4.3.1 Qualité globale de la conception	2010/2011	79	93	90	91	85
4.3.2 Qualité globale de la conception pour les projets à réaliser dans les États fragiles uniquement ^b	2010/2011	n.d.	80	86	83	80
4.3.3 Égalité entre les sexes ^c	2010/2011	86	78	83	81	90
4.3.4 Suivi-évaluation	2010/2011	70	85	90	88	80
4.3.5 Projets obtenant des notes positives sur le plan de la reproduction à plus grande échelle ^d	2010/2011	72	76	89	83	80

Sources: Les chiffres ont été établis à partir des 30 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration en 2014. Les projets ne sont notés qu'une fois cette validation obtenue.

^a Les notes évaluant la qualité initiale des projets sont attribuées en fonction d'un barème de 1 à 6, la note 1 correspondant à "très insuffisant" et la note 6 à "très satisfaisant". Le pourcentage indiqué correspond à la proportion de projets obtenant une note supérieure ou égale à 4 (autrement dit plutôt satisfaisant ou mieux) par rapport au nombre total de projets.

^b En 2014, les 14 projets validés en vue de leur présentation au Conseil d'administration étaient situés dans 13 États fragiles. Ces chiffres correspondent exclusivement aux projets réalisés dans ces pays.

^c La valeur de référence a été enregistrée et la valeur cible a été fixée avant la mise en place du système d'évaluation plus rigoureux actuellement utilisé pour noter cet indicateur.

^d Les notes portant sur la reproduction à plus grande échelle correspondent à 19 projets qui sont explicitement qualifiés d'activités de reproduction à plus grande échelle.

au regard de la politique du FIDA en matière de lutte contre le harcèlement. Environ 70% de son travail se rapporte à des activités exigeant une autorisation préalable, comme siéger au sein de conseils d'organisations extérieures, rédiger des textes en vue de leur publication, enseigner, donner des conférences et recevoir des cadeaux. Le Bureau de la déontologie coopère, en tant que de besoin, avec le Bureau de l'audit et de la surveillance.

Le Président a délégué au Directeur du Bureau de la déontologie le pouvoir de recevoir les plaintes pour comportement inacceptable, conformément à la politique de lutte contre le harcèlement adoptée par le FIDA. Le Bureau de la déontologie est donc investi de la responsabilité d'ensemble du suivi et de l'information sur les progrès en matière de prévention et de gestion de ce type de comportement. Dans son premier rapport, soumis en juin 2014, il a informé l'ensemble du personnel de la nature et du nombre de plaintes, et des résultats du travail, formel et informel, accompli par le Bureau, et a formulé des recommandations sur les moyens de prévenir et de gérer les comportements inacceptables.

Dans le courant de l'année, le Bureau de la déontologie a lancé plusieurs initiatives, parmi lesquelles un outil d'apprentissage en ligne pour la formation en rapport avec le Code de conduite, une formation ciblée destinée aux superviseurs et aux cadres et, pour l'ensemble du personnel, des sessions obligatoires de rappel et de sensibilisation en matière de lutte contre le harcèlement. Ces initiatives contribuent à la création d'un contexte sûr et confidentiel dans lequel tous les membres du personnel sont en mesure de faire part de leurs préoccupations et de débattre du harcèlement au travail. Il s'agit là d'une importante étape pour le FIDA. Le Bureau poursuivra sa collaboration étroite avec les cadres et le personnel pour faire en sorte que le FIDA dispose des moyens de prévenir les comportements inacceptables et que le personnel soit capable de reconnaître et de gérer un conflit sur le lieu de travail lorsqu'il surgit.

Dans le cadre de son mandat de prévention et de sensibilisation, le Bureau de la déontologie a conduit, en 2014, 180 consultations confidentielles et 22 manifestations de formation.

Le FIDA a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard des pratiques irrégulières et s'est engagé à lutter contre la corruption, la fraude et la collusion, qui détournent des ressources de nos programmes et projets. À l'appui de cette politique, les processus d'enquête et de sanction ont été évalués en 2014 par des experts externes dont les recommandations contribueront à faire en sorte que les pratiques du FIDA en matière d'enquête et de sanction demeurent alignées sur les normes professionnelles les plus élevées et sur les meilleures pratiques.

Au cours de l'année, notre taux de réaction aux allégations s'est amélioré, presque toutes les nouvelles plaintes faisant l'objet d'une enquête dans un délai de six mois. Le cas échéant, les résultats des enquêtes ont abouti à des sanctions et à des mesures prises par la direction pour atténuer les risques repérés. Le Rapport annuel 2013 sur les activités d'enquête et de lutte contre la corruption, et les informations sur les rapports soumis sont disponibles sur le site web du FIDA (www.ifad.org/governance/anticorruption). Le rapport 2014 doit être publié en avril 2015.

Le programme de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA est fondé sur notre évaluation des risques institutionnels. En 2014, nous avons traité des domaines essentiels pour l'intégrité financière du Fonds, notre efficacité et notre efficacité administratives, et l'évolution de notre modèle décentralisé. Les audits ont apporté un appui aux efforts d'atténuation des risques dans des domaines tels que la supervision fiduciaire des activités de passation des marchés des projets, la gestion des placements, et l'organisation et les responsabilités des bureaux de pays du FIDA. Les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome ont procédé en 2014 à leur premier audit conjoint, portant sur les activités de l'Équipe FAO/FIDA/PAM chargée des achats communs.

Sur les huit recommandations prioritaires de l'audit devant être mises en application en 2014, une seulement ne l'a pas été à la date prévue, de sorte que le FIDA n'est plus très loin d'atteindre un objectif essentiel, celui de faire en sorte qu'aucune recommandation essentielle ne soit en retard d'exécution à la date prévue. Cette réalisation met en évidence le fait que le FIDA est résolument décidé à gérer activement les risques institutionnels.

Évaluation indépendante Vue d'ensemble du douzième Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA

Le Rapport annuel 2014 sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI) présente les résultats positifs obtenus, au cours des opérations financées par le FIDA, dans un certain nombre de domaines significatifs. Il s'agit notamment de la pertinence, de l'impact sur la pauvreté rurale, de l'innovation, et de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Par ailleurs, la note attribuée à notre performance en tant que partenaire est la plus élevée jamais atteinte depuis 2003, date de la publication du premier RARI.

Le RARI montre aussi que la performance des opérations financées par le FIDA est équivalente, voire supérieure, à celle des opérations appuyées, dans le secteur agricole, par d'autres institutions financières

internationales. Malgré cela, l'analyse comparative interne révèle que, dans certains domaines, la performance des opérations appuyées par le FIDA est inférieure aux cibles établies pour 2015 dans le Cadre de mesure des résultats de l'organisation. Il est essentiel, pour atteindre ces cibles, de poursuivre les efforts d'amélioration sur plusieurs plans: efficacité des programmes, performance du gouvernement, durabilité, et systèmes de suivi-évaluation.

L'édition 2014 du RARI présente la synthèse des résultats et de l'impact des opérations financées par le FIDA en se fondant sur les évaluations conduites au cours de l'année 2013 et des années précédentes par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE). L'analyse repose sur deux ensembles de données: toutes les données des évaluations (évaluations des programmes de pays, validations des rapports d'achèvement de projet, évaluation de la performance des projets, et une évaluation de l'impact); et les données provenant uniquement des validations des rapports d'achèvement de projet, de l'évaluation de la performance des projets, et d'une évaluation de l'impact.

Le rapport s'appuie sur un robuste échantillon de notes provenant de 224 évaluations de projets réalisées par IOE depuis 2002. L'échantillon inclut des notes issues de 35 évaluations individuelles de projets financés par le FIDA achevés en 2013, y compris la première évaluation de l'impact réalisée par IOE, et qui a été effectuée à Sri Lanka. Toutes les notes sont présentées par année d'achèvement plutôt que par année d'approbation ou d'évaluation, méthode correspondant à la pratique suivie par d'autres institutions financières internationales.

Les évaluations de 2013 ont soulevé les problèmes transversaux suivants:

- nécessité de programmes de pays plus intégrés;
- nécessité d'améliorer les activités hors prêts en vue d'une reproduction de l'impact à plus grande échelle;
- nécessité, pour les opérations appuyées par le FIDA, de prendre en considération une corrélation croissante entre la pauvreté et le stress environnemental;
- nécessité d'une approche plus différenciée des interventions du FIDA dans les États fragiles et les pays à revenu intermédiaire.

Les évaluations confirment l'importance de la conception et de la gestion des projets, et en particulier la nécessité de faire preuve d'un plus grand réalisme dans la détermination des objectifs des COSOP et des projets. Le RARI souligne, à cet égard, la nécessité

d'un plus grand travail d'analyse, avec notamment des évaluations des risques au début des processus de conception des COSOP et des projets. Cela permettrait de s'assurer que les opérations financées par le FIDA prennent soigneusement en compte les réalités des politiques et des institutions des États membres bénéficiaires. La nécessité d'entreprendre systématiquement des examens d'achèvement des COSOP est également l'une des recommandations significatives contenues dans le RARI de cette année.

Le thème d'apprentissage choisi dans le rapport est axé sur la gestion du projet dans les opérations appuyées par le FIDA, dont l'analyse montre qu'elle est un facteur déterminant clé pour le succès du projet. Un certain nombre de questions ont été soulevées dans la perspective du renforcement de la gestion du projet. Elles concernent notamment la continuité du personnel du projet pendant son exécution, l'intervention en temps opportun de l'appui à l'exécution pour aider la direction du projet à aborder les grands domaines considérés comme prioritaires par le FIDA (l'égalité entre les sexes et la gestion financière, entre autres), et la nécessité d'une attention accrue, de manière générale, au suivi et à l'évaluation.

Réponse de la direction du FIDA au RARI

La direction a noté avec plaisir que le RARI reconnaît l'amélioration, depuis 2002, de la performance dans les domaines du partenariat, de la durabilité et de l'impact sur la pauvreté rurale. L'évaluation par le RARI de l'impact du FIDA sur la pauvreté rurale indique, tout particulièrement, que les programmes et projets qu'appuie le FIDA ont un effet positif sur les vies des ruraux pauvres, femmes et hommes. Les conclusions du RARI reflètent clairement les efforts déployés par le FIDA pour se concentrer sur les résultats.

S'agissant de la gestion des projets, la direction du FIDA convient de son importance mais note quelques points de désaccord sur certaines conclusions. Ainsi, le RARI semble sous-entendre que le FIDA a ignoré la Déclaration de Paris en appuyant des unités de coordination du projet (UCP): la direction note que toutes les UCP sont créées par décret ministériel, et qu'il n'est par conséquent pas possible de considérer qu'elles mènent une action parallèle à celles des pouvoirs publics; elle note aussi que les UCP sont à peu près toujours nécessaires pour l'efficacité des opérations.

Pour ce qui concerne les problèmes transversaux recensés dans le RARI, la direction prend actuellement des mesures visant à mieux intégrer,

dans ses programmes de pays, les activités hors investissements des projets. Les directives relatives aux COSOP sont actuellement en cours de révision et mettent l'accent sur l'importance de ces activités, ainsi que sur l'importance de définir pour elles des objectifs réalistes. La version révisée des directives relatives aux COSOP sera davantage focalisée sur tous les aspects des programmes de pays.

Enfin, la direction apprécie les recommandations contenues dans le RARI de cette année et note son engagement constant en faveur d'une discipline budgétaire interne dans l'exécution de ces recommandations, conformément aux instructions du Conseil d'administration du FIDA.

Autres activités d'évaluation en 2014

Deux évaluations au niveau de l'institution, consacrées respectivement aux reconstitutions des ressources du FIDA et à la Politique du FIDA en matière de dons, ont été publiées. La recommandation fondamentale de l'évaluation relative aux reconstitutions concerne l'établissement d'une perspective à long terme par la préparation d'une vision stratégique pour le FIDA. L'évaluation recommande, entre autres, que l'on s'efforce de formuler de manière plus explicite la théorie du changement qui est à la base du Cadre de mesure des résultats.

L'évaluation de la Politique du FIDA en matière de dons souligne que les dons peuvent constituer un outil important pour la réalisation de nos objectifs. Pour un certain nombre de raisons, leur potentiel n'a pas été pleinement concrétisé. Les raisons citées sont notamment l'insuffisance des orientations stratégiques relatives aux dons, la faiblesse des liens avec les programmes de pays, l'internalisation limitée des résultats et des enseignements tirés des activités financées par des dons, et la pesanteur des procédures d'approbation et de gestion des dons. Quelques améliorations sont intervenues plus récemment grâce à une attention accrue de la direction, et cette dernière prend en compte ces recommandations dans la conception d'une nouvelle politique en matière de dons.

Des évaluations de programme de pays ont été réalisées pour la Bolivie, la Chine, la République de Moldova et la Zambie. En Bolivie, le programme appuyé par le FIDA a atteint des résultats positifs mais modestes. Les aspects les plus encourageants se rapportent au développement d'un capital social et humain et aux améliorations des revenus et des actifs des bénéficiaires. Les résultats sont mitigés en termes d'impact et de durabilité. La performance du programme a été affectée de manière négative

par des retards dans l'exécution, par une couverture géographique d'une ampleur excessive, et par des faiblesses au niveau de la conception.

L'évaluation consacrée à la Chine a conclu à la solidité d'ensemble du partenariat entre la Chine et le FIDA. La performance totale du portefeuille de prêts, des activités hors prêts (concertation sur les politiques, gestion des savoirs et établissement de partenariats) et des COSOP est satisfaisante. Le principal défi, pour l'avenir, consistera à mettre davantage l'accent sur les activités hors prêts, qui doivent être liées à un portefeuille adéquat de projets d'investissement axés sur la promotion de l'innovation et la reproduction à plus grande échelle, ainsi qu'à la coopération Sud-Sud et triangulaire.

En République de Moldova, l'appui du FIDA au crédit rural par l'intermédiaire des banques commerciales – principalement consenti aux exploitations agricoles et aux entreprises viables de taille moyenne – a contribué à l'augmentation de la production agricole, au développement des entreprises rurales et à la création d'emplois. En revanche, les progrès ont été limités sur le plan du développement des filières et des services de microfinance. Il est également nécessaire de concevoir une stratégie claire en vue de la sortie du système des allocations substantielles du FIDA au financement des lignes de crédit.

En Zambie, les conclusions de l'évaluation montrent que le programme a contribué à accroître et à diversifier la production des petits exploitants agricoles. Il a aussi amélioré l'accès aux marchés et contribué à la lutte contre les maladies du bétail d'importance nationale, comme la fièvre de la côte orientale (theilériose bovine) et la pleuropneumonie contagieuse bovine. Des progrès ont aussi été réalisés en matière de promotion des agro-industries et de développement des filières, bien que la collaboration avec le secteur privé soit encore balbutiante. Son nouveau statut de pays à revenu intermédiaire exigera de la part de la Zambie un nouveau niveau de partenariat, et notamment un programme plus souple et mieux adapté, pour répondre aux besoins du pays dans les limites du mandat du FIDA.

IOE a publié, au cours de l'année, deux synthèses d'évaluations concernant respectivement l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire et la jeunesse rurale. L'une des conclusions de la première est, entre autres, que le FIDA a un rôle important à jouer dans les pays à revenu intermédiaire, compte tenu du grand nombre de pauvres vivant dans ces pays et des inégalités croissantes qui s'y manifestent. La synthèse souligne aussi l'hétérogénéité des pays à revenu intermédiaire,

qui ne peuvent pas être considérés comme faisant tous partie d'un même groupe. Le rapport de synthèse insiste sur la nécessité, pour le FIDA, d'élaborer un modèle plus différencié pour sa participation à la conception des COSOP et des projets dans les pays à revenu intermédiaire. Ce modèle devrait être adapté aux contextes nationaux et encourager une participation accrue du secteur privé, y compris les grandes sociétés du secteur de l'alimentation et de l'agriculture. La synthèse note aussi la nécessité de porter une attention accrue aux activités hors prêts – concertation sur les politiques, gestion des savoirs et établissement de partenariats – dans les pays à revenu intermédiaire.

L'une des conclusions de la synthèse concernant la jeunesse rurale est que l'attention et l'engagement du FIDA en faveur de la promotion du développement de la jeunesse rurale se sont accrus au cours de la décennie écoulée. Toutefois, un certain nombre de domaines méritent un appui plus soutenu. Il s'agit notamment de l'intégration des questions relatives à la jeunesse dans l'ensemble des programmes de pays; des investissements dans les savoirs relatifs à ces questions et l'établissement de profils socioéconomiques; la détermination du groupe cible; l'adoption systématique d'indicateurs de suivi ventilés par âge; et les partenariats stratégiques pour appuyer la reproduction à plus grande échelle de modèles réussis et innovants.

Dans le courant de l'année, IOE a organisé des manifestations pour promouvoir l'apprentissage et partager les savoirs issus des évaluations, et sur des thèmes spécifiques comme les premières évaluations de l'impact réalisées au FIDA. Au niveau international, quatre manifestations ont été organisées conjointement, dans leur pays, avec les Gouvernements de la Bolivie, de la Chine, du Sénégal et de la Zambie. Les principaux résultats des évaluations des programmes respectifs de pays ont été examinés, en même temps que les questions clés relatives à la conception des prochains COSOP.

On trouvera des informations complémentaires sur l'évaluation au FIDA à la page web consacrée à ce sujet (<http://www.ifad.org/evaluation/index.htm>).

Gestion des ressources humaines

Le FIDA reconnaît qu'une gestion efficace des ressources humaines autonomise le personnel et les consultants pour une production constante d'excellents résultats.

Afin d'encourager l'excellence de la performance, le FIDA a mis en œuvre, en 2014, un nouveau dispositif de récompense et de reconnaissance du personnel. Cette démarche a aligné notre gestion des performances sur celle d'autres institutions financières internationales et l'a placée à l'avant-garde des pratiques suivies dans le système des Nations Unies. Le dispositif est lié au processus annuel de gestion des performances et prévoit l'attribution de récompenses, pécuniaires et autres, aux membres du personnel ayant d'excellentes performances. Il répond au besoin de récompenser l'excellence, tel qu'il avait été identifié par l'Enquête générale auprès du personnel conduite en 2012, et il est conforme aux directives de la Commission de la fonction publique internationale.

Pour récompenser la constance d'une bonne performance sur le long terme, une nouvelle politique a été mise en œuvre au début de l'année; elle concerne l'attribution de contrats à durée indéterminée et prévoit un examen intervenant cinq ans après l'attribution du nouveau contrat. Au siège et dans les bureaux de pays, les contrats à durée déterminée de 110 membres du personnel ont été convertis en contrats à durée indéterminée. Ce processus sera renouvelé chaque année, à mesure que de nouveaux membres du personnel répondront aux conditions requises.

Une bonne performance dans la durée dépend de la présence de gestionnaires capables, et c'est pourquoi le FIDA a élaboré, en 2014, un nouveau programme de perfectionnement destiné aux cadres de niveau inférieur à celui de directeur, et un programme de développement du leadership, destiné aux directeurs. Un programme de développement du leadership de haut niveau est aussi en cours d'élaboration, et son exécution est prévue pour 2015.

Des perspectives de carrière sont indispensables pour que les compétences du personnel du FIDA demeurent à leur plus haut niveau. Afin de faciliter la mobilité et l'évolution de la carrière, tout en rationalisant les processus de recrutement et de classement des postes, le FIDA a élaboré en 2014 un

nouveau système de familles d'emplois et de profils d'emploi génériques, ainsi qu'un système révisé de titres fonctionnels. Cette tâche, faisant suite aux recommandations de l'exercice d'audit des fonctions de 2012, a pris pour bases les meilleures pratiques du système commun des Nations Unies et celles d'autres institutions financières internationales.

Afin de renforcer la collaboration interorganisations, les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome sont convenues d'élargir l'accès au vivier local de talents de la catégorie des services généraux et d'offrir de meilleures perspectives de carrière aux membres du personnel de cette catégorie basés à Rome. Cet accord est le premier de ce type au niveau du siège d'institutions des Nations Unies.

La présence du FIDA sur le terrain continue de croître. Les bureaux de pays ont été intégrés dans les processus de gestion des ressources humaines (avec notamment la mise en place d'un système mondial de gestion des congés). Un administrateur a été désigné et se concentrera exclusivement sur les besoins des bureaux de pays, en collaboration avec l'unité d'appui sur le terrain.

La toute première réunion mondiale du personnel s'est tenue en février 2014, immédiatement après la session du Conseil des gouverneurs au siège du FIDA, à Rome. Plus de 600 membres du personnel, venus de toutes les régions du monde, ont participé à deux intenses journées de dialogue, de renforcement de l'esprit d'équipe et de partage des savoirs. La prochaine réunion mondiale du personnel se tiendra en 2016.

Au 31 décembre 2014, 27 membres internationaux de la catégorie des services organiques, 1 administrateur auxiliaire, 42 fonctionnaires nationaux et 20 membres de la catégorie des services généraux étaient en poste dans les bureaux de pays du FIDA à travers le monde (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Au 31 décembre 2014, les effectifs et les statistiques relatives au personnel étaient les suivants:

- le personnel comptait au total 569 membres, y compris les membres du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et 1 administrateur auxiliaire;
- sur ce total, 302 appartenaient au personnel du cadre organique et à la catégorie supérieure, 42 à la catégorie des fonctionnaires nationaux et 225 à celle des services généraux;

- les fonctionnaires nationaux, le personnel du cadre organique et les administrateurs de rang supérieur comprenaient des ressortissants de 89 États membres;
- les femmes représentaient 50% des Vice-Présidents adjoints, 48% du personnel du cadre organique et de la catégorie supérieure, 21% de la catégorie des fonctionnaires nationaux, et 83% de la catégorie des services généraux;
- le pourcentage total de femmes fonctionnaires du FIDA est de 60%.



Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Ressources en 2014

Le financement des opérations du FIDA provient de plusieurs sources. Il s'agit principalement des contributions des États membres et d'autres donateurs, du produit des placements et des remboursements des prêts. Les contributions des États membres nous parviennent dans le cadre des reconstitutions périodiques des ressources du FIDA, qui ont lieu tous les trois ans. Des États membres demandent également au FIDA d'administrer les dons qu'ils octroient à des tierces parties sous la forme d'apports de fonds supplémentaires.

Dixième reconstitution des ressources du FIDA (2016-2018)

La Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10) a débuté en février 2014, immédiatement après la trente-septième session du Conseil des gouverneurs. Dans le courant de l'année, les États membres du FIDA ont tenu quatre sessions de la Consultation sur FIDA10, au cours desquelles ont été agréées les priorités d'action et l'orientation des politiques.

La Consultation a retenu comme objectif un montant de 1,44 milliard d'USD pour les nouvelles contributions destinées à financer les projets de développement agricole et rural dans le monde en développement. Cet objectif permettra au FIDA de réaliser un programme de travail d'environ 3,0 milliards d'USD au cours de la période 2016-2018, durant laquelle nous prévoyons d'élargir notre champ d'action, pour atteindre jusqu'à 130 millions de ruraux. De 40 à 50% de ces ressources seront allouées à l'Afrique subsaharienne.

L'injection de nouveaux fonds provenant des États membres confirme le rôle clé joué par le FIDA dans l'ensemble de l'architecture internationale du développement, en tant qu'organisation efficace produisant des résultats dans les domaines de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, spécialement pour les populations les plus pauvres des zones rurales.

Au 31 décembre 2014, le montant total des annonces de contribution au titre de FIDA10 s'élevait à plus de 1,02 milliard d'USD, soit 71% de l'objectif de FIDA10 (1,44 milliard d'USD).

Neuvième reconstitution des ressources du FIDA (2013-2015)

L'année 2014 était la deuxième année de la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9). Au 31 décembre 2014, le montant total des annonces de contribution – y compris les contributions complémentaires – s'élevait à plus de 1,4 milliard d'USD, soit 95% de l'objectif de 1,5 milliard d'USD fixé pour FIDA9. Les instruments de contribution déposés (y compris les versements effectués sans dépôt préalable d'instrument de contribution) s'élevaient à plus de 1,4 milliard d'USD, soit 98% des annonces totales de contributions ordinaires et complémentaires.

Mobilisation de ressources supplémentaires

Reconnaissant la nécessité d'accroître les investissements dans les populations rurales pauvres alors que nous évoluons vers les objectifs de développement durable pour l'après-2015, le FIDA a accentué, au cours de l'année 2014, son exploration des possibilités de mobilisation de ressources provenant de nouvelles sources et suivant de nouvelles modalités. Bien que les contributions de base, apportées dans le cadre du processus de reconstitution, demeurent la source principale de financement des opérations que nous appuyons, plusieurs nouveaux partenariats ont été établis, diversifiant ainsi notre portefeuille de mobilisation de ressources.

Emprunt auprès de sources souveraines

Répondant à une forte demande de ressources de la part des États membres, nous avons noué un partenariat novateur avec la Banque allemande de développement (KfW – *Kreditanstalt für Wiederaufbau*). En vertu de cet accord, le FIDA pourra contracter, en 2014 et 2015, des emprunts souverains à concurrence de 400 millions d'euros pour financer des projets dans le cadre du portefeuille de prêts ordinaires. Cela permettra de dégager des ressources ordinaires et de les réaffecter à des conditions particulièrement favorables aux pays qui y sont éligibles, afin que tous les pays emprunteurs du FIDA en bénéficient.

TABLEAU 2
Tableau synoptique, 1978-2014^{a, b}

	2010	2011	2012	2013	2014	1978-2014
Activités opérationnelles^{c, d}						
Prêts et dons CSD approuvés						
Nombre de programmes et projets	32	34	33	25	26	974
Montant en millions d'USD	777,7	947,2	960,7	731,1	625,8	15 139,4
Dons approuvés						
Nombre	88	83	90	63	64	2 615
Montant en millions d'USD	51,2	50,4	71,5	50,0	51,1	970,1
Fonds fiduciaire de l'ASAP						
Nombre	-	-	1	10	10	21
Montant en millions d'USD	-	-	4,9	103,0	83,0	190,9
Total des opérations de prêt et de don du FIDA						
en millions d'USD	828,9	997,6	1 037,1	884,1	759,9	16 300,4
Cofinancement						
en millions d'USD	662,2	412,2	420,3	329,8	238,0	10 064,7
Multilatéral	565,2	213,2	153,3	207,1	128,0	7 638,1
Bilatéral	74,5	159,4	183,0	87,8	4,2	1 727,9
ONG	10,4	-	3,5	-	0,9	52,0
Autres ^e	12,2	39,6	80,5	34,9	104,9	646,7
Contribution des pays						
en millions d'USD	924,8	834,3	599,5	552,7	601,4	13 390,0
Coût total des programmes et projets^f						
en millions d'USD	2 370,2	2 198,3	2 003,0	1 720,2	1 552,8	38 892,9
Programmes et projets						
Nombre de programmes et projets en cours d'exécution	231	238	256	241	224	-
Nombre de programmes et projets achevés	21	26	21	43	45	730
Nombre de programmes et projets dans la réserve	74	64	79	84	62	-
Nombre de programmes et projets approuvés dus à l'initiative du FIDA	27	32	32	24	26	810
Nombre de pays ou territoires bénéficiaires (portefeuille en cours)	96	97	99	98	99	-
Décaissement des prêts						
en millions d'USD	457,6	549,7	534,4	482,2	484,7	9 402,5
Décaissement des dons au titre du CSD						
en millions d'USD	39,4	76,3	118,4	142,5	157,4	556,5
Remboursement des prêts^g						
en millions d'USD	274,6	287,5	267,5	261,1	271,3	5 022,1 ^h
États membres et administration						
États membres – en fin de période	165	167	169	172	173	-
Cadre organique – en fin de période ^{i, j}	260	298	312	321	344	-

Sources: Système de projets d'investissement et de dons, états financiers du FIDA pour les exercices 1978 à 2014, et système comptable du FIDA.

^a Les prêts du FIDA et les dons consentis par le FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) en faveur de programmes et projets d'investissement sont libellés en droits de tirage spéciaux (DTS). Cependant, pour faciliter la lecture, les montants indiqués dans les tableaux et graphiques sont exprimés en équivalents USD, tels qu'ils figurent dans le rapport du Président approuvé par le Conseil d'administration pour chaque programme ou projet. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Les chiffres relatifs aux exercices 1986 à 1995 comprennent le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification.

^c Les programmes et projets intégralement annulés et ceux financés au titre du Mécanisme de financement du développement des programmes ne sont pas pris en compte.

^d Le Programme d'appui à la commercialisation de la production paysanne (Sierra Leone) approuvé en 2011 est supervisé par le FIDA et entièrement financé par un don du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; il est compté dans les programmes et projets, mais ne bénéficie d'aucun financement de la part du FIDA.

^e Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

^f Ce montant comprend les dons au titre du CSD et les dons au titre de composantes. Les dons ne se rapportant pas à des projets ne sont pas pris en compte.

^g Le remboursement des prêts concerne les remboursements au titre du principal et inclut les remboursements au nom des pays bénéficiant de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés.

^h Sur la base de l'équivalent en DTS au 31 décembre 2014.

ⁱ Postes approuvés (les postes de Président et de Vice-Président ne sont pas compris).

^j Comprend les administrateurs recrutés sur le plan national dans les bureaux de pays.

Nouveaux partenariats

Nous avons continué, en plus de nos partenariats traditionnels, à établir de nouvelles relations avec des acteurs du secteur privé, parmi lesquels des fondations privées, des investisseurs éthiques et des sociétés privées. Dans ce domaine, le FIDA joue principalement un rôle d'intermédiaire, contribuant à réduire le risque et à attirer davantage d'investissements du secteur privé vers le développement rural. Nous appuyons aussi la création de filières agricoles sans exclusive, commercialement viables et durables, et utiles aux communautés rurales.

Au cours de l'année 2014, le FIDA a collaboré avec un nombre croissant d'agro-industries locales, régionales et mondiales. Nous avons signé des mémorandums d'accord avec deux entreprises mondiales: Intel Corporation et Unilever. Pour ce qui concerne Intel, nous comptons utiliser et promouvoir un logiciel novateur de vulgarisation agricole spécifiquement conçu à l'intention des petits exploitants ruraux. Le but de la collaboration avec Unilever est de promouvoir des sources durables de produits agricoles et des moyens de subsistance améliorés, par l'augmentation de la productivité et l'aide à l'établissement, par les paysans, de liens avec les marchés.

Le FIDA a noué un nouveau partenariat stratégique avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe en vue d'un partage de savoirs et de l'établissement d'une collaboration en matière de gestion des ressources naturelles et d'autres questions environnementales. Nous avons aussi entamé une coopération avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, à la recherche de mécanismes de financement novateurs, y compris avec le secteur privé. En outre, nous avons noué un partenariat avec l'Export-Import Bank of Korea, en vue d'une collaboration au niveau de pays dans divers domaines: investissements, renforcement des capacités nationales, concertation sur les politiques et gestion des savoirs.

Nous avons exploré la possibilité de partenariats avec plusieurs institutions pertinentes, pour exploiter des complémentarités. Il s'agit notamment de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; du Fonds de développement Chine-Afrique, avec lequel nous avons signé une déclaration d'intention conjointe; et de la Banque latino-américaine de développement (Banco de Desarrollo de América Latina), avec laquelle nous recherchons des possibilités de cofinancement.

Des possibilités de partenariat ont également été explorées avec un certain nombre d'autres entreprises mondiales et avec des entreprises sociales comme la société japonaise Euglena. Nous avons poursuivi en outre notre appui à une coopération, au niveau des pays, avec des centaines de petites et moyennes entreprises, par l'intermédiaire des projets que nous finançons.

Nous avons renforcé les partenariats existants avec de nombreuses organisations paysannes, et

notamment AgriCord, avec laquelle nous entretenons une étroite collaboration; avec les groupes de peuples autochtones, en particulier pour la préparation du Forum 2015 des peuples autochtones; et avec la Banque asiatique de développement, pour mettre en application le mémorandum d'entente signé en 2013.

Durant l'année 2014, le FIDA a continué de plaider pour que les petits exploitants agricoles aient un rôle constructif et équitable dans des modèles opérationnels sans exclusive, et pour le respect de principes commerciaux responsables. Nous avons appuyé l'entérinement des principes pour des investissements agricoles responsables proposés par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, ainsi que des principes pour le commerce alimentaire et agricole définis dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies, afin de contribuer au passage des directives à l'action en faveur des petits exploitants (voir page 30).

Nous avons réalisé d'importants progrès dans la mise en œuvre de notre stratégie de partenariat. Nous avons évalué les outils dont nous disposons déjà pour appuyer la création de partenariats et assurer le suivi de la performance. Nous avons élaboré des directives sur la diligence raisonnable pour la collaboration avec le secteur privé. Et nous avons créé des modules de communication et de formation pour renforcer les capacités individuelles et institutionnelles en matière d'évaluation, de création et de gestion des partenariats stratégiques.

Fonds supplémentaires

Les fonds supplémentaires sont des ressources apportées sous forme de dons et administrées par le FIDA à la demande de donateurs et au bénéfice des États membres en développement. Ils sont essentiellement affectés au cofinancement d'initiatives et de projets spécifiques, conformément aux indications contenues dans l'accord correspondant conclu entre le FIDA et le donateur concerné.

Les accords passés en 2014 ont été conclus avec des partenaires parmi lesquels la Commission européenne, le Fonds saoudien pour le développement et les Gouvernements du Canada, de l'Estonie, de la France et de la Nouvelle-Zélande. Ces accords appuient des activités dans les domaines de la production alimentaire, du risque agricole et de la gestion des ressources naturelles, de l'intégration des questions d'égalité entre les sexes, des filières, et du développement des petites et moyennes entreprises. En 2014, le FIDA a également contribué à la mobilisation de ressources apportées par la Norvège et la Suède à l'appui du Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF) du Programme des Nations Unies pour le développement – établi en 2014 par les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome et par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des

sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) en vue de leur Programme conjoint pour l'accélération des progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales (RWEE-JP). Afin d'assurer l'accès au cofinancement pour le RWEE-JP en Éthiopie, le FIDA a adhéré en 2014 au MPTF établi pour appuyer le Fonds pour les objectifs de développement durable. L'Agence flamande de la coopération internationale a signé son premier accord avec le FIDA sur la mise à disposition de fonds supplémentaires pour le Fonds fiduciaire de l'ASAP.

En 2014, le FIDA a mobilisé un total de 62,6 millions d'USD à titre de fonds supplémentaires, et reçu 71,0 millions d'USD dans le cadre d'accords signés en 2014 et au cours des années précédentes. Le tableau 3 présente les fonds supplémentaires reçus dans le courant de l'année.

Portefeuille en cours

La valeur des investissements du FIDA dans son portefeuille de programmes et projets en cours dans les zones rurales était, en 2014, de 5,4 milliards d'USD

(tableau 4). À la fin de l'année, on comptait dans les diverses régions du monde 224 programmes et projets en cours, financés par le FIDA en partenariat avec 99 gouvernements bénéficiaires (voir la carte à l'intérieur de la couverture). Les cofinancements externes et les fonds de sources nationales pour le portefeuille en cours se sont élevés à 6,9 milliards d'USD, portant à 12,3 milliards d'USD la valeur totale de ces programmes et projets.

Le portefeuille en cours d'opérations financées par des dons s'élevait, à la fin 2014, à 234,2 millions d'USD, avec 272 dons en cours d'exécution dans 128 pays¹. Les dons autonomes du FIDA appuient la recherche, l'innovation, le changement institutionnel et les technologies utiles aux pauvres. Ils sont étroitement liés à nos programmes de pays, et apportent souvent un appui à l'établissement de liaisons entre différentes initiatives au sein d'un pays. Les bénéficiaires des dons sont notamment des organismes de recherche, des centres d'excellence actifs dans le domaine de la réduction de la pauvreté rurale, des ONG, des gouvernements et des organisations du secteur

TABEAU 3

Tableau récapitulatif des fonds supplémentaires au titre des études thématiques et de l'assistance technique, et des cofinancements reçus en 2014^a

(Montants en millions d'USD, au taux de change fixe USD/EUR = 1,25)

Donateur	Études thématiques et assistance technique	Cofinancement (hors cofinancements parallèles)	Total
<i>CGIAR</i>	16,1	-	16,1
<i>Paysans contre la pauvreté/AFRIQUE</i>	4,5	-	4,5
<i>Programme d'appui aux organisations paysannes en Afrique</i>	4,7	-	4,7
<i>Mécanisme d'assistance technique</i>	2,1	-	2,1
<i>Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds</i>	0,5	-	0,5
<i>Burundi</i>	-	10,5	10,5
Total Commission européenne	28,0	10,5	38,6
GAFSP – Togo	-	6,0	6,0
GAFSP – Burundi	-	4,3	-
Canada	-	4,7	4,7
Estonie	0,1	-	-
Italie	-	2,0	2,0
Danemark	-	1,9	1,9
Agence flamande de la coopération internationale	1,3	-	1,3
Allemagne	0,3	0,9	1,2
France	1,4	-	1,4
Pays-Bas	4,2	1,8	6,0
République de Corée	0,5	-	0,5
Nouvelle-Zélande	0,4	-	0,4
Fondation Bill et Melinda Gates	0,2	-	0,2
Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (RWEE)	0,2	-	0,2
OFID – Somalie	-	0,2	0,2
OFID – Ghana	-	0,04	0,04
Suisse	2,0	-	2,0
Total	38,5	32,5	71,0

Source: Systèmes financiers du FIDA.

GAFSP = Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; OFID = Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international; RWEE = Autonomisation économique des femmes rurales.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

¹ Ce chiffre n'inclut ni les dons au titre du CSD ni les dons financés par des fonds supplémentaires ou complémentaires.

privé et de la société civile. (Pour en savoir plus sur le programme de dons du FIDA, et lire des récits recueillis sur le terrain: <http://www.ifad.org/pub/ar/2014/f/8.pdf>.)

Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA

Le cofinancement de nos partenaires a un effet multiplicateur sur la valeur des interventions de développement que nous appuyons. Il comprend les contributions nationales provenant des gouvernements bénéficiaires et des participants aux projets, ainsi que les ressources apportées par les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

De nombreux facteurs externes influent sur les niveaux de cofinancement, qui peuvent varier considérablement d'une année à l'autre. En 2014, ce sont les contributions nationales qui ont apporté la plus grande partie du cofinancement pour les projets nouvellement approuvés, pour un montant total de 601,4 millions d'USD, en augmentation par rapport aux 552,7 millions d'USD de 2013 (tableau 5). Le cofinancement externe s'est élevé, en 2014, à un total de 238,0 millions d'USD, dont 128,0 millions d'USD provenant de partenaires multilatéraux et 104,9 millions d'USD d'autres sources, comme des ressources provenant du secteur privé ou des financements avec mise en commun de fonds (graphique 6).

Le graphique 7 présente un classement des donateurs bilatéraux contribuant aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA; l'Espagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne et la France y occupent les premières places. Ensemble, ces pays ont fourni environ 70% du cofinancement bilatéral total aux projets dus à l'initiative du FIDA, soit 1,1 milliard d'USD depuis le début de nos activités en 1978.

Le graphique 8 présente les 15 principaux cofinanceurs multilatéraux, à ce jour, des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Les quatre cofinanceurs arrivant en tête du classement sont le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), la Banque africaine de développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social. Ensemble, ces donateurs représentent, avec 2,9 milliards d'USD, plus de 50% du total du cofinancement multilatéral.

Financement en faveur de pays et régions prioritaires

Le FIDA continue de privilégier l'aide aux pays les moins avancés et à ceux dont la sécurité alimentaire n'est pas assurée. Sur le total des financements accordés à des programmes et projets en 2014, 54,3% étaient destinés à des pays classés par la FAO dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et 40,7% à des pays placés par l'ONU dans la catégorie des pays les moins avancés. Le tableau 6 présente le financement par région depuis 1978, et le graphique 9 montre le financement régional en 2014.

Financement par secteur

Le graphique 10 montre la répartition par secteur du financement de notre portefeuille en cours. Un tiers environ des investissements vont à l'appui de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles, donnant aux agriculteurs les moyens d'accroître leur production et d'utiliser les ressources naturelles de manière plus durable et plus efficiente. Environ 16% des fonds investis dans le portefeuille en cours appuient les activités de renforcement des marchés et de l'infrastructure connexe, facteurs essentiels pour que les populations rurales puissent obtenir un revenu décent de leur production. Les services financiers ruraux représentent 13% des fonds investis, et permettent aux femmes et aux hommes des zones rurales de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

Répartition du financement des programmes et projets en fonction des instruments et des conditions de prêt

Les prêts assortis de conditions particulièrement favorables continuent de représenter la plus grande partie des financements destinés aux programmes et projets d'investissement (tableau 7)². Près de 50% des nouveaux financements approuvés au cours de l'année ont été accordés sous forme de prêts assortis de conditions particulièrement favorables – pour un montant total de 309,8 millions d'USD. Les prêts à des conditions ordinaires représentent 26,5% du total; viennent ensuite les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), avec 12,1%, et les prêts à des conditions mixtes, avec 11,9% (graphique 11).

En proportion de la valeur cumulée du portefeuille de financements du FIDA depuis 1978, les prêts assortis de conditions particulièrement favorables et les dons au titre du CSD représentent environ 74% du total. Le tableau 8 indique la répartition des investissements en fonction des conditions de financement et par région.

² Les prêts accordés par le FIDA peuvent être assortis de cinq types de conditions: conditions particulièrement favorables (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 40 ans); conditions durcies (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% et une durée de remboursement de 20 ans); conditions intermédiaires (taux d'intérêt variable équivalant à 50% du taux de référence et durée de remboursement de 20 ans); conditions ordinaires (taux d'intérêt variable égal au taux de référence et durée de remboursement de 15 à 18 ans); et conditions mixtes (pas d'intérêt, mais une commission de service de 0,75% par an plus une marge, et une durée de remboursement de 20 ans).

TABLEAU 4
Portefeuille de programmes et projets en cours par région^a
 À la fin décembre 2014

	Nombre de programmes et projets	Financement du FIDA ^b (millions d'USD)
Afrique de l'Ouest et du Centre	47	1 076,5
Afrique orientale et australe	43	1 212,9
Asie et Pacifique	56	1 752,8
Amérique latine et Caraïbes	42	617,4
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	36	698,2
Total^c	224	5 357,9

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Dans le portefeuille en cours figurent les programmes et projets approuvés, entrés en vigueur, et pas encore achevés.

^b Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), les dons au titre de l'ASAP et les dons au titre de composantes pour les programmes et projets d'investissement. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 5
Financement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 1978-2014
 Montants en millions d'USD

	1978-2000	2001-2006	2007-2012	2013	2014	1978-2014
FIDA ^{a, b}	6 922,7	2 511,0	4 453,5	837,7	713,4	15 438,3
Cofinancements ^c	6 140,1	904,0	2 452,8	329,8	238,0	10 064,7
Contributions nationales	7 330,9	1 651,3	3 253,7	552,7	601,4	13 390,0
Total^{d, e}	20 393,7	5 066,2	10 159,9	1 720,2	1 552,8	38 892,9
Nombre de programmes et projets ^f	578	152	193	25	26	974

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration et comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de l'ASAP et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^b Ces chiffres prennent en compte le financement octroyé par le FIDA pour le Projet relatif au programme national d'autonomisation des communautés rurales de l'Indonésie, approuvé en 2008.

^c Ces chiffres prennent en compte les cofinancements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

^d Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^e Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^f Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 6
Cofinancement des programmes et projets appuyés par le FIDA, 2014
 Sur un montant total de 839,4 millions d'USD



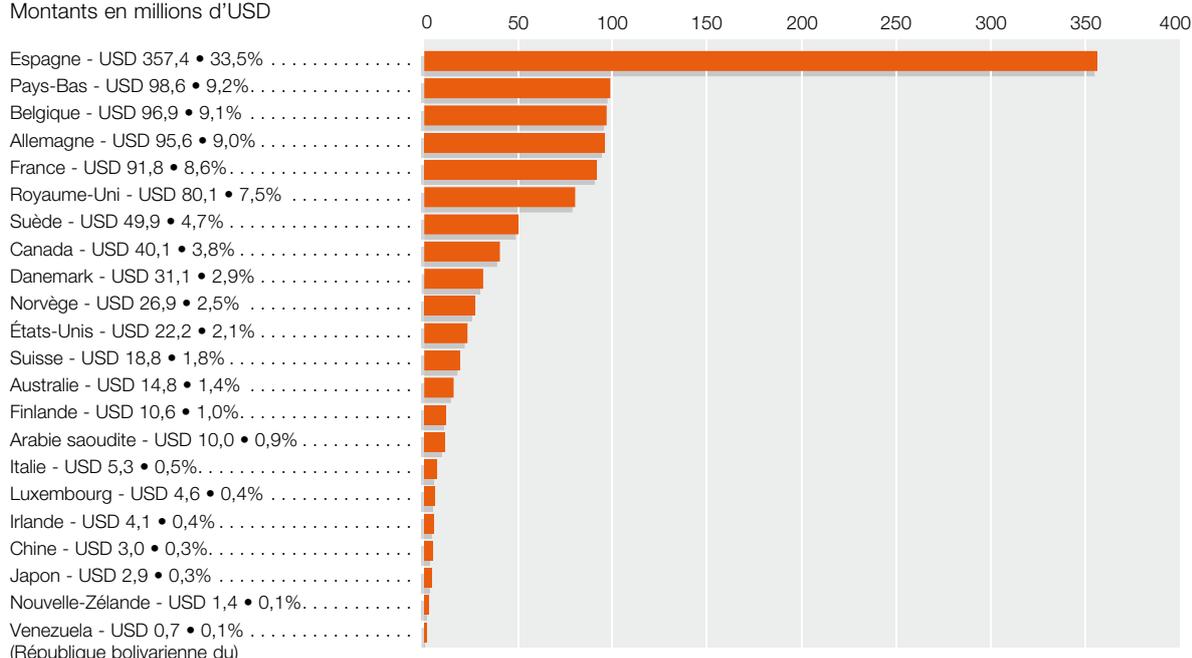
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a La catégorie "Autres cofinancements" inclut les financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre, les financements provenant de ressources du secteur privé, et les financements restant à confirmer à la date d'approbation de l'opération par le Conseil d'administration.

GRAPHIQUE 7

Cofinancement par des États membres donateurs (bilatéraux) des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2014^a

Montants en millions d'USD



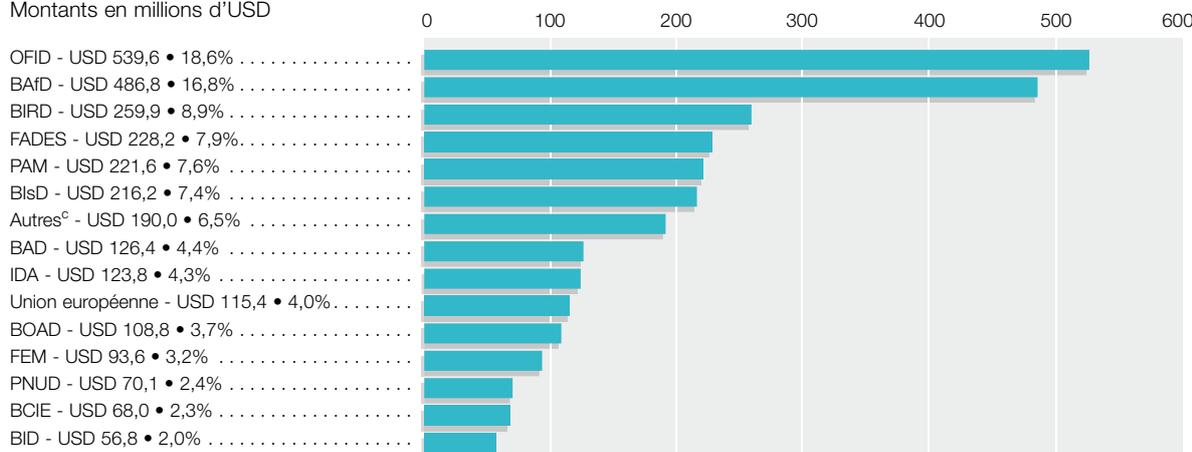
Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 066,8 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

GRAPHIQUE 8

Cofinancement par des donateurs multilatéraux des programmes et projets dus à l'initiative du FIDA, 1978-2014^{a, b}

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 2 905,0 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre.

^b BAD = Banque asiatique de développement; BAfD = Banque africaine de développement; BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique; BID = Banque interaméricaine de développement; BIRD = Banque internationale pour la reconstruction et le développement; BIsD = Banque islamique de développement; BOAD = Banque ouest-africaine de développement; FADES = Fonds arabe de développement économique et social; FEM = Fonds pour l'environnement mondial; IDA = Association internationale de développement; OFID = Fonds de l'OPEP pour le développement international; PAM = Programme alimentaire mondial; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

^c On compte parmi les autres cofinanciers les institutions suivantes: Autorité arabe pour les investissements et le développement agricole; Fonds Africa; Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Société andine de développement (Corporación Andina de Fomento); Banque de développement des Caraïbes; Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO); Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire; Société financière internationale; Organisation internationale du Travail; Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture; Fonds stratégique pour le climat; Fonds d'équipement des Nations Unies; Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues; Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues; Fonds des Nations Unies pour la population; Fonds des Nations Unies pour l'enfance; Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), devenu l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

Décaissements

Les décaissements au titre des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD ont atteint, en 2014, 642,1 millions d'USD (tableaux 9 et 10). Au cours de la période 1979-2014, les décaissements au titre des prêts relevant du Programme ordinaire se sont élevés en valeur cumulée à 9 402,5 millions d'USD (soit 76% des engagements effectifs) à la fin de 2014 (tableau 11), contre 8 917,8 millions d'USD (76% des engagements effectifs) à la fin de 2013.

Gestion de la trésorerie et politiques financières du FIDA

Le FIDA gère des investissements d'une valeur de 1,7 milliard d'USD au titre du Programme ordinaire, et 0,6 milliard d'USD pour les divers programmes supplémentaires et les fonds d'affectation spéciale. Comme prévu, les ressources ordinaires ont diminué au cours de l'année, en raison des sorties nettes et des variations de change. Le solde des autres fonds demeure stable.

En 2014, le volume des mouvements de trésorerie a été conforme aux activités de l'année précédente. Les mouvements de trésorerie relatifs au Programme ordinaire se sont élevés à 4,0 milliards d'USD, tandis que ceux relatifs aux programmes et activités ne relevant pas du Programme ordinaire atteignaient 2,0 milliards d'USD. Conditionnés par l'expansion des programmes de travail, ordinaires et autres, la moyenne annuelle des mouvements de trésorerie au cours de la période FIDA9 fait apparaître une

augmentation de 7% par rapport à la moyenne annuelle de la période FIDA8. Dans le courant de l'année, le FIDA a entrepris un examen des systèmes financiers internes, dans le cadre du renforcement systématique de la gestion du risque. Cet examen sera achevé en 2015.

Afin d'atténuer l'impact du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, et d'améliorer l'appui au principe du flux de trésorerie durable, la gestion des liquidités a été renforcée, à la fois en termes de projections financières et d'arrangements bancaires.

La répartition des placements concernant le portefeuille du Plan d'assurance maladie après cessation de service a fait l'objet d'un examen indépendant ayant pour but de valider la stratégie actuelle de placements. L'examen a confirmé que la stratégie et la répartition actuelle des placements étaient presque optimales. La recommandation visant à l'élaboration d'un Exposé distinct de la Politique de placement, adapté au caractère spécifique de ce portefeuille, a été mise en œuvre, et la nouvelle politique sera présentée au Conseil des gouverneurs en 2015.

En tant que coprésident du Groupe de travail du Réseau Finances et budget sur les services de trésorerie communs, le FIDA continue de jouer un rôle de chef de file dans les initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en vue d'améliorer l'efficacité opérationnelle de ces services. Le FIDA héberge également le site web spécialisé, qui demeure la principale plateforme d'interaction entre ces services.

TABLEAU 6
Financement du FIDA par région, 1978-2014^{a, b}
Montants en millions d'USD

	1978-2000	2001-2006	2007-2012	2013	2014	1978-2014
Afrique de l'Ouest et du Centre						
Montant total	1 207,6	454,9	857,7	244,8	157,8	2 922,8
Nombre de programmes et projets	127	35	41	5	6	214
Afrique orientale et australe						
Montant total	1 194,2	489,5	1 067,4	174,7	94,9	3 020,7
Nombre de programmes et projets	105	30	37	5	4	181
Asie et Pacifique						
Montant total	2 262,4	769,4	1 432,9	227,2	269,5	4 961,4
Nombre de programmes et projets	145	37	48	6	8	244
Amérique latine et Caraïbes						
Montant total	1 100,5	375,8	465,9	107,1	4,0	2 053,3
Nombre de programmes et projets	103	21	32	5	1	162
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe						
Montant total	1 158,0	421,4	629,5	83,9	187,3	2 480,1
Nombre de programmes et projets	98	29	35	4	7	173
Montant total du financement du FIDA^c	6 922,7	2 511,0	4 453,5	837,7	713,4	15 438,3
Nombre total de programmes et projets^d	578	152	193	25	26	974

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration, et comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de l'ASAP et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

^b Le montant total peut inclure un financement supplémentaire pour des programmes et projets précédemment approuvés.

^c Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^d Les programmes et projets intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

GRAPHIQUE 9

Répartition régionale du financement des programmes et projets du FIDA approuvés en 2014^a

Sur un montant total de 713,4 millions d'USD



Afrique de l'Ouest et du Centre	157,8 millions d'USD - 22,1%
Afrique orientale et australe	94,9 millions d'USD - 13,3%
Asie et Pacifique	269,5 millions d'USD - 37,8%
Amérique latine et Caraïbes	4,0 millions d'USD - 0,6%
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	187,3 millions d'USD - 26,3%

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration, et comprennent les prêts, les dons au titre du CSD, les dons au titre de l'ASAP et les dons au titre de composantes. Les dons sans rapport avec les programmes et projets ne sont pas inclus.

GRAPHIQUE 10

Financement du portefeuille actuel du FIDA par secteur (fin 2014)



Agriculture et gestion des ressources naturelles ^a	- 32%
Marché et infrastructure connexe	- 16%
Services financiers ruraux	- 13%
Autres ^b	- 13%
Appui sur le plan des politiques et des institutions	- 10%
Développement induit par les communautés et mise en valeur des ressources humaines	- 8%
Petites entreprises et microentreprises	- 7%

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

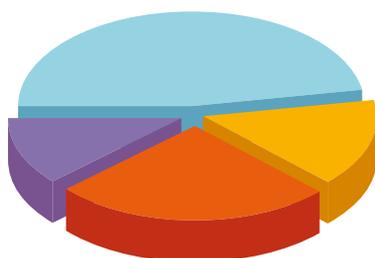
^a Les secteurs de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprennent l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, le suivi-évaluation, la gestion et la coordination, et la gestion des situations d'après-crise.

GRAPHIQUE 11

Prêts du FIDA par conditions de prêt, et dons au titre du CSD, 2014^a

Sur un montant total de 625,8 millions d'USD



Prêts à des conditions particulièrement favorables	309,8 millions d'USD - 49,5%
Prêts à des conditions ordinaires	166,0 millions d'USD - 26,5%
Prêts à des conditions mixtes	74,4 millions d'USD - 11,9%
Dons au titre du CSD	75,5 millions d'USD - 12,1%

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils incluent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, et les dons au titre du CSD..

Compte tenu de l'importance accordée, au niveau institutionnel, à la présence du FIDA dans les pays où nous intervenons (voir la carte à l'intérieur de la couverture), les procédures juridiques et administratives ont été menées à terme au Ghana, et un compte a été ouvert dans une banque locale pour le nouveau bureau de pays du FIDA.

Approche et soutien du FIDA en matière d'allègement de la dette et de gestion de la dette

L'allègement de la dette et la gestion de la dette apportent une importante contribution à la réduction de la pauvreté. Au cours de l'année 2014, nous avons poursuivi notre soutien total au travail mené, au niveau international, pour chercher à résoudre le problème de la dette actuelle des pays pauvres, par le biais de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE). Nous avons aussi continué à utiliser notre Cadre pour la soutenabilité de la dette pour faire en sorte que les pays vulnérables n'accumulent pas, à l'avenir, une nouvelle dette.

Depuis le lancement de l'Initiative PPTE, de nombreux pays ont sensiblement progressé sur la

voie de l'accès à l'allègement de la dette. Plus de 89% des pays répondant aux conditions requises (35 pays sur 39) ont franchi le point de décision, et peuvent ainsi solliciter une aide du FIDA au titre de cette initiative. Trente-quatre pays ont désormais atteint le point d'achèvement – stade auquel ils obtiennent une réduction complète et irrévocable de leur dette – et un pays en est au stade intermédiaire entre le point de décision et le point d'achèvement.

Au total, nos engagements représentent à ce jour un allègement du service de la dette d'environ 687,2 millions d'USD en valeur nominale. Au 31 décembre 2014, le FIDA avait accordé aux 34 pays parvenus au point d'achèvement des allègements de dette d'un montant total de 543,5 millions d'USD en valeur nominale.

Au cours de l'année 2014, les dons au titre du CSD ont représenté 12,1% de la valeur totale des financements approuvés pour des programmes et projets d'investissement. Huit dons ont été approuvés, pour un montant total de 75,5 millions d'USD (tableau 7).

TABLEAU 7
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt, et des dons au titre du CSD, 1978-2014^a
Montants en millions d'USD

	1978-2000	2001-2006	2007-2012	2013	2014	1978-2014
Dons au titre du CSD						
Montant	-	-	1 007,8	160,9	75,5	1 244,2
Nombre de dons	-	-	81	14	8	103
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	4 748,8	2 078,7	2 338,4	435,9	309,8	9 911,7
Nombre de prêts	414	131	128	18	15	706
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	59,1	-	-	59,1
Nombre de prêts	-	-	5	-	-	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	1 422,0	183,8	368,9	-	-	1 974,7
Nombre de prêts	121	12	15	-	-	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	-	29,3	74,4	103,7
Nombre de prêts	-	-	-	2	3	5
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	695,3	251,7	628,0	105,0	166,0	1 846,0
Nombre de prêts	55	13	41	5	6	120
Montant total	6 866,1	2 514,3	4 402,2	731,1	625,8	15 139,4
Nombre total de prêts, et de dons au titre du CSD^{b, c}	590	156	270	39	32	1 087

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

TABLEAU 8
Récapitulatif des prêts du FIDA par conditions de prêt et des dons au titre du CSD, par région, 1978-2014^a
 Montants en millions d'USD

	Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique orientale et australe	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	Total
Dons au titre du CSD						
Montant	464,4	342,5	226,4	38,1	172,9	1 244,2
Nombre de dons	34	25	21	7	16	103
Prêts à des conditions particulièrement favorables						
Montant	2 267,0	2 505,3	3 732,2	424,5	982,7	9 911,7
Nombre de prêts	202	170	203	43	88	706
Prêts à des conditions durcies						
Montant	-	-	-	-	59,1	59,1
Nombre de prêts	-	-	-	-	5	5
Prêts à des conditions intermédiaires						
Montant	105,2	108,9	607,5	488,0	665,0	1 974,7
Nombre de prêts	11	11	35	51	40	148
Prêts à des conditions mixtes						
Montant	-	-	65,1	14,3	24,3	103,7
Nombre de prêts	-	-	2	1	2	5
Prêts à des conditions ordinaires						
Montant	21,3	13,7	250,7	1 062,3	498,0	1 846,0
Nombre de prêts	3	4	6	74	33	120
Montant total	2 857,9	2 970,4	4 881,8	2 027,3	2 402,0	15 139,4
Pourcentage du total des prêts du FIDA et des dons au titre du CSD						
	18,9	19,6	32,2	13,4	15,9	100,0
Nombre total de prêts et de dons au titre du CSD^{b, c}						
	256	210	267	176	184	1 087

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet approuvé par le Conseil d'administration. Ils comprennent les prêts au titre du Programme ordinaire et du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification et les dons au titre du CSD, ainsi qu'un prêt à des conditions particulièrement favorables approuvé en 2005 en faveur de l'Indonésie et financé par le produit inutilisé d'un prêt à des conditions intermédiaires approuvé en 1997. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

^b Un programme ou projet peut être financé par plus d'un prêt ou don au titre du CSD, ce qui explique que le nombre de prêts et de dons au titre du CSD ne correspond pas nécessairement à celui des programmes et projets figurant dans d'autres tableaux.

^c Les prêts intégralement annulés ou résiliés ne sont pas pris en compte.

TABLEAU 9
Montant annuel des décaissements des prêts au titre du Programme ordinaire, par région, 1979-2014^a
 Montants en millions d'USD

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	1979-2014
Afrique de l'Ouest et du Centre	62,3	57,8	61,8	64,4	66,8	66,0	74,4	94,2	74,82	82,3	1 389,2
Afrique orientale et australe	75,9	88,6	89,4	85,4	106,4	99,4	104,3	140,4	136,19	99,1	1 787,1
Asie et Pacifique	93,1	127,2	122,0	99,1	129,2	158,0	230,7	172,2	148,02	180,6	3 248,9
Amérique latine et Caraïbes	42,3	57,4	63,4	79,1	61,6	64,0	72,9	65,7	54,21	63,5	1 437,0
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	68,0	55,9	62,1	96,1	73,5	70,1	67,3	61,9	69,35	59,3	1 540,4
Total^b	341,6	386,9	398,7	424,1	437,5	457,5	549,6	534,5	482,6	484,7	9 402,5

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

^b Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 10
Montant annuel des décaissements des dons au titre du CSD, par région, 2007-2014
Montants en millions d'USD

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2007-2014
Afrique de l'Ouest et du Centre	-	0,9	1,9	9,1	23,8	36,7	49,2	46,9	168,6
Afrique orientale et australe	1,0	3,6	5,7	17,1	28,3	40,1	45,0	60,0	200,8
Asie et Pacifique	1,0	1,7	3,9	6,8	11,6	21,0	22,9	31,8	100,7
Amérique latine et Caraïbes	-	-	0,6	0,9	3,4	6,6	6,2	6,3	24,0
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-	0,1	1,6	5,5	9,2	14,2	19,2	12,3	62,2
Dons au niveau mondial	-	0,1	-	-	-	-	-	-	0,1
Total^a	2,0	6,5	13,7	39,4	76,3	118,6	142,6	157,4	556,5

Source: Système prêts et dons.

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 11
Décaissement des prêts au titre du Programme ordinaire, par région et par conditions de prêt, 1979-2014^a
Montants en millions d'USD

	Conditions particulièrement favorables	Conditions intermédiaires	Conditions ordinaires	Conditions durcies	Total
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Montant	1 312,1	60,3	16,8	-	1 389,2
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	72	100	93	-	73
Afrique orientale et australe					
Montant	1 683,6	99,6	3,9	-	1 787,1
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	76	97	39	-	76
Asie et Pacifique					
Montant	2 762,1	437,0	49,8	-	3 248,9
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	80	76	18	-	76
Amérique latine et Caraïbes					
Montant	374,1	408,5	654,3	-	1 437,0
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	90	92	69	-	76
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Montant	851,4	419,7	248,6	20,7	1 540,4
Pourcentage du total de l'engagement effectif sous forme de prêts	92	72	56	42	74
Montant total	6 983,4	1 425,1	973,4	20,7	9 402,5
Pourcentage total de l'engagement effectif sous forme de prêts	79	80	58	42	76

Source: Système prêts et dons.

^a Les montants des décaissements indiqués ne concernent que les prêts au titre du Programme ordinaire et ne prennent pas en compte le Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification, ni les financements sous forme de dons au titre du CSD.

Sengchanh vend des gâteaux et d'autres plats cuisinés, dans la province de Luang Prabang
République démocratique populaire lao: Projet de promotion des moyens de subsistance durables dans la région Nord par le développement de l'élevage

©FIDA/GMB Akash



Récompenses

Récompenses du personnel

Chaque année, le FIDA récompense, au cours d'une cérémonie de remise des prix, des collègues qui se sont distingués par leur travail exceptionnel et leur engagement. En 2014, les récompenses ont été attribuées à des membres du personnel pour leurs contributions remarquables dans quatre domaines: leadership, innovation, facilitation du changement et respect des valeurs fondamentales du FIDA, tant au siège que sur le terrain.



Les membres du personnel récompensés en 2014, avec le Président du FIDA (de gauche à droite): Joaquín Lozano, Alessio Accardi, Natalia Toschi, Roberta Marziali, Tiziana Carpenelli, Robson Mutandi, Paula Kim, Kanayo F. Nwanze, Paola De Leva, Petra Valente, Isabella Picece, Shamela Brown, Manuela Carugno, Silvia Giachetti, Lucie Pasquale, Amedeo Paglione, Ursula Wieland, Victoria Chiartano, Dave Nolan

Leadership

Joaquín Lozano
Natalia Toschi

**Projet novateur/
initiative extraordinaire**

Annelly Koudstaal
Dave Nolan

Équipe de pays en Ouganda

Line Kaspersen
Alessandro Marini
Deborah Martin
Pontian Muhwezi

Facilitation du changement

Vincent Darlong

Équipe CIAO2

Shamela Brown
Victoria Chiartano
Paola De Leva
Kelly Feenan
Silvia Giachetti
Amedeo Paglione
Lucie Pasquale
Petra Valente

Équipe GRIPS

Theresa Rice
Ursula Wieland

**Valeurs fondamentales
du FIDA**

Fiorella Nobile
Robson Mutandi

Section voyages et visas

Alessio Accardi
Tiziana Carpenelli
Manuela Carugno
Roberta Marziali
Isabella Picece

Reconnaissance présidentielle

Paula Kim

Mention honorable

Marcello Barnaba
Lleir Borrás Metje
Ivan Turkovic
Équipe de coordination interservices

Récompenses obtenues par le FIDA

Au cours de l'année 2014, les gouvernements de plusieurs États membres ont attribué des distinctions honorifiques au FIDA, en reconnaissance du travail qu'il effectue pour investir dans les populations rurales et les autonomiser. En janvier, le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze, a été nommé **Grand Officier de l'Ordre national du Bénin** par le Président du Bénin, M. Boni Yayi, en reconnaissance de l'action du FIDA dans ce pays. Les projets en cours d'exécution au Bénin avec l'appui du FIDA ont pour objectifs de renforcer, de professionnaliser et d'élargir les services financiers dont disposent les petits exploitants agricoles, et de créer une infrastructure rurale à l'appui des filières agricoles autres que celle du coton.

En juin, l'équipe du FIDA en République démocratique du Congo a reçu le **Prix d'excellence 2014**, récompense biennale attribuée conjointement par le FIDA, la FAO et le PAM. Cette récompense distingue les équipes de pays qui incarnent un esprit de partenariat et de collaboration entre les trois institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome et œuvrant dans le domaine de l'alimentation. Par leur action, les équipes du FIDA, de la FAO et du PAM en République démocratique du Congo ont amélioré la résilience de 3 millions de ménages, renforcé la capacité de gestion de 1 000 organisations paysannes, et créé 60 clubs communautaires d'auditeurs des émissions de radio.

En juillet, le Département du Trésor des États-Unis a attribué au FIDA, pour la deuxième fois, son **Prix d'excellence en matière d'impact sur le développement** en reconnaissance du Projet de microfinance pour les agriculteurs marginaux et les petits exploitants, financé par le FIDA, et mettant des services financiers à la disposition de quelque 200 000 petits agriculteurs au Bangladesh, parmi lesquels une majorité de femmes qui ne disposaient précédemment d'aucun accès à des possibilités de microfinancement.

Au mois d'août, M. Nwanze a reçu le **Prix Dr M.S. Swaminathan pour la Protection de l'environnement**, décerné par le Rotary Club de Madras Est, à Chennai, en Inde. Cette distinction constitue une reconnaissance de son leadership dans le renforcement de l'action du FIDA, qui plaide pour que l'agriculture constitue un élément central dans l'agenda international pour le développement.

Plus tard dans le mois, le Président du FIDA a été nommé **Officier de l'Ordre national de la République de Gambie**. Cette distinction honorifique lui a été remise par la Vice-Présidente et Ministre de la condition féminine de la Gambie au nom du Président Jammeh, en reconnaissance du service rendu par M. Nwanze au développement agricole de la Gambie et de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble.

Sur le plan interne, le **Prix du FIDA pour l'égalité entre les sexes** a été décerné, pour la deuxième année consécutive, à des projets appuyés par le FIDA et qui, dans chacune des régions, ont le plus contribué à l'amélioration de la vie des femmes rurales. Cette année, le Prix pour l'égalité entre les sexes a été attribué aux projets suivants: le Programme de renforcement du microfinancement durable, au Pakistan (Asie et Pacifique); le Projet de gestion communautaire des bassins versants de Kirehe, au Rwanda (Afrique orientale et australe); le Projet de développement du couloir central, en Équateur (Amérique latine et Caraïbes); le Projet de gestion communautaire des ressources dans le gouvernorat d'Al-Dhala, au Yémen (Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe); et le Projet de relèvement et de réduction de la pauvreté à assise communautaire, en Sierra Leone (Afrique de l'Ouest et du Centre).



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Fonds international de développement agricole des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source soit indiquée par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Ahlam Ali Muftah élève des pigeons dans le village d'El Shohada. La région où elle vit était désertique avant sa mise en valeur par un projet de développement lancé en 2002 avec un financement du FIDA, du Gouvernement égyptien et de ses partenaires.

Égypte: Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest

©FIDA/Marco Salustro

© 2015 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Imprimé par Quintily, Rome, Italie

2015

Imprimé sur papier écologique

Table des matières du CD-ROM

Avant-propos du Président

Programme de travail en 2014

Principales initiatives et nouveaux programmes

Mesurer et améliorer les résultats

Données relatives au financement et mobilisation des ressources

Récompenses

Résumé des programmes, projets et dons approuvés en 2014

Organisation, États membres et représentation

Publications en 2014

États financiers consolidés

Le CD-ROM contient le texte intégral du Rapport annuel en anglais, arabe, espagnol et français.



Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
ifad-un.blogspot.com
www.facebook.com/ifad
www.instagram.com/ifadnews
www.twitter.com/ifadnews
www.youtube.com/user/ifadTV

